

Bruxelles, La Haye et les euromissiles

C'est une partie bien délicate que M. Martens, premier ministre belge, est allé jouer à Washington lundi 14 janvier. Si délicate, même, que l'issue en paraît toujours aussi confuse après les informations quasi contradictoires et les commentaires ambigus qui ont suivi sa rencontre avec le président Reagan. De sorte que l'on ne sait toujours pas exactement si — et quand — les quarante-huit euromissiles de ROTAN prévus par la fameuse « double décision » de l'alliance en 1979 seront effectivement implantés en Belgique.

Le chef du gouvernement de Bruxelles a certes réaffirmé son « attachement » au principe du déploiement de ces missiles de croisière destinés, dans l'esprit de ceux qui avaient pris cette décision il y a plus de cinq ans, à « équilibrer » les armes nucléaires soviétiques braguées sur l'Europe occidentale. En même temps, un porte-parole de M. Martens a précisé que le « calendrier militaire et technique » fixé pour cette implantation, et qui prévoyait que celle-ci aurait lieu en mars prochain, n'était « plus valable ». Une « décision politique », a ajouté le représentant du premier ministre belge, s'y substituerait « à la fin du mois de mars ». Façon bien courtoise de dire que Bruxelles va, au minimum, différer l'installation des euromissiles et qui traduit l'embarras des dirigeants belges à l'approche de cette échéance.

Non que sur le fond M. Martens et son ministre des relations extérieures, M. Tindemans, aient changé d'avis. Ils ont depuis l'accord Shultz-Gromyko conclu la semaine dernière à Genève. Mais la situation politique intérieure belge les incite à la plus grande circonspection. En suggérant dimanche, à la télévision soviétique, que la reprise du dialogue entre les Deux Grands dépendait de l'arrêt des implantations d'euromissiles, M. Gromyko n'a probablement pas entamé la détermination des partisans de la fermeté envers le Kremlin ; d'autant moins que la rencontre de Genève a montré que cette fermeté avait été payante. Mais il a évidemment renforcé l'argumentation des adversaires du déploiement des fusées de ROTAN. Et notamment, en Belgique, des socialistes et des nationalistes flamands, qui soumettent le gouvernement Martens à une forte pression.

Malgré les votes précédents du Parlement belge, il n'est pas sûr que le cabinet y retrouverait une majorité favorable aux euromissiles. Il est encore plus douteux qu'en cas d'élections anticipées, ou même lors du scrutin législatif qui aura lieu normalement à la fin de l'année, la coalition sortante puisse l'emporter. C'est là une éventualité que ne peut ignorer la Maison Blanche, même si, du côté américain, on tient aussi à éviter de donner aux Soviétiques l'impression que le front jusqu'alors relativement uni des cinq pays qui doivent recevoir des euromissiles est en train de se disloquer.

Or, à en juger par les atermoiements du gouvernement néerlandais, soumis sur le plan intérieur à peu près aux mêmes menaces et difficultés que le gouvernement belge, ce risque existe bel et bien. Le cabinet Lubbers a décidé de... ne rien décider avant novembre prochain, temporisation dont Bruxelles s'était d'ailleurs désolidarisé au printemps dernier. Manifestement, on veut encore espérer, en Belgique et aux Pays-Bas, que les négociations Est-Ouest sur la limitation des armements prendront un tour suffisamment encourageant pour que l'on puisse renoncer au moins partiellement à ces implantations — auxquelles se sont prêtées la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie — sans paraître renier sa signature. Reste à savoir qui gagnera cette course de lenteur.

Belgrade souhaite une aide accrue de la France

M^{me} Planinc, premier ministre yougoslave, en visite à Paris

M^{me} Milka Planinc, président du conseil exécutif fédéral de Yougoslavie (chef du gouvernement), était attendue mardi 15 janvier à Paris pour une visite officielle de travail de trois jours en France. Elle sera reçue mercredi par M. Fabius, et jeudi par M. Mitterrand, qui s'était rendu en Yougoslavie en décembre 1983. Les deux pays avaient alors décidé d'intensifier leurs relations. Cependant, si la France a soutenu la Yougoslavie pour le rétablissement de sa dette extérieure et lui a accordé des crédits, les échanges commerciaux sont restés très inférieurs aux attentes de Belgrade. M^{me} Planinc souhaiterait la conclusion de plusieurs contrats sur la base de la compensation pour soulager la balance commerciale yougoslave et aider ainsi son pays à sortir d'une crise économique qui menace de se transformer en crise politique.

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Fière d'être un pays socialiste « pas comme les autres », la Yougoslavie défend son titre avec constance. Elle se débat depuis plusieurs années dans une crise économique — ce qui n'est pas très original, mais elle la traite avec des moyens que ne renieraient pas, en principe, les monétaristes les plus convaincus qui passent pour conseiller M^{rs} Thatcher ou M. Reagan. Les dirigeants de Belgrade ont beau-

tel M. Borislav Srebric, vice-président du gouvernement chargé des questions économiques, chercher des solutions « qui affirment l'autogestion », on entend dans les ministères ou la Banque centrale des propos tranchant avec l'orthodoxie socialiste, fût-elle autogestionnaire.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4.)

La Grande-Bretagne relève de nouveaux ses taux d'intérêt

L'abaissement du coût du crédit menacé par la hausse du dollar

Si tous les regards étaient encore tournés, mardi matin, sur les marchés des changes, vers la livre sterling, après la décision spectaculaire du gouvernement britannique prise lundi de relever de 1,5 point les taux d'intérêt (une hausse s'ajoutant à l'augmentation de 1 point décidée par les banques vendredi), la principale et grave question qui se pose aujourd'hui en Europe est de savoir ce que va faire jeudi prochain la Bundesbank.

Relèvera-t-elle, comme beaucoup d'observateurs lui en prêtent l'intention, son taux-cléf, à savoir le taux, dit Lombard, applicable aux avances sur titres, actuellement fixé à 5 % ? Si tel devait être le cas, le gouvernement français et son ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, se trouveraient pris à contre-pied.

La politique de baisse des taux d'intérêt, déjà partiellement en contradiction avec le nouveau dispositif de contrôle du crédit (qui fixe

pratiquement à 0 la norme d'expansion de celui-ci en laissant aux banques la possibilité de consentir des crédits supplémentaires à des conditions plus onéreuses pour elles, ce qui devrait les conduire à relever le taux demandé à leur clientèle), risquerait d'être sérieusement compromise. Le taux déterminant pour les autorités françaises, c'est en effet le taux allemand, à cause de la participation du franc au SME. En temps ordinaire, cela constitue plutôt un avantage, car le loyer de l'argent est relativement faible en Allemagne (environ la moitié de ce qu'il est en France) et laisse donc à cette dernière une certaine marge dont elle ne disposait pas quand, avant l'entrée dans le SME, l'unique référence était pour elle le taux américain, en général nettement plus élevé que celui de Francfort.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 31.)

Le défi du chômage

2 400 800 demandeurs d'emploi à la fin de 1984

Avec une augmentation mensuelle relativement modérée en décembre, le chômage reste à un niveau élevé. Le mois dernier, selon les statistiques officielles du ministère du travail publiées le 14 janvier, on comptait en fin de mois 2 524 900 demandeurs d'emploi en données brutes (le même chiffre qu'en novembre, + 13,4 % en un an) et 2 400 800 en données corrigées des variations saisonnières (+ 0,8 % en un mois, + 13,3 % par rapport à décembre 1983).

Le pronostic de M. Mauroy se trouve ainsi confirmé, puisque l'ancien premier ministre avait annoncé en avril dernier que « le chômage, en fin d'année, serait de l'ordre de 2 450 000 personnes ». Pas plus que M. Ralite, qui, à la même époque, redoutait un chiffre de 2,6 millions de chômeurs, le maire de Lille n'avait précisé s'il raisonnait en données brutes ou en données corrigées. Ainsi en un an, de décembre à décembre, il y a un peu moins de 300 000 chômeurs de plus (+ 237 700 en données brutes et + 282 200 en données corrigées).

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 31.)

Le report du sommet du pacte de Varsovie

PAGE 4

La décision israélienne de retrait du Liban

PAGE 6

Le double divorce de l'opinion

par JÉRÔME JAFFRÉ (*)

A quatorze mois des élections législatives, tous les indicateurs permettent d'évaluer le rapport droite/gauche à 60/40 en faveur de l'opposition. Une avance d'environ cinq millions de suffrages alors qu'en 1981 M. Mitterrand ne l'avait emporté face à M. Giscard d'Estaing qu'avec un écart d'un peu plus d'un million de voix. Pour retrouver une telle différence, il faut remonter aux lendemains de mai 1968. A son plus bas niveau sous

M. Giscard d'Estaing, l'ancienne majorité n'était jamais tombée en deçà de 47 %. La gauche est au pouvoir depuis quarante-quatre mois, une durée jamais atteinte dans son histoire. Mais si elle se maintient au pouvoir grâce aux institutions de la V^e République, elle souffre de la défaveur des Français depuis le deuxième plan de rigueur de mars 1983. Le problème, qu'elle affronte porte trois noms : déception, désunion, démobilitation.

Déception : Sur ce point, les élections, toutes tendances confondues, sont intarissables. Le bilan de M. Mitterrand depuis son arrivée au pouvoir est jugé négatif par 58 % des Français, le président est accusé de ne pas avoir tenu les promesses du candidat par 65 % des personnes interrogées (et 52 % de ses propres électeurs). Le nombre des « déçus du socialisme » dans l'électorat de gauche est majoritaire depuis la rentrée de septembre.

(Lire la suite page 8.)
(*) Directeur des études politiques de la SOFRES.

Multinationales tous azimuts...

par PIERRE DROUIN

Pieux du capitalisme ou antennes de la CIA ? Pourquoi les firmes multinationales ne seraient-elles pas les unes et les autres ? Estiment les communistes de vieille souche. Les images fortes de l'ennemi ont toujours aidé à militer. Il sera toutefois de plus en plus difficile de garder à cette mythologie satanique son pouvoir de répulsion.

Déjà, du fait de la crise, les pays du tiers-monde accueillent sans y regarder d'aussi près les filiales de firmes américaines et d'autres pays du Nord. Mieux, ils sécrètent eux-mêmes des multinationales.

De même, à l'Est, les « organisations internationales de gestion » jouent dans une certaine mesure le même rôle que les entreprises à ramifications internationales. Que sont ces « multinationales rouges » ? Comment fonctionnent-elles ? Le professeur Giovanni Graziani, un des meilleurs connaisseurs de ces sujets peu explorés, vient de nous fournir des indications précieuses (1).

Les organisations économiques intergouvernementales de l'Est sont

connues et ne peuvent être rapprochées des multinationales occidentales, car elles exercent surtout des fonctions de coordination au sein du COMECON. La seule exception est constituée par les deux banques qui détiennent des profits : la Banque internationale de coopération économique (chambre de compensation des règlements) et la Banque internationale d'investissements, qui finance les investissements communs des pays du COMECON.

En revanche, les « organisations internationales de gestion » (OIG) peuvent avoir pour fonction principale une activité commerciale de recherche et de production. Leurs membres sont des entreprises, trusis, unions, combinats des pays fondateurs, dotés de l'autonomie financière et dépendant juridiquement de l'Etat sur le territoire duquel se situe leur siège.

(Lire la suite page 30.)

(1) Revue d'économie industrielle, 2^e trimestre 1984, et Problèmes économiques du 21 novembre 1984. La Documentation française.

Rezvani



REZVANI
Variations sur les jours et les nuits
Journal

La sensibilité de Rezvani, sa capacité d'émerveillement et de souffrance. De notation en notation, il nous donne à sentir le grain du quotidien, l'écoulement voluptueux de la vie, les passages à l'angoisse, les retours au bonheur : ce journal serait la suite du Testament amoureux.

S E U I L

AU JOUR LE JOUR Masques

L'affaire Fabien, du nom de l'auteur (anonyme) du livre Kremlin PCF, c'est le brouillard.

On avait d'abord cru qu'il s'agissait de l'œuvre d'un groupe minoritaire au sein du parti destiné à déstabiliser la direction. On affirme aujourd'hui que c'était le contraire : la direction du PCF aurait elle-même lancé l'édit Fabien pour discréditer les « rénovateurs ».

La vérité est différente. Il s'agissait, pour un pseudo-groupe vaguement dissimulé, de porter par une déstabilisation fautive de la direction réelle du PCF, un préjudice apparent aux rénovateurs supposés en faisant croire aux Français véritables que les révélations de Fabien seraient du tort à ceux qui, au PCF, en nourrissant l'espoir illusoire d'une opération triquée — mais réussie — espèrent en tirer un profit pour qui que ce soit, masqué ou pas.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES

29. Notre dossier : comment calculer vos impôts sur le revenu pour 1985
30. Une année record pour les investissements étrangers en France
31. En Suède, les effets bénéfiques de la dévaluation s'estompent
32. La Norvège abandonne le système de prix officiel du pétrole

Pour d'autres vœux

Au cœur de la tragédie
dont sont témoins les Médecins sans frontières
sont inscrites aussi des histoires d'amour et de tendresse

par XAVIER EMMANUELLI (*)

LES Médecins sans frontières qui parcourent le monde au nom de la solidarité sont confrontés à la multitude. Ce sont les foules qui voient et viennent, les villes ébranlées sous les bombes et les guérilleros traqués dans les montagnes. Ce sont les soldats qui les poursuivent et les peuples qui fuient la mitraille ou l'incendie... à moins qu'ils ne soient poussés par la sécheresse, la maladie, la misère. C'est l'histoire éternelle des migrations sans retour. Ce ne sont pas des événements heureux, mais c'est ainsi que se font les pays et les Etats, les brassages des races et des ethnies.

Parfois le décor est familier, même bouleversé il ressemble à nos villes. Parfois, il est étrange et insaisissable : montagnes et déserts, tropiques et savanes, il est rythmé de soleils acablants ou de pluies diluviennes. C'est la tragédie des hommes qui essaient de survivre sans pouvoir s'installer et faire souche.

Au hasard, ils sont dispersés, au hasard, ils sont regroupés, et ces lieux s'appellent exil, camps de réfugiés, centres de nutrition. C'est là que les Médecins sans frontières travaillent. Chaque médecin peut raconter ces guerres, ces exodes, ces regroupements. C'est d'abord le silence, entrecoupé de toux. Les plaintes sont encore un signe de vitalité. Elles montent après les batailles et les crises. Mais quand les situations se pérennisent, c'est un silence géologique qui tombe sur ces places. Si l'on perçoit le murmure d'une ruée, c'est de cris, murmure différent du tumulte gai des marchés tropicaux, c'est le bourdonnement de la vie qui

recommence, et cela est bon. Mais une foule vacante est silencieuse.

Pour les hommes en état de survie, les dates n'ont pas d'importance, les rythmes des saisons sont pour les sédentaires, paysans ou commerçants ancrés dans leurs racines, connaissant le temps des semailles et le temps des moissons... Sachant qu'il faudra peut-être affronter grêle ou tempête, gel ou sécheresse, pluie ou vent, mais sachant aussi que la vie va se perpétuer après ces épisodes difficiles, parce que, régulièrement, les mêmes cycles recommencent. Aussi les repères sont-ils perceptibles, émaillés de dictions, chargés de sens et de routine. C'est la sagesse des racines. C'est pourquoi l'an fête ces rythmes.

Même lorsque les hommes sont confrontés à ce que l'on appelle la vie tragique, par opposition à la vie triviale, routinière et répétitive, même lorsque les hommes sont confrontés à leur plus simple et plus rude condition, ils pérennisent les comportements de la vie quotidienne, pour se rassurer, pour oublier un peu... Et l'on sait bien que l'on joue : on fait semblant de croire que la vie va continuer comme avant, qu'elle va revenir, comme si tout n'était pas bouleversé. Personne ne le croit vraiment, mais il existe une sorte de connivence qui permet de rendre supportables les événements, qui permet d'évoquer les anciens repères même s'ils sont désaffaiblis.

C'est aussi en cette époque, quand le temps semble un peu suspendu, que l'actualité fait mine de se souvenir des traditions, c'est à ce moment, souvent, que les attaques et les agressions guerrières sont perpétrées, pour les minimiser. La vie tragique, la politique, savent profiter de ces soupçons : l'Afghanistan a été envahi à la période de Noël ; la loi martiale promulguée en Pologne en décembre. La guerre voulait passer inaperçue, cachée derrière la fête de commande... Face à ces morts et à ces souffrances on pourrait ne voir qu'une tragédie désespérée, pleine de bruit et de la fureur de l'histoire collective. Elle est certes cela. Mais quoi que l'on fasse, il y a toujours la transcendance humaine qui transparaît à travers les destins. Et si l'on veut parler des hommes, il faut aussi parler de ces interstices lumineux dans lesquels, comme par des volets mal joints, passent des rayons.

A travers l'implacable logique des guerres, à travers la trame des événements politiques qui s'enchaînent et se recoupent de causes en conséquences, à travers ces destins immuables, on perçoit l'expression de l'insaisissable tendresse. Car il y aura toujours des

gestes de tendresse et de compassion, des éclats de rire et des élans d'affection.

Quand la guerre bouleverse et disloque races et peuples, on sait qu'à cette occasion des idées sont échangées, des coutumes modifiées, et l'humanité avance - presque toujours à cause de la violence - parfois dans la noblesse de la générosité. Des enfants à travers le monde courent entre les barbelés. Ils n'ont pas tous des fusils comme ça Iran. Ils ont aussi, en germe, leur vitalité, leur vigoureuse innocence, et c'est l'espoir. On meurt de faim dans bien des pays du tiers-monde mais la vie éclose, ça répond, et l'aventure du futur est engagée.

Les Médecins sans frontières ont recouvert cent fois sur leur chemise les signes de la providence en lutte avec la fatalité : la vie continue dans les cités en guerre, entre deux pluies d'obus, voici les petits marchands, entre les ruines, ils discutent avec des mois éblouissants le prix de leurs tomates, et les gamins jouent au football derrière la caserne.

Voici les jeunes filles au bord du puits bourbeux, où se pressent les nomades, les veids, évitant les flaqueuses de boues produites par le piétinement des troupeaux, et regardant à la dérobée, à travers leurs doigts, l'étranger altéré qui a rejoint le campement. On a vu des hommes féroces, bardés d'armes et de grenades, tendre le seuil ou l'écluse pleine d'eau à celui qui passait sans savoir s'il était ami ou ennemi, parce qu'il avait instillé le partage la même condition.

Bien sûr, il y a ces fanatismes endoctrinés, qui croyant changer l'homme et le monde n'hésitent pas à tuer comme un pou, un insecte, quiconque est décrié de l'autre bord. Mais il y a entre eux, on peut l'écrire sans être contredit, des gestes de l'amitié, parfois une main fraternelle sur une épaule, un bras qui soutient, la joie d'être ensemble camarades de combat.

Ainsi, parce qu'à travers le monde nous l'avons constamment observé, même dans les situations les plus barbares, nous pouvons en témoigner : une histoire d'amour et de tendresse est inscrite, en petites touches impressionnistes, sur cette tragédie. Elle n'est pas parallèle ou contraire à la mort, au meurtre, à la maladie ou à l'injustice, mais se déroule dans le secret et porte en elle le renouveau. Cette conviction n'est pas une croyance ou un conte pour enfants. C'est bien une certitude. Elle se passe au présent, tandis que l'histoire se déroule éphémère au prix de tant de souffrances et de morts - elle chuchote avec entêtement que chaque vie est importante et que l'univers a un dessein.

Hommes sans suite

par GILLES MOINEAU (*)

UNE solution toute petite, bien rose et tendre, une solution en forme de bébé. Ce ne doit pas être si difficile, finalement. Peut-être simplement une question d'habitude ou de technique, voir le monde à l'envers et accepter juste de se forcer un peu, c'est tout. Plus tard les premiers cris, la fin d'un désert d'ombres indéchiffrables, l'entrée triomphante au royaume de la paternité. Alors il suffit de si peu, de cette miniature à la peau plus douce qu'aucune autre jamais effleurée, de mon doigt posé sur une fontanelle carmine si la se cachait la source de l'accord parfait.

Il suffisait de ça, cette caricature encore de moi pour désarmer les rires incriminés des rondes de nuit et m'embarquer au quel sens burlesque des hommes pâles. Je n'abandonnerai rien, bien sûr, ni le trottoir d'en face, celui des végétariens, ni les bureaux à voile des naufrages impressionnistes. Mais seul à trois arbres ces escarpements, à les vouloir trop claires, je passerai enfin du bon côté dans le regard des autres. La nef n'est pas plus le mien à l'infini, d'abord se dessinera celui de cet ange joufflu qui ignore un jour il lui faudra aussi choisir d'aimer les femmes ou bien les hommes, me reconnaître.

Une solution en forme de bébé comme de tradition, pour lui, pour moi. Car, après la découverte, lorsque l'affaire a été tranchée et nommée sans regret homosexuelle, alors, surgit une évidence : je n'aurai pas d'enfant, l'histoire n'aura pas de suite, comme tant d'autres qui s'en sont débarrassés au détour d'un jardin, dans une chambre de passage. Je vivrai sans conséquence, sans héritage. Je n'aurai pas transmis la loi, je l'aurai simplement transgressée pour mieux jouer la vie que je ne donnerai pas. La voix du sang s'efface jusqu'à se taire, et cet amour indéfectible, indéchiffrable, il faudra le trouver avec ceux qui

n'auront de moi que le goût. Corps étrangers, croisés. Peut-être parmi eux celui qui porte aussi un enfant mort, une sœur ou un fils, et nous nous souviendrons.

Pas d'autre forme que la nôtre, pas d'autre issue que l'image au fond de l'eau qui se trouble toujours et vient nous engourdir. Mais dans le miroir tendu - par nous, par vous, peu importe maintenant - la reproduction est interdite, comme si nous devions toujours nous montrer éphémères, uniques, seuls. Pas de brouillon, pas de double exemplaire, le feuillet n'est qu'un épisode où la victime connaît si bien l'essence qu'elle se confondent vite dans le fluide quotidien de ces successeurs enterrés avant même d'avoir vu le jour. De quoi nous survivrions les enfants à venir ? A quoi leur servirions-nous ? Présentes l'un pour l'autre, maquillages de nos vertus ou de nos habitudes, mieux vaut se farder le cœur et s'en aller le soir fouiller quelque recoin obscur au bord de nos plaisirs.

La forme est définitive et la décision prise. Nous laisserons nos bébés désertés dériver au gré des courants, nous les aurons bientôt presque oubliés et ne jalouserons pas les vrais bébés des autres, vivants, sautés. La peau douce à nouveau, le souvenir d'une tentation, à peine une égrégure mais qui ne guérit pas. Les bébés sont parmi nous, ils ne se cachent plus, ils sont là dans la rue, dans les salons, partout. L'enfant, poussettes, confins ou kangourous, les bébés se lamentent et traversent inlassablement la scène en attendant qu'on apprécie. Ni consommables ni périssables encore, ils passent en précédant leur cour bête, insaisissable au regard dans nos yeux, à notre dégoût, au désir qui parfois nous transperce, la seule peut-être que pour eux nous n'aurons jamais voulu assouvir.

Les bébés sont entrés dans notre air et avec eux leurs accoutrements, attributs plastiques d'une puissance orgueilleuse, rétrograde de cette connivence que nous ramène aux artifices de notre liberté. Bébé tendre entre

la poire et le fromage, bébé avertis, nourris puis vidés au pot. Bébé gloton et impuissant, plus exhibitionniste encore que nous n'aurons jamais rêvé de l'être, comédien redoutable qui s'accrochant aux premiers vides avec l'innocence implacable de ceux qui n'ont rien demandé. Ils rongent temps et territoires, ceux qui jusqu'ici nous étaient réservés, les mots prononcés jusqu'à l'aube du tout redevenant possible, les confidences silencieuses, les amitiés, les amitiés, destructrices, qui laissent le champ déserté des relations anciennes, les liens presque rompus.

Les bébés dorment maintenant, le calme est revenu. Les parents sont assés et de nouveaux se place offerts à la tendresse autrefois sans entraves, ininterrompues. Rien n'a changé, vous, tout est bien comme avant. Le terrain est le même, c'est vrai, nous l'avons parcouru tant de fois, nous en avons si patiemment élargi les frontières. Pourtant nous savons tous que l'ordre est dérangé, que longtemps nous ne vivrons plus ensemble que d'instantanés rappelés. Il est tard. Leur oreille est inquiète, attentive au souffle régulier dans la chambre voisine, le regard parfois sur la montre.

L'air devient irrespirable des corps effluents, fatigués, le même ici qu'ailleurs lorsque affleure la certitude d'un devoir accompli, le sentiment indéfinissable d'une sécurité perdue à une porte condamnée. Le moment viendra donc des retrouvailles ou des séparations, quand les veilles auront tenu les éblouissements, après les heures accumulées, puis les années, quand d'autres sources auront enfin surgi où l'enfant voudra aller boire, quand l'engoûment aura pris son rythme quotidien jusqu'à permettre l'avenir.

Mais il est tard et je m'en vais. Né désertion, ni jalousie. La vie nous ramène aujourd'hui tenue en serre, je préfère les taillis, les sous-bois, je le ferai qu'un jour, j'en aurai. Les bébés grandiront, j'aurai vu leur "pour-être" un jour aux ailes cherchant-ils la forme de la solution.

COURRIER

Il fallait lire « berbere »

Vous avez publié, dans le courrier des lecteurs du journal *Le Monde* du 26 décembre 1984, une lettre de M. Pierre Vidal-Naquet, intitulée « Les approximations de M. Julia ». L'auteur se réfère à la première édition d'un *Dictionnaire de la philosophie* publié chez Larousse en 1964 et qui, à l'article « Saint Augustin », comportait un *erratum* précisant qu'il fallait lire « berbere » au lieu de « musulman » pour qualifier le père de saint Augustin. Il omet l'*erratum* et en tire des conclusions générales sur les approximations de mon information en toutes matières.

Tirer prétexte d'une coquille, en démentant corrigée par un *erratum*, qui a figuré dans une édition entre juillet et novembre 1964, qui a disparu naturellement dans les autres éditions, pour mettre en cause un ouvrage et les compétences générales de l'auteur - et cela pour des raisons probablement politiques - me paraît pas être le moyen de qualifier un dictionnaire de « berbere » dans le *Monde* du 27 décembre 1984. Si je partage l'analyse portée sur le passé récent de l'institution hospitalière, « enfant gâté de l'expansion », j'adhère plus encore au constat de la situation présente et future de l'hôpital établi par l'auteur à partir de l'identification de « trois forces convergentes » à l'exercice : la demande des soins ; la crise économique ; l'innovation technologique.

Sans commenter la deuxième partie de l'article de professeur F.-X. Michélet qui est le propos, plus technique, d'un chirurgien et d'un responsable de haut rang dans la hiérarchie médicale des hôpitaux, je voudrais faire savoir à ce dernier comble, motivant pour la jeune génération des gestionnaires hospitaliers, l'avenir d'une institution confrontée à des forces de changement de nature différente :

— il est heureux que l'hôpital soit l'objet d'une demande et que les responsables hospitaliers commencent à s'intéresser à celle-ci. La tâche sera passionnante, demain, de répondre aux besoins nouveaux de la clientèle, en diversifiant les structures de soins par la création d'alternatives, en réorganisant les urgences, en effaçant de mieux accueillir les consultants ;

et les parents de certaines d'entre elles ne parlent pas le français, au siècle dernier, avant Jules Ferry. Elles ont été élevées par un instituteur laïque, qui appliquait les circulaires de Jules Ferry. Elles ne faisaient pas de fautes d'orthographe (mais oui !) ; elles connaissaient l'essentiel en calcul, en histoire et en géographie.

Par égard pour votre correspondant, je n'aurai pas la cruauté de comparer ces modestes résultats à ceux que l'on obtient généralement de nos jours, après mille efforts d'écoles nouvelles !

PIERRE ANGELI,
Conseiller d'Etat.

La situation de la communauté hospitalière

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article du professeur F.-X. Michélet de Bordeaux, « L'hôpital français en danger d'amaigrissement » dans le *Monde* du 27 décembre 1984. Si je partage l'analyse portée sur le passé récent de l'institution hospitalière, « enfant gâté de l'expansion », j'adhère plus encore au constat de la situation présente et future de l'hôpital établi par l'auteur à partir de l'identification de « trois forces convergentes » à l'exercice : la demande des soins ; la crise économique ; l'innovation technologique.

Sans commenter la deuxième partie de l'article de professeur F.-X. Michélet qui est le propos, plus technique, d'un chirurgien et d'un responsable de haut rang dans la hiérarchie médicale des hôpitaux, je voudrais faire savoir à ce dernier comble, motivant pour la jeune génération des gestionnaires hospitaliers, l'avenir d'une institution confrontée à des forces de changement de nature différente :

— il est heureux que l'hôpital soit l'objet d'une demande et que les responsables hospitaliers commencent à s'intéresser à celle-ci. La tâche sera passionnante, demain, de répondre aux besoins nouveaux de la clientèle, en diversifiant les structures de soins par la création d'alternatives, en réorganisant les urgences, en effaçant de mieux accueillir les consultants ;

— la crise, dans un secteur socialement protégé, peut être interprétée comme l'occasion d'une révision critique des modes d'organisation et de fonctionnement actuels de l'hôpital. La restructuration hospitalière, sur la base d'une recherche systématique d'un certain nombre d'écarts à faire disparaître (surcapacité en lits traditionnels, surabondance de prescriptions, par exemple) peut être en des résultats favorables de celle-ci ;

— le bouleversement technologique, enfin, est la garantie la plus sûre d'un renouvellement qualitatif permanent de l'hôpital et, à travers celui-ci, la meilleure certitude d'une stimulation intellectuelle forte pour l'ensemble de la communauté hospitalière.

JEAN-MICHEL PÉRY,
directeur de l'hôpital
(Paris).

La France aux abonnés absents

Le *Monde* du 27 décembre 1984, a réservé une dernière page à un point de vue de M. Jacques Hunzinger, secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales.

Emporté par son élan lyrique dans la défense et illustration de la politique étrangère de son président, M. Hunzinger ose écrire sans avoir peur du ridicule : « François Mitterrand a manifesté sa détermination à maintenir l'engagement de la France au Liban ».

Décidément le Liban ne porte pas chance à cet apparatchik du parti majoritaire. Après avoir rencontré « les hommes qui font l'histoire au Liban », c'est-à-dire Joumblatt et Bchari, et les terroristes, M. Hunzinger voit dans la soumission de la France à la Syrie « la détermination à maintenir l'engagement de la France au Liban ». S'il s'était seulement renseigné auprès de Quai d'Orsay, M. Hunzinger aurait su que, depuis longtemps, la France s'est mise aux abonnés absents au Liban. M. Hunzinger a-t-il même pas oublié notre cher président déserter à Damas que le Liban était une affaire syrienne ?

CHARLES MEQUERDIDJIAN
(Babouy-Saint-Léger).

« En poche », le point sur l'impact des multinationales aujourd'hui.

Les dossiers de l'Institut de Recherche et d'Information sur les multinationales* (4 numéros par an aux P.U.F.)

Le N° 3 vient de paraître :

LES ENTREPRISES MULTINATIONALES : EFFETS ET LIMITES DES CODES DE CONDUITE INTERNATIONAUX

Les entreprises multinationales : Effets et limites des codes de conduite internationaux par Geoffrey Hamilton 96 pages - 25 francs

Déjà en librairie : LES ENTREPRISES MULTINATIONALES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Dossier N° 1 : Leur importance et leur rôle
Dossier N° 2 : Acteurs d'un nouveau monde industriel ? par Philippe Lemaître et Catherine Goybet

* Pour plus de détails sur nos activités : IRM, rue de Lausanne 45-47 1201 Genève (Suisse) Tél. (022) 32 53 32



Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Larousse

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969)

Jacques Tassin (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Larousse, gérant,

et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Pervaczi.

Impression : le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-9

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 389 F 1 913 F 2 490 F

ÉTRANGER (par messageries)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou

abonnements sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

tout correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les sous-projets en capital de

l'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,

77 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; États-Unis,

61 \$; Grèce, 85 dr. ; Hongrie, 80 p. ;

Inde, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie,

0,350 Lt. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,

85 esc. ; Suède, 200 F CFA ; Suisse,

7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 170 Kč.

Le Monde

étranger

ASIE

Inde

Spéculations à New-Delhi sur l'hypothèse d'une intervention de l'armée indienne à Sri-Lanka

New-Delhi. — Les Tigres séparatistes tamouls la souhaitent, Colombo la redoute, New-Delhi jure qu'il n'en est pas question, personne n'y croit sérieusement, mais tout le monde en parle. De quoi s'agit-il ? De l'invasion du Nord sri-lankais par l'armée indienne. Le scénario débattu depuis quelque temps dans les salles de rédaction, et certaines chancelleries, est grosso modo le suivant : exécuté par un conflit politico-ethno-religieux qui n'en finit pas de coûter la vie à des innocents, y compris des pêcheurs indiens, et qui l'oblige à accueillir un nombre grandissant de réfugiés tamouls de Sri-Lanka (quarante mille depuis deux ans), l'Inde finirait par débiter militairement ses soldats dans le nord de l'île.

Simple opération ponctuelle qui, on l'admet, pourrait être rapidement menée, en quelques heures tout au plus. L'armée de Sri-Lanka (1), mal équipée, mal entraînée, mal disciplinée, n'aurait pas la moindre chance contre des commandos indiens qui sont tout l'inverse. Ne resterait plus qu'à prendre le contrôle du nord et de l'est du pays — régions à majorité tamoule où les soldats de Delhi seraient accueillis en libérateurs — jusqu'à l'entrée en scène des Nations unies.

Ceux qui croient, malgré tout — on se sait jamais, à cette éventualité, ont même rédigé par avance le communiqué qui serait lu par M. Rajiv Gandhi à la télévision : « L'Inde n'a pas de visées expansionnistes sur Sri-Lanka. Nos soldats ont fait œuvre de paix, ils ont mis fin à un massacre qui prenait l'ampleur d'un génocide. Notre mission s'arrête là. Aux « casques bleus » de nous remplacer, en attendant qu'une solution politique soit trouvée aux légitimes aspirations de la minorité tamoule ».

Politique fiction ? Certes. Une intervention de ce genre, perpétrée par le pays-phare du non-alignement aurait de quoi surprendre : le sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires des autres serait un peu foulé au pied. Mais ne s'agirait-il pas, après tout, d'une mission « ponctuelle et humanitaire » ? Pas de danger de guerre — contre qui ? — peu de risque d'échec, et, en bout de l'opération, la prédominance de l'Inde sur les affaires de la région renforcée, et une réputation de gendarme du sous-continent, « sauveur des minorités en détresse », établie pour longtemps.

Les élections indiennes se sont terminées comme on sait et, contrairement à ce que certains espéraient, le problème sri-lankais, même dans le Sud où l'on compte quarante millions de Tamouls indiens, n'a pas vraiment été dans la campagne électorale. Personne ne pourrait donc accuser M. Rajiv Gandhi d'agir pour des motifs électorals. Le jeune premier ministre vit, au surplus, une période de grâce avec son peuple et n'a donc aucune raison d'aller chercher, à Sri-Lanka, un surcroît de popularité — comme celle dont bénéficia sa mère en 1971 après l'intervention au Pakistan oriental.

Alors pourquoi se gêner ? Parce que l'Inde, récurrent les adversaires de l'hypothèse, est déjà accusée d'exercer son hégémonie sur la région, et que pareille aventure risquerait non seulement d'accroître la tension avec le Pakistan, mais aussi d'effaroucher les petits voisins (Bhoutan, Népal, Bangladesh), les poussant à se tourner vers l'autre géant asiatique, la Chine. New-Delhi n'a, en fait, rien de capital à gagner dans une telle affaire, sinon des ennemis avec ses propres minorités périodiquement saisis, elles aussi, de frissons sécessionnistes (Tamouls du Tamil Nadu, Sikhs du Pendjab, tribus du

Une série d'attentats contre des routes et de petits ponts a en lieu, lundi 14 janvier, dans le district de Jaffna, dans le nord de Sri-Lanka, causant des dégâts, mais pas de victimes. Les forces de sécurité ont attribué ces attentats aux Tigres de la Libération du Tamil Eelam, organisation luttant pour la création d'un Etat tamoul, dont certains indépendantistes avaient l'intention d'annoncer la naissance le 14 janvier.

D'autre part, New-Delhi a refusé, lundi, de relâcher les gardes-côtes sri-lankais et son équipage interceptés par la marine indienne la semaine dernière, tant que tous les aspects de cet incident n'auraient pas été examinés, a déclaré un porte-parole du ministère indien des affaires étrangères. Cet incident ravive les spéculations, à New-Delhi, sur une éventuelle intervention de l'armée indienne à Sri-Lanka.

De notre correspondant

Mizoram, du Tripura, du Nagaland, etc.).

La naissance du Tamil Eelam, d'une nation tamoule, rêvée par les Tigres constituerait le plus mauvais des exemples. Même si, contrairement à ce qu'espèrent les sécessionnistes sri-lankais, l'intervention indienne n'avait pas pour objet de porter l'Eelam sur les fonts baptismaux, mais, au contraire, d'en empêcher la naissance en forçant Colombo à négocier sérieusement avant qu'il ne soit trop tard. Aux yeux de l'Inde, cependant, le point de non-retour n'est pas encore atteint.

Il y a en des morts, beaucoup de morts. Mais, « qu'on le veuille ou non », constate un haut fonctionnaire indien des affaires étrangères, cinq cents cadavres dans le sous-continent n'ont pas la même résonance que cinquante à Paris. » Et il ajoute : « Non, nous avons bien d'autres problèmes internes à régler... » Et puis, la pire — à savoir que les pogroms anti-tamouls du genre de ceux de juillet 1983 (trois cents morts officiellement, le double selon d'autres sources) reprennent à Colombo et ailleurs — a, pour l'instant, été évité.

La majorité bouddhiste et cinghalaise (2), tenue dans l'ignorance — censure abusive — de ce qui se passe exactement dans le Nord, se tient tranquille. Même si, comme on le voit, elle ne peut rien dire jusqu'à quand. Pour l'heure, une chose est sûre, Colombo est bel et bien en train de tomber dans le piège que les Tigres lui avaient tendu. En six semaines, les combats dans le Nord ont fait au moins quatre cent cinquante victimes. Parmi elles, une majorité de civils tamouls, massacrés par une armée essentiellement cinghalaise, dont la présence exaspante et terrorisante dans les villages tamouls, fait plus, chaque jour, pour la cause de l'Eelam que les activités insurrectionnelles des Tigres eux-mêmes.

Négociations en panne

Au fil des opérations, de la répression indiscriminée et des raids de représailles menés non pas contre des « terroristes » insaisissables, mais contre les civils dans la péninsule de Jaffna, la proportion de Tamouls modérés, celle qui est encore opposée à la sécession, s'est réduite de manière alarmante. Les modérés, représentés par le Front uni de libération tamoul (FULT), organisation politique qui se satisfait d'un degré d'autonomie réelle, perdent peu à peu, au profit des extrémistes en armes, leur influence dans la communauté. Au point que M. Amirthalingam, le secrétaire général du Front, en est venu, la semaine dernière, à réclamer publiquement une « action directe » de l'Inde pour « sauver les Tamouls de l'extermination ».

Les négociations multipartites, ouvertes pour la première fois le 21 décembre à Colombo, ont été rompues cinq jours plus tard par le président Jayewardene lui-même. De toute façon, le plan compliqué présenté par le gouvernement, et qui prévoyait un peu plus d'autonomie pour les régions, sans flirter outre mesure avec le fédéralisme à l'indienne prôné par le FULT, ne

plaisait à personne. Ni aux politiciens tamouls, qui le jugeaient « bien en deçà des légitimes aspirations » de la communauté, ni aux Tigres qui ne voulaient rien savoir, hors l'indépendance de l'Eelam, ni à l'opposition cinghalaise conduite par l'ancien premier ministre M^{me} Bandaranaike, dont le Parti de la liberté du Sri-Lanka considérait le plan « dangereux » pour l'unité du pays, ni même aux organisations bouddhistes, qui refusent, « a priori », toute concession « tant que le terrorisme n'aura pas été aboli ».

A l'intérieur même du gouvernement de Colombo, le projet du président suscita de telles dissensions qu'à la veille de Noël, celui-ci mit à la porte son ministre de l'Industrie, M. Cyril Matthews, représentant au sein du pouvoir la tendance « dure » du bouddhisme cinghalais. L'ancien ministre, qui préside la puissante fédération syndicale progressiste et dont la tête était, semble-t-il, réclamée par New-Delhi afin de débarrasser la scène des « têtes chaudes », avait menacé d'appeler les Cinghalais à descendre dans la rue si M. Jayewardene ne retirait pas son projet.

Celui-ci a donc obtenu, depuis, New-Delhi, le président (extrêmement affiné) laisse bien entendre à New-Delhi, impatient, que les négociations reprendront

plus tard mais, en attendant, c'est bien la stratégie militaire, prônée et dirigée par le ministre de la sécurité, M. Athulathudali, qui continue d'être appliquée. Il y a quelques jours, le gouvernement a annoncé que, d'ici un an, trente mille familles cinghalaises, préalablement familiarisées au maniement des armes et pourvues de fusils, seraient installées dans le Nord-Tamoul. Objectif : le « rééquilibrage démographique » de la région avec l'établissement, à terme, de la parité entre Tamouls et Cinghalais. Vaste et dangereux programme, qui va non seulement fournir des victimes toutes désignées aux Tigres les plus acharnés, mais qui risque, par contre-coup, d'embraser l'île tout entière.

L'Inde, qui voit d'un très mauvais œil l'implication grandissante, quoique prudente, de Washington — et de son allié israélien — dans ce qu'elle juge relever de sa zone d'influence, choisira-t-elle d'appeler les pompiers casqués de bleus avant l'incendie ? Pour l'instant, ni les uns ni les autres ne souhaitent, apparemment, s'engager dans un problème politico-stratégique de seconde importance. L'heure, entre Delhi et Washington, est aux espoirs de réchauffement. M. Rajiv Gandhi doit se rendre en juin prochain aux Etats-Unis, et les personnalités politiques américaines se succèdent en Inde à un rythme accéléré. « Jayewardene, constate un diplomate, est tout seul sur son île avec son problème... »

PATRICE CLAUDE.

(1) L'armée de Sri-Lanka comprend 165 000 hommes, dont 30 000 dans la marine et 2 600 dans les forces aériennes. Il y a aussi 19 500 policiers, dont 14 500 paramilitaires. L'armée indienne compte un million d'hommes.

(2) Population du Sri-Lanka : 11 millions de Cinghalais bouddhistes, 2,8 millions de Tamouls, essentiellement hindouistes et 1,2 million de musulmans.

Chine

La visite du général Vessey illustre le renforcement de la coopération militaire sino-américaine

De notre correspondant

Pékin. — Le général John Vessey, chef d'état-major général américain, arrivé samedi dernier en visite officielle, a quitté, ce mardi 15 janvier, Pékin pour visiter des installations militaires chinoises en province. Le général Vessey, qui était accompagné de l'amiral William Crowe, chef des forces armées américaines dans le Pacifique, était l'hôte de son homologue à la tête de l'Armée populaire de libération, le général Yang Dezhi.

Au cours de son séjour à Pékin, il a également été reçu par le ministre chinois de la défense, le général Zhang Aiping, et par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, et il a prononcé un discours devant les étudiants de l'académie militaire.

La presse chinoise est discrète sur cette visite, et l'ambassade américaine aussi. Les révélations sur la provenance de Washington annonçant que des bâtiments de guerre américains pourraient — pour la première fois depuis 1949, effectuer une visite en Chine au printemps et que la Chine envisageait d'acheter d'importants équipements militaires aux Etats-Unis et de conclure un accord sur la modernisation de sa marine n'ont guère fait plaisir ici. Les deux parties ont démenti que ces accords aient été signés.

Les dirigeants chinois ne souhaitent certainement pas donner des arguments à ceux qui, au Kremlin, continuent de penser que la Chine est un allié objectif des Etats-Unis et du Japon et que sa politique d'équilibre entre les super-puissances n'est qu'apparente. Le général Vessey en fait conscience quand il a déclaré, lundi, au cours d'un banquet : « Il est important pour tout le monde de savoir que nos liens militaires ont pour objectif de promouvoir la paix, la compréhension et ne menacent aucune tierce partie ».

Le général Vessey n'est pas un marchand de canons. Les tâches

commerciales et de coopération se situent à un autre niveau, comme par exemple celui du sous-sécretaire à la marine pour la recherche, l'ingénierie et les systèmes, M. Melvyn Paisley, qui se rendra à Pékin avant la fin du mois, ou la délégation chinoise qui vient de visiter les Etats-Unis. La visite du chef d'état-major semble plutôt avoir pour signification de témoigner de l'ampleur du développement des relations et de la coopération entre deux armées jadis ennemies.

A de nombreux niveaux (logistique, formation, technologie...), cette coopération s'est récemment approfondie. Les Chinois sont désireux de poursuivre une telle coopération qui leur permet de renforcer une armée déseuée, même si leurs déclarations d'intention sur l'achat de grandes quantités de matériel militaire étranger ne se sont pas encore matérialisées. Les Etats-Unis comme la France et d'autres pays regardent la Chine comme un client potentiel. Cette coopération permet également aux Chinois de montrer aux Soviétiques qu'ils ne sont pas seuls, et à Taiwan que leurs relations avec les Etats-Unis ne cessent de s'améliorer.

En même temps, les dirigeants chinois ont profité de l'occasion pour rappeler aux Américains leur mécontentement face aux livraisons d'armes à Taiwan et pour discuter de la situation en Corée, où Pékin soutient le régime de M. Kim Il-sung. Les Américains, de leur côté, ne peuvent pas ne pas prendre en considération l'attitude de leurs alliés en Asie. Les Sud-Coréens craignent que des armes vendues à Pékin ne puissent être utilisées par Pyongyang ; les pays d'Asie du Sud-Est sont inquiets d'un renforcement du potentiel militaire chinois, même si il peut servir à contre-balancer la puissance de l'armée vietnamienne.

PATRICE DE BEER.

DIPLOMATIE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. GROMYKO

« Il ne s'agit pas de réduire le nombre des missiles français »

déclare l'ambassadeur soviétique à Paris

A l'issue d'un entretien d'une heure qu'il a eu lundi 14 janvier à l'Elysée avec M. Mitterrand, M. Iouri Vorontsov, ambassadeur d'URSS en France, a estimé qu'il y a eu un malentendu de la part de Paris au sujet de la prise en compte des armements nucléaires français dans les négociations Est-Ouest. A la suite des déclarations de M. Gromyko, dimanche à l'Orsay avait réaffirmé la position française à ce sujet (Le Monde du 15 janvier).

« J'ai informé le président français de notre point de vue sur les pourparlers Gromyko-Schultz de Genève », a déclaré le diplomate soviétique avant d'ajouter : « Il y a peut-être une mauvaise compréhension en France. (...) Lorsque nous parlons de la prise en compte du potentiel nucléaire français, il ne s'agit absolument pas de la réduction des missiles français, mais de celle des missiles américains en tenant compte des missiles français ».

Pour lui, cette question « présente actuellement un caractère absolument théorique. Sur le plan pratique, la tâche la plus importante est de discuter, tant pour l'Union soviétique que pour les Etats-Unis, de leurs propres problèmes concernant les armements nucléaires ».

Interrogé sur l'éventualité d'une visite en France d'un numéro un soviétique, M. Constantin Tchernenko, l'ambassadeur d'URSS a rappelé que le principe de cette visite avait été retenu lors du séjour,

à Moscou de M. Mitterrand en juin 1984. Comme on lui demandait si M. Tchernenko viendrait à Paris cette année, M. Vorontsov a répondu : « J'espère bien ».

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, se rendra pour une première visite officielle à Moscou à la fin de février, peu après un voyage qu'il fera à Washington ce mois-ci.

Les déclarations de M. Gromyko ont fait par ailleurs l'objet de nombreux commentaires et interprétations. Tandis que, à Paris, M. Gloukhov, conseiller de l'ambassade soviétique, déclarait que « l'accord de Genève reste valable » et que son ministre n'avait fait qu'affirmer « la position soviétique bien connue, sans poser de conditions ni de préalables », à Washington un porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a contesté qu'un accord conclu dans un des sous-groupes de négociateurs doive attendre pour devenir applicable qu'un accord ait été conclu dans les autres, notamment celui qui s'occupera de la défense spatiale.

Raffirmant que les Etats-Unis entendent poursuivre leur programme de recherches sur l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, M. Kalb a ajouté que, si, au terme de ces recherches, ils doivent s'étendre sur cinq ans, il se révèle qu'un solide système de défense est réalisable, il n'y aura pas de déplatement avant que nous n'en ayons pleinement discuté avec l'URSS ».

Plusieurs ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance

Plusieurs ambassadeurs étrangers ont récemment présenté leurs lettres de créance au président de la République. Nous en publions une première liste, qui sera complétée ultérieurement.

ARGENTINE : M. Carlos Ortiz de Rozas.

[Né à Buenos-Aires en 1926, avocat, M. Ortiz de Rozas est entré dans la carrière diplomatique en 1948. Il a été en poste à Sofia, Athènes, New-York, Le Caire, Belgrade, Londres, Vienne et Genève, où il a notamment présidé le comité de désarmement en 1979. Le nouvel ambassadeur d'Argentine a, en outre, dirigé la mission de son pays auprès du Saint-Siège pour les négociations avec le Chili sur la zone australe, puis a été nommé adjoint au secrétaire d'Etat pour les affaires spéciales au ministère des relations extérieures en 1984.]

INDONÉSIE : M. Bachtiar Rifai.

[Né en 1925 à Pandeglang, M. Rifai a fait toute sa carrière dans l'Université. Ingénieur agronome, il est devenu professeur de faculté en 1958, puis doyen de la faculté d'agronomie, directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale et président de l'Institut indonésien des sciences, poste qu'il occupait depuis 1973. M. Rifai a, en outre, enseigné à l'Institut de la défense nationale et siégé au comité pour la science et la technologie de l'ASEAN.]

JAPON : M. Moriaki Motono.

[Né en 1924 à Tokyo, juriste de formation, entré dans la carrière diplomatique

en 1948, M. Motono a été directeur d'Europe à l'administration centrale et secrétaire particulier du premier ministre en 1967-1968, année où il a été affecté à Paris comme conseiller. Il est ensuite revenu à Tokyo, à la direction de la coopération puis du cabinet du ministre. M. Motono a été ambassadeur au Maroc en 1978, consul général à New-York en 1980, et ministre adjoint des affaires étrangères jusqu'en octobre 1984.]

NÉPAL : M. Dilli Raj Uprety.

[Né en 1930, titulaire d'une maîtrise de sciences de l'université de Patna (Inde), le nouvel ambassadeur du Népal a suivi des cours de langue et de civilisation françaises à Paris en 1961-1962. Il a occupé de hautes fonctions administratives à l'UNESCO, puis au ministère de l'éducation et du tourisme de son pays. M. Raj Uprety est l'auteur de plusieurs livres, dont, en français, Le Royaume du Népal.]

VIETNAM : M. Ha Van Lau.

[Né en 1918, M. Ha Van Lau a pris une part active aux combats qui ont précédé la conférence de Genève sur l'Indochine, en 1954, où il appartenait à la délégation vietnamienne. De 1954 à 1972, il a poursuivi sa carrière militaire, tout en accomplissant différentes missions diplomatiques. En 1973, M. Ha Van Lau est devenu assistant du ministre des affaires étrangères, puis ambassadeur à La Havane en 1974 et auprès des Nations unies en 1978. Il était vice-ministre des affaires étrangères depuis mars 1982.]

TWA "Le Tour d'Amérique" à 2.249 F.

Devant le succès de l'opération, TWA prolonge cette offre jusqu'au 6 mars. Profitez-en.

A vous de choisir parmi plus de 60 villes U.S. que dessert TWA. En plus de votre billet transatlantique, vous pourrez en visiter 8 quelle que soit la distance pour seulement 2.249 F, soit 281 F l'étape. Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est toujours à portée de main ! Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plaît.

Conditions :
Réservation et achat du billet 21 jours à l'avance
Date limite d'achat : 6 mars 1985.
Validité 60 jours à partir du début du voyage. Départs avant le 28 mars 1985.

هكذا من الأصل

EUROPE

URSS

La maladie de M. Tchernenko serait à l'origine du report du sommet du pacte de Varsovie

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants du pacte de Varsovie (1) n'auront pas dans l'immédiat l'occasion d'évoquer ensemble les questions posées par la reprise du dialogue stratégique entre l'URSS et les Etats-Unis. En effet, selon un bref communiqué publié lundi 14 janvier par l'agence Tass, « d'un commun accord, la réunion du comité politique consultatif des Etats signataires du pacte de Varsovie, prévue pour la mi-janvier 1985, est reportée à une date ultérieure qui fera l'objet d'une concertation ».

En réalité, Moscou est seul responsable de ce report, pour des raisons qui tiennent probablement à la santé de M. Tchernenko. Le comité politique consultatif est la plus haute instance du pacte, et se tient donc en présence des hommes qui exercent le pouvoir réel : les chefs des partis communistes de chacun des pays membres. Ce sommet devait se tenir « à la mi-janvier » à Sofia et constituer le premier déplacement à l'étranger de M. Tchernenko depuis son accession au pouvoir en février 1984.

Emphysème

Le chef de l'Etat soviétique n'a plus été vu en public depuis une cérémonie de remise de médailles à des écrivains le 27 décembre dernier au Kremlin. Celle-ci semblait d'ailleurs déjà destinée à le « montrer » après son absence trois jours plus tôt sur la place Rouge lors des obsèques du maréchal Oustinov. L'hiver est assez rigoureux cette année à Moscou, et le froid avait été avancé comme explication de ce manque de présence au protocole. Le report du sommet de Sofia constitue une autre entorse au code des rapports entre les pays frères. Dans les deux cas la santé de M. Tchernenko semble être en cause.

Selon les spécialistes occidentaux, le numéro un soviétique, qui est âgé de soixante-trois ans, souffre d'emphysème pulmonaire, une maladie qui se traduit par des problèmes de respiration et a pour effet de fati-

guer le cœur. Les difficultés d'élocution du secrétaire général, son habitude lorsqu'il est obligé de se tenir longtemps debout et plus encore de prononcer un discours, peuvent s'expliquer de cette façon.

Il est vain d'attendre une information sérieuse, même officieuse, dans ce domaine de la part d'un quelconque responsable soviétique. La santé du secrétaire général, comme de tout membre de la direction suprême, est peut-être le secret d'Etat le mieux gardé. Les propos tenus ici ou là à des étrangers par des personnalités soviétiques relèvent presque toujours de la désinformation. La veille de la mort du maréchal Oustinov, un attaché militaire occidental rencontrant un officier général soviétique se vit affirmer que le ministre de la Défense allait mieux et qu'il se remettrait peu à peu de son « refroidissement ».

Les rumeurs sur la santé du numéro un soviétique vont donc inégalement reprendre, comme ce fut le cas l'été dernier pendant les très longues « vacances » de M. Tchernenko.

La direction soviétique est soucieuse de montrer que, malgré le report du sommet de Sofia, M. Tchernenko est toujours aux commandes. Elle n'a cependant trouvé pour cela que la préface d'une édition destinée au public polonais de son livre, les *Questions du travail, de l'appareil du parti et de l'Etat*, que publie ce mardi en première page la *Pravda*. Une seule allusion à la situation polonaise y est faite, au passé, à propos des « journées difficiles qu'ont vécues récemment la Pologne et son peuple ».

Le sommet de Sofia devait être notamment consacré à la prolongation du pacte de Varsovie établi en mai 1955 pour une période de vingt ans, avec une clause de reconduction automatique de dix ans qui a déjà joué en 1975.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie.

La longue patience de M. Jivkov

La Bulgarie officielle joue décidément de malchance avec les visites des maîtres du Kremlin. En octobre 1983, lors d'un voyage, alors secrétaire général du PC soviétique, était attendu en grande pompe à Sofia. Le scénario prévu était exactement le même que celui qui vient d'être annulé à la dernière minute : le dirigeant soviétique devait venir participer d'abord à un sommet du pacte de Varsovie, puis profiter de l'occasion pour honorer la Bulgarie d'une visite officielle. Pour la circonstance, on avait même fait diligence pour mettre la dernière main à un superbe viaduc édifié sur la route reliant l'aéroport à la capitale, que l'hôte soviétique aurait ainsi été le premier à emprunter.

La venue de l'ancien chef du KGB était particulièrement opportune pour les dirigeants de

Sofia, qui avaient peut-être mis un peu trop ouvertement, du vivant de Brejnev, sur l'autre prétendant à la succession, M. Tchernenko. Ca dernier n'avait pas reçu, à l'époque où il passait pour le dauphin désigné, un accueil quasi royal à Sofia ?

L'épisode Andropov passé, le même Constantin Tchernenko, désormais au pouvoir, se devait de retourner en Bulgarie : cet allié pourtant particulièrement zélé n'a eu le droit à aucune visite officielle d'un secrétaire général soviétique depuis 1967... M. Jivkov devra patienter encore un peu. Au pouvoir depuis plus de trente ans et possédant, lui, d'une excellente santé, il devrait supporter avec philosophie ce petit contretemps.

J. K.

Italie

Le maire communiste de Turin a donné sa démission

Rome. — Une expérience s'est achevée, lundi 14 janvier, à Turin : celle d'une municipalité dirigée par un communiste soutenu par des socialistes et des sociaux-démocrates. Elle aura duré dix ans. Les socialistes et les sociaux-démocrates ont, en effet, présenté, le lundi 14 janvier, au conseil municipal, une motion dans laquelle ils demandaient la démission de l'administration communiste dirigée par M. Novelli, estimant qu'« elle n'était plus en mesure de gouverner la ville ».

L'opposition (Démocratie chrétienne, Parti républicain et Parti libéral) a voté en faveur de ce texte ; M. Novelli a donc été mis en mino-

rité. La démission formelle de son administration devrait être annoncée dans les prochains jours.

L'origine de la crise remonte au scandale des pots-de-jeu de mars 1983. Des personnalités de premier plan du PSI local et membres de l'administration Novelli avaient fini les menottes aux mains. Cette crise est due aussi aux déséquilibres opérés par le PSI en vue des élections locales de mars prochain : les alliés des socialistes au gouvernement, à commencer par la Démocratie chrétienne, leur demandent de

pratiquer dans les administrations locales une politique qui soit en harmonie avec celle qu'ils mènent sur le plan national et les invitent, en particulier, à renoncer à leur entente avec les communistes.

A court terme, c'est-à-dire jusqu'aux élections de mars, Turin aura vraisemblablement une administration à l'image de la majorité gouvernementale (un maire socialiste et une majorité formée de démocrates-chrétiens, de sociaux-démocrates, de républicains et de libéraux). Une formule qui ne devrait guère évoluer après les élections.

Ph. P.

Yougoslavie

Belgrade souhaite une aide accrue de la France

(Suite de la première page.)

Il n'est question que de libération des prix, de crédits aux conditions du marché, de réduction de l'inflation, de taux d'intérêt positifs (c'est-à-dire supérieurs à la hausse des prix), d'augmentation contrôlée de la masse monétaire, d'équilibre budgétaire, de réduction de la demande intérieure pour favoriser les exportations, de modernisation des salaires, etc.

Les dirigeants yougoslaves n'ont certes pas eu un bon jour, comme par enchantement, la réduction des contraintes économiques. La Yougoslavie s'est aperçue qu'elle vivait à crédit quand elle n'a plus pu rembourser ses dettes. La « sagesse » économique lui a été dictée, sinon imposée, par ses créanciers et le Fonds monétaire international, commande bonc émissaire quand il faut détourner le mécontentement des travailleurs dont le niveau de vie a diminué d'un tiers en trois ans. Non sans démagogie, certains dénoncent les exigences du FMI, voire mettent en cause l'efficacité de la politique économique. Les difficultés de leur pays sur le compte d'un « complot occidental ». Les plus lucides affirment pourtant honnêtement : « Le FMI nous a pris à la gorge, mais sans lui nous n'aurions pas mis de l'ordre dans notre économie ».

Pendant une vingtaine d'années, la Yougoslavie a vécu au-dessus de ses moyens et les Yougoslaves, surtout ceux qui étaient en contact avec des étrangers, en ont largement profité. Elle avait investi dans des projets gigantesques, véritables cathédrales dans le désert, qui ne correspondaient à aucune demande intérieure ou extérieure réelle, mais qui satisfaisaient la soif de modernisme des dirigeants locaux. Les besoins en biens d'équipement et de consommation courante étaient en grande partie couverts par des importations. Aussi, en 1983, la dette extérieure se montait à 21 milliards de dollars alors que les réserves en devises ne dépassaient pas 9 milliards. La répartition de ces réserves en dit long d'ailleurs sur l'impuissance de l'Etat central à contrôler l'économie : 2 milliards pour les réserves de l'Etat et 7 milliards pour les réserves privées, dont 4 milliards provenant des travailleurs émigrés, la reste du territoire ou de transactions plus ou moins loyales.

Le taux d'inflation atteignait la même année 60 %, le chômage touchait neuf cent cinquante mille personnes, le déficit commercial se chiffrait à 2 milliards de dollars (contre, il est vrai, 12 milliards en 1982).

La crise économique a pris un tour d'attente plus politique que la conscience de son existence a suivi de peu la mort de Tito en 1980. Une conception simpliste s'est répandue : « Avec Tito, on vivait bien, si les temps sont durs, c'est le fiasco de Tito » (les petits Tito qui se partagent le pouvoir).

Appliqué après d'interminables palabres, le plan de stabilisation économique annoncé à l'été 1983 a porté quelques fruits. L'inflation a diminué, même si elle reste plus forte que prévue (45 % en 1984), la balance commerciale s'est redressée au prix d'une contraction très sévère de la demande intérieure. Les restrictions imposées aux importations ont entraîné des pénuries de produits de première nécessité pendant l'hiver dernier. La Yougoslavie n'est certes pas sortie de la crise, mais les difficultés déjà obtenues ont permis l'assomplissement de quelques contraintes, par exemple, la fin du rationnement de l'essence et l'allocation plus facile de devises pour les voyages à l'étranger ; la pression sur la population s'est ainsi légèrement relâchée.

Fort de ces progrès, les dirigeants de Belgrade demandent au FMI et à ses créanciers d'accepter un plan pluriannuel de réajustement de sa dette comme le Mexique l'a obtenu des banques privées. Ils cherchent à desserrer quelque peu la tringle du FMI et à ne plus dépendre pour l'obtention de nouveaux crédits d'un examen trop tatillon de leur politique économique. Les pays créanciers de la Yougoslavie n'y sont pas hostiles a priori, même les Etats-Unis, d'abord très réticents, mais ils ne veulent pas encourager les Yougoslaves dans l'idée que les efforts et les sacrifices ont été suffisants et que la rigueur appartient déjà au passé.

Desserrer la tringle du FMI

Il est d'ailleurs permis de se demander si les dirigeants de Belgrade ne se sont pas contentés de payer au prix pressé et de colmater les brèches plutôt que de résoudre les problèmes au fond. Pour de nombreux observateurs yougoslaves et étrangers, l'assainissement et la relance de l'économie passent, à long terme, par une réforme du système. Dans 1982, le comité central de la Ligue des communistes avait constaté que « la crise économique se transformait en crise politique ». Il n'en a pas tiré de conclusions concrètes immédiates, mais il était clair que le pouvoir central n'était pas assez fort pour imposer à tous les solutions exigées par la crise. M. Milka Planinc a essayé de relever le rôle du gouvernement qu'elle préside depuis 1982 ; elle reste pourtant très dépendante des républicains, qui lui imposent les membres de son cabinet en fonction d'une clé de répartition des postes censée protéger l'égalité entre les nationalités et qui freinent l'application des décisions gouvernementales.

La Constitution de 1974 impose la rotation des cadres à tous les niveaux de l'Etat, du parti et des organisations sociales afin que personne ne puisse théoriquement se tailler un fief et imposer un pouvoir personnel, une répartition élitiste des postes entre les représentants des six républiques et des deux provinces autonomes, et l'obtention d'un consensus sur toutes les questions touchant les intérêts vitaux d'une nationalité, pour employer le langage en vigueur dans le Communauté européenne. La Yougoslavie connaît ainsi l'effet paralysant de son « compromis de Luxembourg ».

Atomisation du pouvoir

Tito avait préparé cette Constitution pour régler sa succession, sans assurer la toute-puissance d'un dauphin (il avait légué les uns après les autres tous les impératifs). Il avait conçu un système qui empêchait l'émergence d'un homme fort et garantissait l'égalité des républicains pour éviter la résurgence des « nationalismes ».

La rotation des cadres a sans doute écarté le danger d'une lutte pour le pouvoir entre les héritiers présumés du vieux maréchal, mais le pouvoir lui-même est devenu instable dans un système complexe à l'équilibre fragile, qui n'exclut pas le risque de bureaucratisme : dans la cour des dirigeants, ce sont toujours les mêmes qui échangent entre eux des postes éphémères. La Ligue des communistes, qui aurait pu être un élément unificateur, est elle-même divisée en partis républicains. Seule l'armée est une institution centralisée présentant une unité politique et idéologique, mais la médiane des dirigeants « civils » a son regard entrecroisé surtout depuis l'arrivée au pouvoir du général Jarruzelski en Pologne — que les chefs militaires ne restent pas plus de quatre ou cinq ans au même poste ; dès que l'un d'eux s'enhardit à parler politique, il est rapidement remis à sa place.

LA FAIT FRANÇAIS dans le monde

LA FRANCE

3° SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Américains, les Russes et nous, l'Union de la France dans le monde : culturelle, linguistique, politique, économique et sociale. Différents éléments d'un système complexe et multiforme. Données : 3° puissance territoriale mondiale (sans maritime), 40M-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'Afrique. Population : 56 millions. 70 % Français dans l'Union.

FRANÇOIS DE PREUX
CHATEAU DE PREUX
49540 NUEL-SUR-LAYON

La Yougoslavie est ainsi passée sans transition d'une monarchie absolue avec Tito à un collectif chaotique avec les Titols ; le principe de l'autogestion ne contribue pas au renforcement de l'autorité. Sans doute ne fonctionne-t-il pas parfaitement, si l'on entend par autogestion la participation directe des travailleurs à la direction des entreprises et de la société, mais il est suffisamment agissant pour provoquer l'atomisation du pouvoir et la prolifération des petits chefs croulant sous les dossiers, rendant ainsi très difficile l'action centralisée et économe que demande la crise économique à mourir la nécessité.

Beaucoup de responsables yougoslaves ont longtemps eu pour que l'ouverture d'une discussion sur la réforme du système n'ouvre une crise politique. Mais la dernière réunion du comité central, en octobre 1984, a permis un véritable débat, retransmis par la télévision, entre les tenants du *status quo*, les réformateurs « libéraux » et les partisans de l'autorité. Avant le prochain congrès de la Ligue prévu pour 1986, des propositions de réforme devraient être formulées ; elles porteront vraisemblablement sur des points mineurs et ne remettront en cause ni le principe de rotation ni la clé de répartition par république, en tout cas pour les plus hautes instances de l'Etat et du gouvernement. Seules les organisations de base, où le manque de cadres empêche l'application de la rotation, pourraient être concernées.

M. Marko Lofic, secrétaire exécutif de la présidence de la Ligue, met en garde contre les fausses interprétations. Pour lui, l'efficacité ne doit pas être obtenue par le biais d'une centralisation plus poussée qui activerait les susceptibilités nationalistes. D'autre part, les termes du débat n'ont pas le même sens en Yougoslavie et dans les autres pays socialistes. « Il faut bien définir ce qu'on attend par les mots employés pour désigner les différents courants », déclare M. Lofic. La tendance « libérale » regarde vers l'Europe occidentale et fait confiance à un capitalisme moderne. « Elle est dure » rétorque l'efficacité, le centralisme, l'étatisme. On les appelle souvent « staliniens » pour caractériser leur penchant vers la fermeté, le dogmatisme, le retour à « vrai marxisme », que le président de la Cour suprême de Serbie, M. Najdan Pasic, a qualifié de « schizophrénie et d'aveu d'impuissance ».

M. Marko Lofic, secrétaire exécutif de la présidence de la Ligue, met en garde contre les fausses interprétations. Pour lui, l'efficacité ne doit pas être obtenue par le biais d'une centralisation plus poussée qui activerait les susceptibilités nationalistes. D'autre part, les termes du débat n'ont pas le même sens en Yougoslavie et dans les autres pays socialistes. « Il faut bien définir ce qu'on attend par les mots employés pour désigner les différents courants », déclare M. Lofic. La tendance « libérale » regarde vers l'Europe occidentale et fait confiance à un capitalisme moderne. « Elle est dure » rétorque l'efficacité, le centralisme, l'étatisme. On les appelle souvent « staliniens » pour caractériser leur penchant vers la fermeté, le dogmatisme, le retour à « vrai marxisme », que le président de la Cour suprême de Serbie, M. Najdan Pasic, a qualifié de « schizophrénie et d'aveu d'impuissance ».

Il se savent bien que le système a tendance à tourner à vide. « Le problème de la dette extérieure n'est pas le plus important », affirme l'un d'eux, la solution de la crise passe par une augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire par l'amélioration de la gestion économique, la libération de l'initiative, la fin d'un laisser-aller permettant aux salariés de travailler effectivement quatre heures et demi par jour, alors que la norme est de huit heures (selon les chiffres donnés par *Borba*, le journal de la Ligue communiste).

La réalisation de ces objectifs suppose des mesures apparemment contradictoires : le renforcement du pouvoir central et l'allègement des contraintes bureaucratiques de l'autogestion, la restauration d'une autorité centrale et la limitation des autoritarismes provinciaux. Il est probable que les dirigeants yougoslaves s'y décident. Ils s'en tiennent plus centrés que de demi-mesures, tant ils craignent l'apparition d'un nouvel homme fort et la remise en cause d'une savante pondération entre les tendances politiques et les groupes ethniques qui ne satisfait personne mais contente tout le monde.

DANIEL VERNET.

Un appel à M. Fabius à propos du procès des six intellectuels de Belgrade. — L'ancien secrétaire général de l'Union des socialistes et des démocrates yougoslaves, M. Vladimir Stoyanovich, a écrit à M. Fabius, à la veille des élections prévues entre le premier ministre français et M. Milka Planinc, pour attirer son attention sur le sort des six intellectuels actuellement jugés à Belgrade pour « délit d'opinion ».

« Le moindre signe de votre propre intérêt pour le sort des intellectuels yougoslaves, remplirait l'exploit d'un peuple », écrit M. Stoyanovich, en insistant sur l'importance que revêt selon lui pour les accusés le soutien « des Français en général et des socialistes français en particulier ».

P. Y.

Pologne

LE PROCÈS DES ASSASSINS PRÉSUMÉS DU PÈRE POPIELUSZKO Les accusés se chargent mutuellement

Un vif incident a opposé lundi 14 janvier deux des officiers de la police politique inculpés dans l'affaire du enlèvement et de l'assassinat du père Popieluszko. Alors que le colonel Pietruszka, l'inculpé le plus élevé dans la hiérarchie, accusé d'instigation et d'assistance au crime, continuait à protester de sa totale innocence, le capitaine Piotrowski, qui a dirigé l'opération sur le terrain, est sorti de son goud et a accusé son supérieur de « mentir sur tous les points importants ». « J'ai mentionné un certain nombre de faits de caractère chez Adam Pietruszka, a déclaré le capitaine, mais je voudrais en ajouter un autre, qui est la faiblesse, que je placez en haut de la liste si Pietruszka avait réussi à effacer ses traces dans cette affaire. » Ce n'est apparemment pas

le cas, car le colonel, malgré ses constantes déclarations de principe et le système de défense « politique » qu'il a adopté, a eu bien de la peine à apporter des réponses crédibles aux questions posées qui lui étaient posées.

L'audience de mardi a surtout illustré le contraste frappant qui sépare l'attitude des deux principaux accusés : le capitaine Piotrowski, cynique mais assumant dans une certaine mesure ses actes (l'enlèvement du moins, car il présente l'assassinat du père comme une sorte d'incident technique) ; et le colonel Pietruszka, qui, lui, fait l'ange et change abondamment ses subordonnés (et occasionnellement met en cause, sur des points mineurs, son propre supérieur, le général Platek, qui, lui, n'est pas inculpé). — (AFP, AP, UPL)

Khartoum garde sur l'exode des

Le chef de l'Etat soviétique n'a plus été vu en public depuis une cérémonie de remise de médailles à des écrivains le 27 décembre dernier au Kremlin. Celle-ci semblait d'ailleurs déjà destinée à le « montrer » après son absence trois jours plus tôt sur la place Rouge lors des obsèques du maréchal Oustinov. L'hiver est assez rigoureux cette année à Moscou, et le froid avait été avancé comme explication de ce manque de présence au protocole. Le report du sommet de Sofia constitue une autre entorse au code des rapports entre les pays frères. Dans les deux cas la santé de M. Tchernenko semble être en cause.

Selon les spécialistes occidentaux, le numéro un soviétique, qui est âgé de soixante-trois ans, souffre d'emphysème pulmonaire, une maladie qui se traduit par des problèmes de respiration et a pour effet de fati-

L'Éducateur

STRATÉGIE ANT-CRISTE POUR L'AN...
DE MOINS DE VIENT CINQ ANS SON...
FAUT IL REPRENDRE LES EFFETIFS DE...
COMMENT MODIFIER LA REPARATION...
DANS L'ÉCOLE ?
FRANKE GUES TO HOLL WOOD...
LES AS DU ROCK PRODUIC...
LE DÉVELOPPEMENT DU FRANÇAIS...
L'AS DE L'INFORMATION SANS LI...

PATIO DU GRAND HOTEL

LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.

Menu 170 F. vins, taxes et service compris

LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

AFRIQUE

Voyage au bout de la faim

II. - Les nouveaux réfugiés du Soudan

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

1984. Les nouveaux réfugiés sont déjà plus de cent quarante mille. Combien seront-ils dans six mois ? Un demi-million ? Un million ? Personne n'ose se prononcer. Jusqu'ici, les prévisions les plus pessimistes ont encore été dépassées.

Encore au stade de l'improvisation, Wad-Kowli offre au moins l'avantage de se situer sur la rive droite du Nil, dernier affluent du Nil, où un ingénieur militaire américain a entrepris de forer six puits qui, dotés de pompes, devraient permettre d'alimenter cent cinquante mille personnes, afin de dépanner d'urgence les réfugiés. En outre, deux équipes de Médecins sans frontières y sont attendues incessamment.

A trente minutes de piste de la ville de Kassala et à moins de 10 kilomètres de la frontière éthiopienne, Tukulbakh donne, en revanche, l'impression de la porte de l'enfer. Il n'y a pas d'eau. Des chaînes de puits rochers de 200 à 300 mètres de haut y coupent un paysage semi-désertique, couvert seulement de quelques épaves. Les réfugiés, également tigréens, n'ont cessé d'arriver sans cesse comme abris ou y accrochant des nattes ou un morceau de toile. D'autres se cachent entre les rochers pour se protéger du froid nocturne et de l'intense chaleur du jour. On croit l'épidémie interrompue quand, quelques jours plus tard, elle a atteint la tranche d'âge de cinq à douze ans. Il faut tout recommencer, comme partout ailleurs. De derrière un rocher surgit un brancard porté par quatre hommes armés aux vêtements en lambeaux. Le corps d'un homme y est attaché. Mardi dernier, ce malade, cortège ne s'est arrêté aucun regard. Le corps est allé rejoindre, quelques centaines de mètres plus loin, sur la plaine, cent quatre-vingt-dix autres cadavres qui y étaient déjà enterrés. Dans le campement, on n'attendait alors que la complainte sourde de nourrissons et de bambins accrochés aux haillons de leurs mères.

La aussi, ils crèvent. De dysenterie, de paludisme, de tuberculose, d'épuisement. Les enfants de moins de cinq ans ont été vaccinés contre la rougeole. On croyait l'épidémie interrompue quand, quelques jours plus tard, elle a atteint la tranche d'âge de cinq à douze ans. Il faut tout recommencer, comme partout ailleurs. De derrière un rocher surgit un brancard porté par quatre hommes armés aux vêtements en lambeaux. Le corps d'un homme y est attaché. Mardi dernier, ce malade, cortège ne s'est arrêté aucun regard. Le corps est allé rejoindre, quelques centaines de mètres plus loin, sur la plaine, cent quatre-vingt-dix autres cadavres qui y étaient déjà enterrés. Dans le campement, on n'attendait alors que la complainte sourde de nourrissons et de bambins accrochés aux haillons de leurs mères.

« Tout est prioritaire »

Même Mamou Asefa ne sait pas combien de dizaines de milliers de gens peuvent encore, dans les mois qui viennent, rejoindre le Soudan. « Ils préfèrent un seul repas chez eux que trois ici », dit-il. « Mais l'aide que nous recevons d'organisations humanitaires est négligeable, malgré nos appels répétés », ajoute-t-il.

L'organisation de la REST explique que, bon nombre de réfugiés arrivent à bon port, vaillent vaillent. Mais leur état de santé se dégrade après leur arrivée, car la COR est débordée. « Il n'y a plus de priorité », nous explique un médecin allemand, car tout est prioritaire. Dans la plupart des nouveaux camps, les rations alimentaires sont insuffisantes. A Tukulbakh, le ravitaillement en eau, par camion, est si dérisoire que les réfugiés ne peuvent pas se laver. Les sacs de farine et les piles de vêtements s'amoncellent à Wad-Kowli, mais il faut du temps pour les répartir, et des réfugiés atten-

Un travail remarquable

Tukulbakh, c'est l'insupportable, et depuis le début de janvier une douzaine de milliers de réfugiés ont été transportés à Fan, à 250 kilomètres de la frontière, sur le canal Rabad, où les vingt-cinq mille Tigréens restés derrière suivront. De l'autre côté de ce canal, qui s'écoule au Nil, bien, 200 000 hectares de terre sont irrigables. Fan forme un ensemble de trois camps, prévus pour quarante mille personnes, en voie d'aménagement. Des tentes blanches, toujours alignées en plein

Ce nouveau flot de réfugiés érythréens et tigréens porte pour le Soudan la catastrophe à son comble. Plus de cent mille Tigréens viennent d'envahir l'ouest du pays, et la sécheresse sévit partout, obligeant paysans et nomades à se débarrasser de leur cheptel à des prix dérisoires, alors que des spéculateurs stockent les grains afin de faire monter les prix. Pour les réfugiés, l'aide alimentaire va reprendre sérieusement début février, puisque plusieurs bateaux aux cales pleines de céréales sont attendus fin janvier à Port-Soudan. Mais ces livraisons permettront-elles de tenir jusqu'à la mi-mars. Et après ? Question sans réponse. Quelle solution envisager à plus long terme ? Que pourra-t-on faire en mai 1985, au plus dur de la saison chaude, quand les gens, Soudanais comme réfugiés, commenceront à mourir comme des mouches, dans l'est comme dans l'ouest du pays ? « La solution ? Prier pour les pluies », répond le ministre soudanais chargé de l'administration, M. Ali Hassim, au cours d'une inspection des camps. Priions...

Prochain article :

UNE ARME POLITIQUE
par FRANÇOISE CHIPAUX

En Éthiopie, la famine a déjà tué des centaines de milliers de personnes, et les secours s'organisent tant bien que mal (le Monde du 15 janvier). Dans l'est du Soudan, des réfugiés de la sécheresse n'ont cessé dans des camps par dizaines de milliers, et leur nombre ne cesse d'augmenter.

Wad-Kowli (est du Soudan). - Un monde en guenilles couleur de terre, une humanité crasseuse, couverte de mouches, crachant ses poumons, s'agglutinant autour de tentes alignées en plein soleil ou de huttes sommaires. - Fenilles sèches de bananiers sur branches de bois sec - à peine plus à l'ombre. Des déshérités qui font la queue un jour, deux jours, trois jours, pour une ration de farine de blé ou pour porter un nourrisson, parfois à moitié mort, jusqu'à la table - un fût d'essence coupé en deux - d'un médecin débordé. La misère des réfugiés - venus du Tigré, en Éthiopie - de ce camp - encore improvisé de Wad-Kowli, à une quarantaine de kilomètres de la frontière éthiopienne, donne la mesure du mal-être sort jetté aux peuples de la corne de l'Afrique. Guerres et sécheresses s'y conjuguent pour réduire les hommes à l'état de bêtes. « Il y a si peu de différence entre le mal-pourri et le mourant que les gens crèvent sans qu'on

Khartoum garde le silence sur l'exode des falachas

De notre envoyé spécial

« L'opération Moïse » ? La « rupture en terre promise » des falachas ? Le mutisme est total dans la capitale soudanaise, le président Nemeiry ayant démenti toute implication de son pays dans le « pont aérien ». « Nous l'avons appris comme vous, en écoutant la BBC », nous avoua un chef de mission diplomatique en mettant en doute que le pont aérien ait pu se faire à partir de l'aéroport de Khartoum. Pourtant, au même titre que les Éthiopiens, les Soudanais ne pouvaient ignorer ce qui s'est passé.

Entre février et juillet 1984, selon de bonnes sources, une dizaine de milliers de falachas venus de leurs villages du Gondar et du Tigré, dans le Nord éthiopien, sont arrivés au Soudan, où ils ont été regroupés au centre d'accueil d'Oum-Rakoba, dans l'est soudanais, entre Gedaref et Dokaï, à une centaine de kilomètres de la frontière éthiopienne. Selon M. Mamou Asefa, représentant à Gadaraf de la (REST) Relief Society of Tigray, organisation humanitaire du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), l'insurrection tigréenne les a laissés franchir ses lignes, pour pouvoir gagner, à pied, le Soudan. « Les falachas étaient libres d'émigrer, au même titre que les autres », nous a-t-il déclaré.

Ils sont arrivés au Soudan dans un état pitoyable. Jusqu'à 10 % d'entre eux seraient morts en route. En l'espace de deux semaines - fin juillet, début

août - une centaine d'entre eux sont morts à Oum-Rakoba. Parmi leurs « tukul », sortes de huttes rondes - aux tentes mises à leur disposition, ils se regroupaient par paquets de douze à vingt sous la même aile, dans des conditions sanitaires déplorables. Il était très difficile de les soigner et de les alimenter, tant leur méfiance était grande. A Oum-Rakoba, il n'a jamais été possible d'identifier leurs origines. Les falachas se sont montrés à la fois silencieux et pacifiques.

Aujourd'hui, le camp d'Oum-Rakoba ne serait pas entièrement vide, mais les trois quarts de ses pensionnaires seraient partis. Par Khartoum, Port-Soudan ou, même, l'aéroport de Kassala, principale ville de l'est soudanais ? Inutile de poser la question, personne n'y répond. Tout ce que l'on sait, c'est qu'en juillet, les falachas ont été regroupés dans des camps de réfugiés à Fan, à 250 kilomètres de la frontière, sur le canal Rabad, où les vingt-cinq mille Tigréens restés derrière suivront. De l'autre côté de ce canal, qui s'écoule au Nil, bien, 200 000 hectares de terre sont irrigables. Fan forme un ensemble de trois camps, prévus pour quarante mille personnes, en voie d'aménagement. Des tentes blanches, toujours alignées en plein

J.-C.P.

L'Éducation

JANVIER 1985

STRATÉGIE ANTI-CRISE POUR L'AVENIR :

Les bacheliers d'aujourd'hui auront quarante ans en l'an 2010. Comment raisonner à cet horizon ? Que leur conseiller ? Études longues ou courtes ? Université ou écoles ? Lettres ou sciences ? Orientation, filières, spécialités : comment jouer la bonne carte ? Un dossier, loin des recettes miracles, pour aider à la réflexion.

400 000 JEUNES PORTUGAIS

DE MOINS DE VINGT-CINQ ANS SONT EN FRANCE
Qui sont-ils ? Comment vivent-ils ?

FAUT-IL RÉDUIRE LES EFFECTIFS DES CLASSES ?

Une étude sur le bien-fondé pédagogique de cette vieille revendication

COMMENT MODIFIER LA RÉPARTITION DES POUVOIRS DANS L'ÉCOLE ?

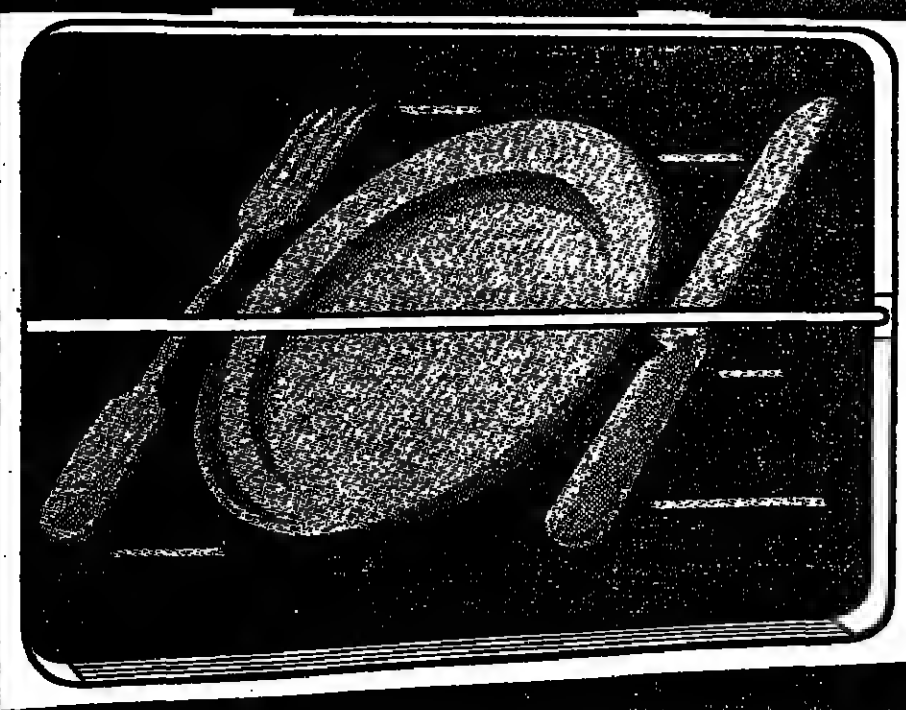
FRANKE GOES TO HOLLYWOOD :
LES AS DU ROCK PROVOC

LE DÉVELOPPEMENT DU FRANÇAIS EN LOUISIANE

FAIRE DE L'INFORMATIQUE SANS LE BAC

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 11 F

PARIS 11H 42 - NANTES 14H 40. L'AFFAIRE D'UN DÉJEUNER.



LAISSEZ-VOUS
PRENDRE
PAR LE TRAIN

SIMPLIFIEZ-VOUS
LA VIE EN PRE-
NANT LE TRAIN :
ET GAGNEZ DU
TEMPS : RÉSER-
VEZ VOTRE RE-
PAS EN MÊME
TEMPS QUE VO-
TRE PLACE EN 1^{re}
CLASSE ET, A
200 KM/H RES-
TEZ ASSIS POUR
PASSER À TABLE.
VOTRE CONFORT
ET VOTRE TEMPS.
C'EST AVANT
TOUT NOTRE AF-
FAIRE.

Voyagez à la
SNCF

هكذا من الأصل

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

● Quatre inculpations après un meurtre maquillé en suicide ● Quatre bateaux de pêche dynamités

Nouméa. — Quatre hommes ayant participé à l'assassinat d'un Européen de l'île de la Grande Terre, Jean-Marie Sangarai, ont été inculpés, après avoir tenté de maquiller leur crime en suicide.

Le 17 décembre dernier, la gendarmerie découvrait le corps de M. Sangarai dans sa maison des environs de Hienghène. Le cadavre, dont la mort remontait au 12 décembre, était allongé sur un lit, au-dessus d'un grand coffre en fer, dans une chambre où se trouvaient des armes à feu.

Après trois semaines d'expertise, la gendarmerie, aidée par les autorités confédérales de la région de Hienghène, est parvenue à localiser

De notre correspondant

plus à arrêter les auteurs du crime, quatre membres du FLNKS, dont deux étaient déjà sous les verrous depuis la fin du mois de décembre. Ils avaient été arrêtés pour pillages de maisons abandonnées. Après la fusillade de Hienghène du 5 décembre, au cours de laquelle dix Métaisiciens avaient été tués, Jean-Marie Sangarai, qui était le neveu de l'un des auteurs de cette embuscade, Raoul Lapetite, avait refusé de quitter sa maison malgré les menaces des militants indépendantistes.

A ce jour, quatre personnes, dont un nombre de militants du FLNKS, sont incarcérées au Camp est sur la presqu'île de

Nouméa. Parmi eux figurent plus de la moitié des membres du comité exécutif du FLNKS de l'île. Dans cette localité minière où l'île de la Grande Terre apparaît vaine, quatre hommes appartenant à la société Polypêche - à laquelle le maire de l'île, M. Roger Galliot, membre du Front national, est associé - ont été dynamités, dans la nuit de lundi à mardi. Sans doute les partisans d'Elie Machoro ont-ils voulu prouver que la mort de celui-ci ne va pas se traduire localement par un retour au statut quo ante. Certains indices confirment cette hypothèse. Les gendarmes sont actuellement à la recherche de plusieurs militants locaux figurant parmi les fidèles d'Elie Machoro.

FREDERIC FILLOUX.

Un dispositif policier et militaire de six mille hommes

De notre correspondant

Nouméa. — Jamais de toute son histoire, la Nouvelle-Calédonie n'a été aussi militarisée. En temps normal, les effectifs militaires des quatre armées - armées de terre, de l'air, marine et gendarmerie - ne dépassent pas trois mille personnes, personnels civils compris. La gendarmerie a en permanence, sur le territoire, trois cent cinquante hommes appartenant aux brigades départementales et trois escadrons de gendarmes mobiles d'une centaine d'hommes chacun. L'armée de terre compte mille quatre cent cinquante hommes, des engagés pour la plupart, du régiment d'infanterie de marine du Pacifique (RIMAP), lui-même formé de trois compagnies postées à Pluton (dans l'extrême sud de la Grande Terre), à Nandali (sur la côte ouest) et à Nouméa.

Depuis le 18 novembre, les différentes opérations de maintien de l'ordre ont nécessité un renforcement en gendarmes mobiles (dépendant du ministère de la Défense), puis en CRS (placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur). Aujourd'hui, avec la proclamation de l'état d'urgence, on est encore passé à la vitesse supérieure.

Si l'on prend l'ensemble des forces armées susceptibles de participer à des opérations de maintien de l'ordre, on sera, au milieu de cette semaine, au chiffre étonnant de six mille hommes sur le territoire, soit un fonctionnaire des services d'ordre pour vingt-quatre Calédoniens. L'essentiel de ces renforts est constitué par des escadrons de gendarmes mobiles, par des CRS (dont le nombre dépasse quatre cents) et aussi par des militaires. Ceux dont l'arrivée est prévue dans les prochaines vingt-quatre heures appartiennent à la Force d'action rapide

F. F.

Le Conseil d'Etat confirme indirectement la légalité de l'état d'urgence

L'état d'urgence proclamé en Nouvelle-Calédonie par M. Edgar Pisani le 12 janvier est légal. Le tribunal correctionnel de Nouméa avait cru pouvoir remettre en cause cette légalité le 14 janvier en refusant de se référer à cette mesure d'exception pour juger en l'absence de jeunes gens arrêtés après des désordres dans la rue (le Monde du 15 janvier).

Saisie le même jour par le gouvernement pour examiner un projet de décret qui adapte à la Nouvelle-Calédonie certaines dispositions de la loi de 1955 sur l'état d'urgence, (1), la section de l'intérieur du Conseil d'Etat a donné un avis favorable à ce projet de décret, confirmant ainsi, selon les termes d'un communiqué diffusé aussitôt après par les services du premier ministre, la légalité des conditions de l'état d'urgence.

En acceptant la contestation, soulevée par les avocats des jeunes prévenus, de la validité des conditions d'instauration de l'état d'urgence, le tribunal correctionnel de Nouméa avait, en fait, violé de son sens l'article 119 du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie (6 septembre 1984), qui prévoit que le haut commissaire « peut proclamer l'état d'urgence dans les conditions prévues par les lois et décrets ». Il en informe le président du territoire et en rend compte au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Or, il n'y a guère le choix quant aux « lois et décrets » auxquels le statut de 1984 (comme celui de 1976, du reste) renvoie : il s'agit pour l'essentiel de la loi du 3 avril 1955 (modifiée la même année, puis par une ordonnance du 15 avril 1960) instituant un état d'urgence.

Cette loi s'applique-t-elle aux territoires d'outre-mer (et donc à la Nouvelle-Calédonie) ? Les juges de Nouméa avaient affirmé le contraire. Mais s'il est vrai que les TOM ne figurent pas dans cette loi promulguée alors qu'ils n'existaient pas encore, une jurisprudence établie tend hors du territoire métropolitain l'application des lois lorsque celle-ci a été l'intention implicite du législateur. La réponse à la question est donc : oui. Et le Conseil d'Etat vient indirectement et opportunément le confirmer, au milieu de cette polémique juridique, alors que le tribunal avait jugé dépourvu de fondement l'article 119 du statut.

Les avocats, lors du procès de Nouméa, faisant flèche de tout bois, s'étaient du reste curieusement raccrochés ensuite à la loi de 1955 pour tirer de son article 2 (« l'état d'urgence est déclaré par décret en conseil des ministres ») l'illégalité de la décision de M. Pisani. Le haut commissaire n'aurait été fondé, selon cette interprétation, qu'à appliquer une consigne venue de Paris.

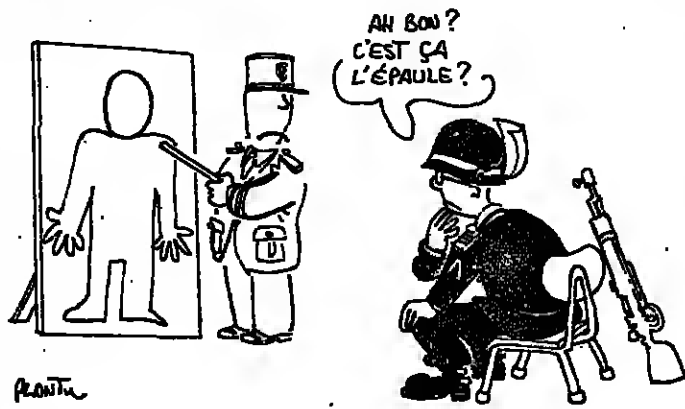
C'était ignorer que, conformément à l'usage, ce qu'une loi a fait, une autre loi peut le défaire, ou le modifier. Le dispositif prévu par l'article 119 de la loi de 1984 ne saurait donc être opposé au subordonné aux dispositions générales de la loi de 1955 sans être vidé de son sens.

Ainsi, il aura suffi au gouvernement de mettre rapidement en lumière l'approbation implicite du Conseil d'Etat pour ruiner l'argumentation du tribunal correctionnel de Nouméa. C'est désormais chose faite avant que la cour d'appel de Nouméa, aussitôt saisie par le parquet, ait statué sur l'appel, avant même la rédaction complète du jugement du tribunal correctionnel de Nouméa.

MICHEL KAJMAN.

(1) Ce décret est publié au Journal officiel du PS, le 15 janvier. Il concerne l'application de l'article 119 de la loi du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. Son article premier confirme, s'il en était besoin, le rôle prépondérant du haut commissaire : « Les attributions conférées au ministre de l'Intérieur et au préfet par la loi (n° 1) du 3 avril 1955 sont exercées par le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ».

● Le PS : Clarité - M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a affirmé, lundi 14 janvier, que les socialistes souhaitent que « sous la forme qui convient, la clarté soit faite » sur les circonstances de la mort d'Elie Machoro. M. Debarge, qui a rappelé que les socialistes condamnent la violence, a affirmé : « Nous ne pouvons pas laisser des points d'obscurité ». La volonté des socialistes, a-t-il souligné, est toujours de « trouver ou retrouver les conditions du dialogue et de la concertation ». Néanmoins, « raison et fermeté doivent aller de pair ». M. Debarge a remarqué que « l'extrême droite joue un rôle en Nouvelle-Calédonie » et qu'il faut « rétablir l'ordre » si « des mesures » doivent être prises à l'égard de cette extrême droite.



EN ALGERIE

« Répétition de l'histoire... »

De notre correspondant

Alger. — Comment les événements de Nouvelle-Calédonie sont-ils perçus dans cette Algérie avec laquelle certaines analogies sont faites ? Dans l'état actuel de la situation, il est peu probable que le gouvernement donne un point de vue officiel mais on sait par la presse officielle quels sont ses sentiments.

Dans un éditorial de première page, le quotidien *El Moudjahid* du lundi 14 janvier, écrit : « Fusillades ; couvre-feu ; arrestations ; persécution ; renforts de troupes ; apparitions, avec la proclamation de l'état d'urgence, des signes de l'escalade. Il y a deux décennies, en Algérie, ce furent aussi les assassinats racistes commis par les ultras de l'OAS, le soutien de l'O.T.A.N. Répétition de l'histoire. Répétition de motifs. Répétition de faits. Autant d'erreurs, de bavures, de crimes que la mémoire des hommes épris de paix, de liberté et de justice, ne peut oublier. Mais, dans l'avenir, les apôtres de la domination coloniale deviennent anonymes. Attitude déplorable, car il demeure certain que la solution du problème qui se pose aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie passe par un processus réformateur ».

Dimanche, le même journal avait publié un portrait d'Elie Machoro à côté d'une photo montrant des gendarmes français en action en Nouvelle-Calédonie. La radio et la télévision ont donné un large écho aux derniers événements ; des messages de solidarité d'indépendantistes martiniquais sont mentionnés.

On voit clairement à qui vont les sympathies des commentateurs et il y a un phénomène d'identification évident quand tel journaliste de radio parle de « FLN-Kanak » pour désigner le FLNKS mais, jusqu'à présent, dans les « ultras » de l'Hexagone et les « exploités » calédoniens ont été pris à partie. Le plan Pisani avait été présenté de façon plutôt positive et, après les événements de samedi, M.M. Mitterrand et Pisani ont subi un relatif ménage.

rapports de force » (le Monde du 23 avril 1983).

Après un article évoquant « la longue lutte du peuple canaque », *El Moudjahid* a publié une interview de M. Tjibaou. Celui-ci affirmait qu'au début de l'année 1981 ses partisans avaient rendu à M. Mitterrand, alors premier secrétaire du PS, une visite ayant abouti à la signature d'un manifeste reconnaissant le droit du peuple canaque à l'indépendance. « Affirmant, toujours dans *El Moudjahid*, sa déception après l'élection présidentielle, un autre indépendantiste, M. Yann Céline Weget, déclarait : « M. Mitterrand veut faire de la Nouvelle-Calédonie une zone d'Algérie dans le Pacifique sud. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il vienne nous servir l'indépendance sur un plateau ».

Le plus souvent, l'homme de la rue à Alger se soule peu des combats menés par l'indépendance africaine. La Nouvelle-Calédonie est loin et ceux des Algériens qui écoutent la radio française s'abstiennent généralement de porter des jugements sur la politique menée à Paris, à moins qu'il ne s'agisse de l'immigration ou de la circulation des personnes. Certains de ceux qui ont entendu sur les ondes la proclamation de l'état d'urgence par M. Pisani disent simplement que « cela leur rappelle quelque chose » et, plutôt surpris par la crise, le manifeste à la France « beaucoup de territoires avec ces problèmes ».

Peu d'Algériens sont au fait des distinctions entre départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer. Il est vrai que la presse du parti, envoyant leouchon un peu loin, ne contribue pas à clarifier les choses quand elle assure que « l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie sera suivie avec une attention toute particulière ailleurs, notamment en Corse ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

A PARIS

« Mitterrand, c'est ta gendarmerie qui assassine !... »

Dans Paris désarté par ses badauds, la Nouvelle-Calédonie paraît bien loin. A l'hôtel Maitre, une délégation de manifestants est reçue. Il fait trop froid pour attendre la fin de cette rencontre. La délocalisation est rapidement opérée, sans incident.

Au même moment, sur l'autre rive de la Seine, dans l'église Saint-Augustin, le chef de file de l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen et quatre cents fidèles assistent à la messe à la mémoire de Yves Tuel, le jeune broussard caldoche assassiné à Nouméa le 11 janvier.

La messe a été célébrée par le curé de la paroisse, le Père François Fouquet. « Je célèbre cette messe pour tous les morts en Nouvelle-Calédonie », a déclaré celui-ci au début de l'office, et notamment pour Yves Tuel en raison de sa jeunesse. « Lors d'une courtoisie honnête, le curé de Saint-Augustin a évoqué « la scandale de la mort, et surtout celle provoquée par les hommes ». « La plus scandaleuse de toutes, a-t-il ajouté, est celle du Christ, mais elle nous a apporté la paix ».

Interrogé sur la présence à cette messe de M. Jean-Marie Le Pen et de ses amis, le Père Fouquet nous a répondu : « J'ai dit la messe pour les morts de la Nouvelle-Calédonie, pas pour le Front national. Si j'ai serré la main à M. Le Pen, ce n'était pas en tant qu'homme politique mais en tant que fidèle assistant à l'office religieux ».

DANIELLE ROUARD.

OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
Spécialisé par le British Council

15, rue Théophraste Renaudot
75001 PARIS Tel: (1) 333-13.02
Ann. Int. 1983 - 84 A 1984

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :

- mini : 15 H de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques
- après-écol : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

Stock permanent de 500 véhicules en livraison immédiate

Offre exceptionnelle
2 ans d'entretien gratuit ou 30000 km à tout acheteur d'une 305 ou d'une 505 du 15 janvier au 28 février 1985

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

*Entretien complet suivant prescriptions du constructeur
227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Maine de St-Ouen

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

Un an de Cinéma : tout ce qui a bougé.

Avec le nouveau Hors-Série « Cinéma 84 », Télérama vous propose en 116 pages (et par ordre alphabétique) de revoir les 100 meilleurs films de l'année. De France et du monde entier.

Egalement au rendez-vous de cette année Cinéma mouvementée, les révélations et les figures (stars et cinéastes), les grands thèmes, les événements qui ont marqué 84. Deux dossiers sur Hitchcock et Truffaut et la tribune ouverte où 6 des critiques de Télérama racontent leur cinéma, viennent compléter cette galerie des bonnes bobines 84.

Le Hors-Série Cinéma de Télérama :
25F chez tous les marchands de journaux.



هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Brésil

Le collège électoral de Brasilia désigne un nouveau président de la République

Le collège électoral, réuni à Brasilia, désigne ce mardi 15 janvier M. Tancredo Neves à la présidence du Brésil. O Estado de São Paulo, le grand journal de la capitale

économique du pays, lui accorde 479 des 686 mandats du collège. M. Paulo Maluf, ancien gouverneur de São Paulo et candidat du gouvernement, n'en a pas moins déclaré qu'il se battra jusqu'à la dernière minute.

Le résultat devait être connu mardi après-midi à Brasilia, où règne le plus grand calme. Les Brésiliens s'apprêtent à célébrer dans la joie le retour de la démocratie après vingt ans de régime militaire.

M. Tancredo Neves : le chef de file des modérés

De notre correspondant

Brasilia. — Un dessin para dans le *Journal do Brasil* il y a près d'un an résumait et le personnage et la situation. Il montrait un *sertanista*, un spécialiste de l'approche avec les Indiens, essaimant autour de lui mille et cent mille pour captiver un chef indigène sur le pied de guerre contre les Blancs. Le *sertanista*, c'était M. Tancredo Neves, et le général Figueiredo, l'actuel président.

Depuis plusieurs mois, et même plusieurs années, M. Tancredo Neves s'est transformé en explorateur d'un nouveau genre pour « attirer » cette tribu particulière qu'est l'armée, laquelle n'était pas tellement disposée, au départ, à se laisser séduire par un opposant. Il a multiplié les ruses et même de messages le territoire adverse pour établir le contact et, finalement, l'imposer.

Les bras en tombaient à ceux qui avaient toujours entendu l'opposition dénoncer la nature autoritaire et antipopulaire du régime installé en 1964. Mais la « pacification » des militaires imposée à M. Neves de leur dire ce qu'ils avaient envie d'écouter : que leur politique avait en ses cotés négatifs, sans doute, mais qu'eux-mêmes n'étaient pas sans en cause en tant qu'institution.

Qu'il soit à propos du FMI ou des années noires de la répression, on vit alors le candidat de l'Alliance démocratique mesurer ses mots et pratiquer, avec un art suprême, le fauconnage et le sous-entendu quand le sujet était trop brûlant ou la question trop directe. Au moment même où le candidat général de la police militaire s'adressait à l'Assemblée, M. Paulo Maluf, faisait l'arrogant, multipliant les déclarations fracassantes et les provocations. M. Tancredo Neves, sans rien remuer de ses positions, se montrait courtois, posé, distingué, prêtant le pardon des offenses, prêchant la concorde et l'union. Des deux hommes en piste, c'était l'opposant qui, finalement, inspirait confiance — aux banquiers comme à une grande partie de l'armée — et le candidat du système, qui, au contraire, était inquiétant.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

● NOUVEL ATTENTAT DES CCC. — Une voiture piégée a explosé à Bruxelles le mardi 15 janvier à l'aube, devant un bâtiment abritant la bibliothèque du haut commandement des forces alliées en Europe (SHAPE) ainsi que le quartier général de la police militaire américaine. L'attentat, qui a fait cinq des dégâts matériels, a été revendiqué par les Colins communistes combattants (CCC), qui ont déjà commis douze actions du même genre depuis le mois d'octobre. Les objectifs visés par les CCC sont pour la plupart des entreprises ou des installations liées à l'OTAN.

Côte d'Ivoire

● VISITE DE M. DUMAS. — Le ministre des relations étrangères se rendra en visite de travail en Côte d'Ivoire du 17 au 19 janvier, à l'annonce du 14 janvier, la porte-parole du Quai d'Orsay. Le ministre sera reçu au cours de cette visite par le président Félix Houphouët-Boigny, ainsi que par le ministre ivoirien des affaires étrangères, M. Simon Aka.

Cuba

● TROIS EVÊQUES AMÉRICAINS EN VISITE PASTORALE. — Pour la première fois depuis la prise du pouvoir par Fidel Castro en 1959, une délégation d'évêques catholiques des États-Unis va se rendre à Cuba. Présidente par Mgr James Malone, président de la conférence épiscopale américaine, la délégation, qui comprendra également M. Bernard Law (Boston) et Patrick Flores (San Antonio), séjournera à Cuba du 21 au 25 janvier. La visite s'inscrit dans le cadre d'une série de visites « d'Eglise à Eglise » effectuées ces dernières années par les évêques américains (en 1984 ils se sont rendus en Irlande, au Mexique, au Nicaragua et en Afrique du Sud) ; l'Eglise cubaine a manifesté un très vif intérêt pour ce déplacement. — (AFP, UPL)

El Salvador

● UN DIRIGEANT D'EXTRÊME DROITE ASSASSINÉ A SANTA ANA. — M. Portillo, trésorier de l'Arena (Alliance républicaine nationaliste, extrême droite, dont le leader est le major d'Aubuisson), a été assassiné lundi 14 janvier à Santa Ana, à l'ouest de San Salvador. M. Portillo devait être candidat de l'Arena aux élections municipales de mars prochain. D'autre part, M. Rey Fuenmayor, ministre de la présidence et principal conseiller de M. Duarte, a affirmé lundi que la CIA avait découvert un complot de l'Arena pour le tuer.

République Sud-Africaine

● UN POLICIER ET TROIS CIVILS NOIRS TUÉS. — Un policier sud-africain et trois civils noirs ont été tués lundi 14 janvier, avant l'aube, dans une fusillade entre la police et des guérilleros présumés de l'ANC (Congrès national africain, organisation illégale anti-apartheid), dans la ville de Nongoma, dans le nord du Natal, a annoncé un porte-parole de la police à Pretoria. Des fusils d'assaut Kalashnikov AK-47 et des munitions ont été saisis, selon lui. — (AFP)

La parenthèse de l'Estado novo

L'un de ses amis politiques, M. Waldir Pires, dit qu'il a été l'homme de « toutes les fidélités ». Fidélité à Getulio Vargas, dont le nationalisme sert encore de référence à la gauche, et auprès de qui il a passé les dernières heures avant son suicide en 1954. Fidélité à João Goulart, le président des « réformes », qu'il a accompagné, après le putsch, jusqu'à son départ de Brasilia. Fidélité, aussi, à quelques convictions, que son talent de manœuvrier ne réussit pas à masquer : le libéralisme, le réformisme et un sens de l'Etat qui n'a pas manqué, sans doute, aux militaires, mais que, contrairement à eux, il allie à un souci de l'ensemble de la nation.

A soixante-cinq ans (il les aura le 4 mars prochain), M. Tancredo Neves sera un chef d'Etat chevronné. A ceux qui lui reprochent son âge, il n'a qu'une réponse à offrir : son exceptionnelle vitalité. Après six mois d'une campagne épuisante, digne d'une élection directe, il ne montre aucun signe de fatigue. L'esprit alerte, une capacité de travail intacte : de quoi rassurer les opposants qui n'apprécient guère l'élection à la vice-présidence, donc comme remplaçant éventuel, de M. José Sarney, qui n'a déserté le régime militaire qu'au dernier moment.

Entré en politique en 1933, comme conseiller municipal de São João del-Rey, sa ville natale, il a, en plus de cinquante ans de carrière, occupé tous les postes, accumulant une expérience et un savoir-faire que reconnaissent même ses adversaires.

A vingt-sept ans, il lui faut pourtant ouvrir une parenthèse, qui durera les huit ans de l'Estado novo, le régime fascisant de Vargas, jusqu'au rétablissement de la démocratie, en 1945, il se contente d'être avocat, mantrant très tôt sa réputation, malgré les tentations de l'époque, pour le totalitarisme.

C'est pourtant dans le système créé par Vargas qu'il revient à la politique. Mais un Vargas converti à la démocratie, la veille de la victoire des Alliés, qui a fondé, avec un Parti travailliste, une formation à vocation centriste, le PSD (Parti

social-démocratique), que choisit M. Neves pour se faire élire député. De ce parti qui lui convenait si bien, et qui l'a marqué profondément, il soulignera plus tard la incertitude, le réalisme, « l'incapacité de cultiver les rancœurs ». Ce portrait du PSD, c'est le sien. Avec Vargas redevenu président, en 1951 — cette fois élu au suffrage universel — il se familiarise avec les difficultés d'une action destinée à défendre le pays contre les pressions étrangères et avec les risques du populisme, pour améliorer le sort des plus défavorisés.

En août 1954, un complot militaire est ourdi contre Getulio. Ministre de la justice, M. Tancredo Neves conseille au président d'arrêter les chefs de la conspiration. Mais Vargas redoute les risques d'un affrontement. Il préfère disparaître, et offre à son ministre, quelques heures avant de se suicider, le stylo qui lui a servi à écrire à ses compatriotes une lettre-testament qui est l'un des plus beaux documents de l'histoire du pays.

Normal entraîne, M. Tancredo Neves n'occupe plus de fonction de premier plan jusqu'à l'arrivée à la présidence de João Goulart, en 1961. Avant de prendre ses fonctions, Goulart s'est heurté à un nouveau complot militaire. L'armée se méfie de ce leader travailliste qui flirte avec le PC, et veut lui barrer la route. C'est M. Tancredo Neves qui déjoue la crise, en réglant avec lui une formule de gouvernement qui lui enlève une partie de ses prérogatives, au profit du Parlement. Lui-même sera pendant dix mois le premier ministre de ce régime dit « parlementariste », de enurte dure.

Après la surprise, la fermeté. En 1964, il refuse d'entamer par son vote, au Congrès, le choix par les putschistes du général Castello Branco comme président du régime militaire. Il échappe, par miracle, à la déchéance de ses droits politiques — une mesure qui frappe les opposants. Et du MDB (Mouvement démocratique brésilien), le seul parti d'opposition toléré par les généraux pendant quinze ans, il reste dans l'ombre jusqu'en 1978, quand le régime, enfin, se libéralise et accorde une marge de manœuvre aux opposants. C'est alors que commence son ascension. Il conquiert le gouvernement du Minas-Gerais en 1982, lors des premières élections libres depuis dix-sept ans. Il s'impose, au sein de son parti, devenu le PMDB, comme le chef de file des modérés, qui croient possible de négocier avec les militaires un régime de transition démocratique. Il envoie des émissaires dans tous les camps, dans toutes les régions, pour créer un consensus national autour de ce projet. Il a réussi, au-delà même de ce qu'il espérait.

CHARLES VANHECKE.

Une chance unique pour votre enfant : une année scolaire aux Etats-Unis

Votre enfant, garçon ou fille, est âgé de 15 à 17 ans. Vous souhaitez lui donner toutes les chances de réussite scolaire et professionnelle, lui faire connaître un autre monde, une autre culture.

Offrez-lui de vivre une expérience exceptionnelle : une année scolaire complète (août 85 à juin 86) dans un collège américain, au sein d'une famille américaine.

Outre l'acquisition et la maîtrise de la langue américaine, ce séjour sera un facteur d'épanouissement et de maturité.

Envoyez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous dûment rempli à EF, 9 rue Duphot 75001 Paris ou téléphonez-nous au (1) 261 50 22. Vous recevrez immédiatement notre brochure d'information.

Vous y trouverez une description détaillée de la vie des étudiants dans

leur nouvelle famille, de l'enseignement dans une High School, des loisirs, des voyages, de la préparation que nous assurons avant le départ, et de bien d'autres aspects de ce programme.

Fondation américaine à but non lucratif, Educational Foundation for Foreign Study est réglementée par le Département d'Etat de Washington et enregistrée en tant que programme officiel d'échange par l'United States Information Agency (U.S.I.A.).

Ce Programme inclut le voyage au départ de PARIS jusqu'au lieu de séjour, les journées de préparation aux ETATS-UNIS, un contact permanent avec notre correspondant local pendant toute l'année.

Si vous habitez la province, appelez-nous au : 16.05.33.12.98



☐ Votre brochure « Une année scolaire aux Etats-Unis »
☐ Votre brochure « Signaux linguistiques Plurilingues et Enseignement Bilingue en Allemagne et aux Etats-Unis »
☐ Votre brochure « Cours d'anglais en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis (admis à partir de 15 ans) »

NOM : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Educational Foundation for Foreign Study
ef La Fondation est représentée en France par :
 EF Ecole Européenne de Vacances
 9 rue Duphot 75001 PARIS
 Tél. (1) 261 50 22

LA VIE FRANÇAISE

Un numéro exceptionnel avec son supplément de

48 PAGES

SPECIAL IMPOTS

- Le calcul de vos impôts au franc près.
- Les déductions possibles.
- La nouvelle fiscalité.

UN GUIDE CLAIR, PRECIS ET INDISPENSABLE.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE.
 Dès maintenant 15 F chez votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Israël

La première phase du retrait du Liban commencera dans un délai de cinq semaines

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est donc décidé. L'armée israélienne quittera le Liban cette année selon un scénario en trois étapes. La première débutera avant cinq semaines. Le gouvernement de Jérusalem a en effet adopté lundi 14 janvier à une écrasante majorité — 16 voix contre 6 — le plan d'évacuation que lui avait soumis le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin.

Il aura fallu une quinzaine d'heures de débats échauffés sur deux jours pour que le cabinet approuve cette initiative tant attendue de la majorité des Israéliens. Six ministres du Likoud l'ont rejeté : M.M. Shamir (affaires étrangères), Arens (sans portefeuille), Corfu (transports), Katzav (travail), Shafir (tourisme) et Nissim (justice). Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Ariel Sharon, également hostile au « plan Rabin » mais resté à New-York par son procès contre le magazine Time, a demandé sans succès qu'on l'autorise à voter par téléphone. Au nom des adversaires du plan, M. Shamir a répliqué que celui-ci équivalait à une « capitulation ». L'opposition de gauche et celle d'extrême droite a également critiqué le programme de retrait. La première le juge trop timide, et la seconde trop risquée.

D'un point de vue militaire, le communiqué gouvernemental annonçant la décision confirme les grandes lignes du plan de retrait telles qu'elles avaient filtré ces derniers temps : « L'armée, indique ce texte, se redéploiera le long de la frontière d'Israël, et le gouvernement fera tout pour garantir la sécurité de la Galilée. Le redéploiement sera mis en œuvre en trois phases majeures.

« Phase A : dans le secteur occidental du Liban, l'armée évacuera la région de Saïda et se déploiera dans la région de la rivière Litani et de Nabatieh ; phase B : dans le secteur oriental, l'armée se déploiera dans la région de Hasbaya ; phase C : l'armée se déploiera le long de la frontière internationale, tout en maintenant une zone où les forces locales [autrement dit, l'armée du Liban du Sud du général Antoine Lahad] opéreront avec son soutien ».

« La première étape, poursuit le communiqué, commencera dans un délai de cinq semaines. Son calendrier sera soumis à l'avance au gouvernement libanais et au secrétariat

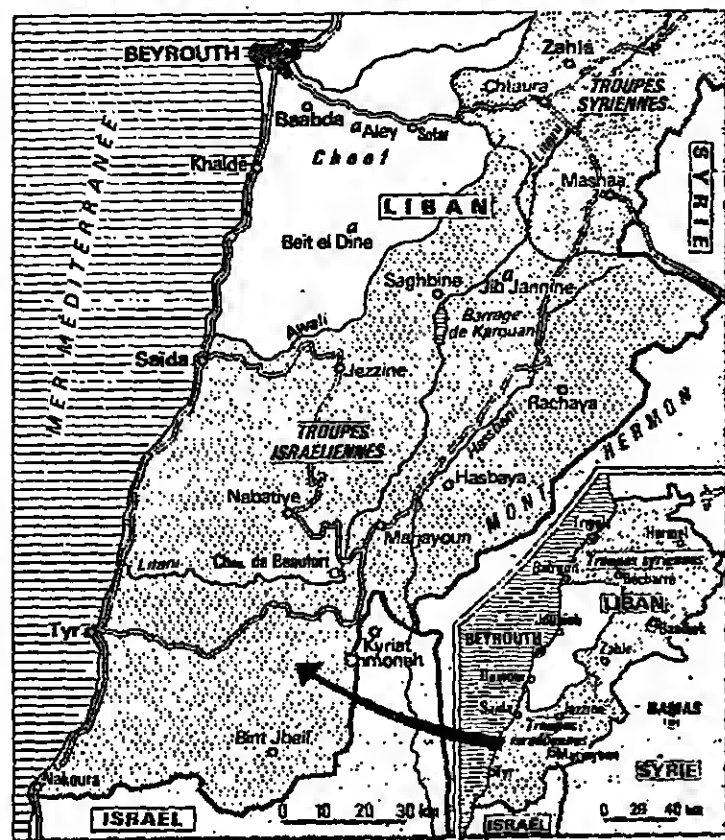
des Nations unies, afin de leur permettre de s'organiser et de déployer des forces dans les régions évacuées. Le calendrier des étapes ultérieures sera mis au point par le cabinet. Au cours des trois phases, le gouvernement poursuivra ses efforts pour obtenir des arrangements diplomatiques ».

Premier constat : la décision de retrait est irrévocable et indépendante de l'attitude des autres parties concernées. M.M. Péri et Rabin l'ont dit nettement lundi, chacun à sa manière. « Le temps est venu de partir », a déclaré le premier ministre, lors d'un déjeuner-débat avec la presse étrangère. Israël n'est pas intervenu au Liban pour y rester indéfiniment. « En se repliant unilatéra-

leur responsabilité, ne serait-ce que pour éviter des récriminations ultérieures. Chacun a donc pu se déterminer en conscience et en connaissance de cause. Ce vote crucial s'est tenu dans la clarté.

Deuxième observation : le gouvernement n'a pas voulu se lier les mains en publiant un calendrier de retrait trop détaillé, donc trop contraignant. Seule la première étape est assortie d'un délai-butoir de cinq semaines et devra donc commencer avant le 18 février. Pour le reste, M. Rabin demeure prudent : « Nous espérons que l'opération ne prendra pas trop de temps. Chaque phase durera quelques mois. Mais je ne veux pas spéculer sur ce point ».

LES FORCES MILITAIRES D'OCCUPATION AU SUD LIBAN



lement, Israël ne se prive-t-il pas de sa dernière carte face à la Syrie ? « Nous ne jurons pas aux cartes. Nous n'avons plus rien à gagner là-bas », a observé M. Péri.

Commentant à chaud l'adoption de son plan, M. Rabin a souligné pour sa part : « C'est une décision courageuse. Elle me satisfait, mais je sais que son application sera difficile. Malgré les divergences d'opinion entre nous, la discussion a toujours porté sur les moyens de concilier deux objectifs : la sécurité de la Galilée et le retour à la maison de nos soldats ».

« Notre décision, a-t-il poursuivi, n'est en rien conditionnée à la volonté de l'ONU, du gouvernement libanais ou de son armée de coordonner leurs activités avec nous. (...) On avait cru dans la journée de lundi que le gouvernement souscrirait à une solution de compromis en autorisant seulement la première phase de retrait. M. Péri avait lui-même annoncé que « chacune des autres étapes de retrait devrait être approuvée par le gouvernement après un examen attentif de la situation sur le terrain ».

Autrement dit, si cette formule plus timide avait été retenue, à la satisfaction des « durs » du Likoud, on aurait eu affaire à un nouveau redéploiement partiel, comparable à l'évacuation du Chouf en septembre 1983, et non à un retrait définitif du Liban. En fin de compte, M.M. Péri et Rabin ont fait prévaloir leur point de vue : « Toute décision partielle militairement injustifiée relève d'une approche erronée, a dit M. Rabin. Mon devoir est de présenter au gouvernement toutes les implications d'une décision initiale. Ce n'est pas d'essayer de l'entraîner de force et de l'obliger à avaliser, ipso facto, par la suite des initiatives dont il n'aurait pas discuté ».

Bref, M. Rabin tenait à mettre clairement tous les ministres devant

M. Péri s'est montré un peu plus précis en déclarant : « Espérer qu'en septembre ou octobre, nos troupes auront en principe regagné leurs bases en deçà de la frontière ». A en croire le premier ministre, tout serait donc terminé dans neuf mois.

Assurer une relève pacifique ?

Troisième démenti : Israël ne s'estime pas responsable des éventuelles violences confessionnelles provoquées par son retrait unilatéral puisqu'il accorde un délai de cinq semaines pour permettre une relève pacifique : « Il sera possible, note M. Rabin, de se replier pendant la première phase sans confusion, désordre ou massacres. Nous proposons à la FINUL de lui transférer dans l'ordre les régions évacuées et au gouvernement libanais de préparer l'installation de son armée ».

Après tout, ajoute M. Rabin, un brin cynique, les Libanais ont toujours prétendu que leur armée était capable de maintenir la sécurité au sud. Très bien. Essayons. Ce sera un test pour le gouvernement de Beyrouth et pour les demandes qu'il nous a présentées à Nakoura. Mais si des troubles se produisent dans cette région, au sud d'Israël et dans le moule qu'en ménageait un défilé, nous aurons rendu possible une relève ordonnée. (...) Là aussi, Jérusalem veut placer tout le monde devant ses responsabilités : Beyrouth, Damas et le secrétariat de l'ONU.

En Israël, comme ailleurs, on garde bien sûr en mémoire les massacres de chrétiens ayant suivi l'évacuation du Chouf. Cette fois, les quelque trente mille réfugiés palestiniens du camp d'Eïn-El-Heloué, près de Saïda, seront les plus exposés à d'éventuelles représailles chrétiennes mais aussi à un déclenchement de règlements de compte fraticides visant ceux qui auront été accusés ou suspectés de collaboration avec Israël.

M. Péri s'exprimant, lundi, son inquiétude au sujet du sort futur de ces réfugiés se souvenant qu'ils « soient protégés par les « casques bleus ». On s'attend à une lutte intense pour la prise de contrôle du port de Saïda, importante source de revenus. Nombre de chrétiens s'apprêtent aussi, dit-on à Jérusalem, à déménager vers Beyrouth ou vers Marjayoun, le bastion de l'armée du Liban du Sud.

Quatrième idée : Israël se réserve à tout moment, au nom de l'autodéfense, le droit d'intervenir où et quand cela lui paraîtra utile. « En se redéploiant, a expliqué M. Rabin, l'armée changera ses méthodes d'action. Au lieu d'être dispersée et vulnérable aux attaques, elle sera concentrée, mobile et capable de prendre l'offensive. Nous conserverons une entière liberté d'action chaque fois que des terroristes tenteront de réimplanter une infrastructure dans le Sud ».

Le « droit de suite »

Ce « droit de suite » s'accompagne du maintien d'une zone de sécurité, sur une frange frontalière de quelques kilomètres, confiée à l'IAIS. On estime cependant que les milieux militaires israéliens que le repli sur les positions intermédiaires devra être le plus court possible car l'armée, en campant en plein milieu chite, se trouvera dans une situation particulièrement inconfortable.

Dernier point : Jérusalem reste favorable à des arrangements par la voie diplomatique. Après avoir confirmé que la délégation militaire israélienne participerait, jeudi, à une ultime rencontre à Nakoura — ces pourparlers n'ayant plus le moindre sens —, M. Péri a observé : « Nous faisons un premier pas. Nous donnons ainsi aux autres parties impliquées la possibilité de réexaminer leur position. Nous restons disponibles pour un dialogue. La perche israélienne ne pouvait être mieux tendue. Le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, devait s'entretenir, mardi, avec M. Rabin avant de gagner Beyrouth et Damas.

Pendant que le gouvernement de Jérusalem délibérait, deux nouveaux soldats israéliens trouvaient la mort sur une route du Liban et sept autres étaient blessés — dont l'un très grièvement — par l'explosion, à deux heures d'intervalle, de deux charges, au passage de véhicules militaires. En trente et un mois, la guerre a fait à ce jour six cent neuf morts.

J.-P. LANGELLIER

AFRIQUE

Ethiopie

450 morts et 500 blessés dans une catastrophe ferroviaire

Une catastrophe ferroviaire, peut-être la plus grave qu'ait connue l'Ethiopie, a fait dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 janvier au moins 400 morts et 500 blessés dans l'est du pays, selon différentes informations recueillies à Addis-Abeba et Djibouti.

L'accident s'était toujours pas été confirmé lundi soir de source officielle, mais la télévision éthiopienne a fait état de 392 morts.

A Djibouti, un responsable de la Compagnie ferroviaire Djibouti-Ethiopienne a affirmé qu'au moins 420 personnes avaient trouvé la mort et que 500 autres avaient été blessées dans la catastrophe. Des

informations non officielles publiées à Addis-Abeba ont fait état de 450 morts et 500 blessés.

Selon les premières informations, le train aurait déraillé à environ 200 kilomètres à l'est d'Addis-Abeba, sur la ligne reliant la capitale éthiopienne à Djibouti, après que plusieurs wagons se furent détachés, projetant des passagers dans un ravin.

Des voyageurs de passage à Addis-Abeba ont rapporté des scènes d'horreur, précisant que de nombreuses personnes étaient restées prisonnières dans des wagons dont les portes s'étaient coincées.

Soudan

La mort de trois mille falachas

Environ trois mille falachas (juifs éthiopiens) réfugiés au Soudan après leur fuite d'Ethiopie sont morts de maladie et de privations ces dernières semaines, selon actuellement en Israël, a précisé M. Shamir.

D'autre part, la mission de l'Ethiopie auprès des Nations unies à Genève a ouvertement accusé le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) d'avoir joué un rôle dans l'opération Moïse.

Dans une déclaration remise à la presse lundi, la mission d'Ethiopie affirme notamment qu'« il est de notoriété publique qu'un haut fonctionnaire du HCR se trouvait au Soudan, quand « l'opération Moïse » était en cours et qu'il s'est rendu à Gedaref (Sud-Soudan) pour suivre les événements ».

La déclaration ajoute que « les préparatifs de l'opération ont été organisés à l'intérieur des camps placés sous la responsabilité du HCR, à Gedaref et dans ses environs. » — (AFP.)

LE CONFLIT DU SAHARA

Le missile qui a abattu un Mirage marocain venait d'un « territoire limitrophe » accuse Rabat

Les combats du samedi 12 janvier, entre les troupes marocaines et le Front Polisario ont fait vingt-cinq morts du côté marocain, et un avion Mirage F-1 a été détruit, a reconnu Rabat dans un communiqué officiel publié lundi soir (Le Monde du 15 janvier). Ces combats ont eu lieu « au nord de l'ouest saharien, à 8 kilomètres de la frontière algérienne », précise le communiqué. L'ouest saharien se situe dans la région de Mahbes, à l'est du Sahara occidental, à l'extrême « coin » de la frontière marocaino-algérienne et du Sahara occidental. Le communiqué marocain indique que l'avion « a été abattu par un missile d'un territoire limitrophe », sans autre précision.

Le bilan des combats, selon Rabat, a été de vingt-cinq morts et quarante-huit blessés du côté marocain, et de soixante-six morts du côté du Polisario. Rabat a également annoncé la destruction par les troupes marocaines de six chars T-55, deux blindés et six véhicules du Polisario. La localisation des combats paraît confirmer que le Maroc a entrepris l'édification d'un nouveau mur de défense, encore plus proche de la frontière algérienne que le précédent. Jusqu'à présent, la « ceinture de sécurité » comme on l'appelle, s'étendait à la région de Haouza, à plus de 250 kilomètres de la zone des derniers combats.

D'autre part, la destruction d'un avion F-1 par un missile paraît confirmer que le Polisario dispose d'un matériel très perfectionné, et notamment, selon des responsables militaires marocains, de missiles soviétiques SAM-5 et SAM-6.

planète Neptune

Koweït

LA DÉFENSE AÉRIENNE A ÉTÉ DOTÉE DE NOUVEAUX MISSILES SOVIÉTIQUES

Koweït (Reuters). — Le Koweït a annoncé, lundi 14 janvier, que sa défense aérienne s'était enrichie de nouveaux missiles sol-air soviétiques, dont des armes comparables aux Stinger américains que les Etats-Unis lui ont refusés.

Le périodique militaire Hommat Al Watan, citant le général de brigade aérienne Abdel Aziz Al Ghanam, indique que parmi les nouveaux missiles figurent des Strela-2 portables par un seul homme, qui semblent correspondre aux Stinger, dont la mise à feu se fait à l'épaule.

Le Koweït a également acquis de nouveaux missiles Sam-7, qui sont sans doute une version améliorée de ses précédents Sam-7. Les servants de ces deux types d'armements sont en cours d'entraînement en Egypte.

Un bataillon nouvellement constitué a également été envoyé en Union soviétique pour y recevoir un entraînement concernant les missiles Sam-7, qui volent à basse altitude. D'après le général Al Ghanam, ces nouvelles acquisitions dotent le Koweït d'un système de défense pouvant faire face à n'importe quelle attaque aérienne.

Les nouvelles armes semblent faire partie d'un contrat conclu en juillet dernier qui, selon la presse locale, porterait sur quelque 325 millions de dollars.

Le contrat passé avec Moscou faisait suite à un contrat de 82 millions de dollars signé quelques mois plus tôt avec Washington par lequel les Etats-Unis acceptaient d'améliorer le système de défense aérienne Hawk de l'Emirat. Washington, cependant, avait refusé de vendre les Stinger demandés.

Publicité

Table ronde politique sous la présidence du docteur Bernard Kaniavitch

« LE PROCHE-ORIENT APRÈS L'O.P. QUELLES PERSPECTIVES DE PAIX ? »

Mercredi 16 janvier 1985 à 20 h 30

Avec M. Michel GURFINKEL, Valeurs actuelles ; M. Bernard COHEN, Libération ; M. Guy CLASSE, Le Monde de Paris ; M. J.-P. PÉRONEL-HUGOZ, le Monde ; M. Ralph PINKO, France-Intra.

CENTRE RACHI 30, boulevard de Port-Royal 75006 PARIS - Tél. : 331-75-47

Participation aux frais.

Insolents Afghans.

MICHAEL BARRY

LE ROYAUME DE L'INSOLENCE

La résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique

FLAMMARION

"Il est des livres qui sont des découvertes. Celui de Michael Barry m'a paru une fascinante introduction à l'histoire de cette région, fort mal connue en France, qu'il a choisie d'appeler Yaghestan, la terre des Insolents ou, mieux encore, le royaume de l'insolence." Patrick Sabatier - Libération.

"Michael Barry consacre dans ce livre de référence des pages qui éclairent, au-delà de l'Afghanistan, toute l'évolution actuelle de l'Islam." Jacques Duquesne - Le Point.

"... enfin le livre sur l'Afghanistan qu'attendaient tous ceux qui éprouvent le besoin de voir au-delà du drame actuel pour comprendre les ressorts profonds de la résistance de ce peuple 'ardière'." J.P. Péronel-Hugoz - Le Monde.

Flammarion

105 Alleman à financ

HERLITZ

nos très vivantes

LE CARNET DU Monde

A DEUX SEMAINES DE LA CONFÉRENCE SPATIALE DE ROME

Les Allemands ne seraient pas prêts à financer le projet Hermès

Bonn. — Malgré une dernière tentative du ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, lors de sa dernière visite à Bonn, pour faire bouger les choses, Français et Allemands n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le développement du futur programme spatial européen. Approuvé lundi 14 janvier par les partis de la coalition gouvernementale, le programme allemand prévoit seulement, d'ici à 1996, une participation au projet de station orbitale américaine et au développement d'Ariane et de son moteur cryogénique HM-60 (1).

Le souhait des Français d'engager le plus tôt possible le développement d'une navette spatiale purement européenne (Hermès) doit être examiné mercredi 16 janvier au conseil des ministres allemand. Mais aucune somme n'a été prévue à cet effet dans le budget de 4,6 milliards de francs environ — évalué sur plusieurs années que les ministères des finances et de la recherche ont décidé de consacrer à l'effort spatial allemand. La plus grande partie de cette somme, soit 3 milliards de francs, couvre la participation allemande au programme européen Columbus, qui doit s'intégrer dans la station orbitale américaine, et 1,6 milliard sera consacré à l'HM-60 et à Ariane-5.

Une fois de plus, les Allemands reprochent aux Français d'avoir les yeux plus gros que le ventre, tandis que les Français accusent la RFA de manquer d'audace et de s'offrir pieds et poings liés aux Américains.

De notre correspondant

avant même de savoir ce que ceux-ci veulent faire. Situation délicate, d'autant que les dirigeants allemands étaient déjà divisés sur l'opportunité de l'ensemble du programme spatial.

Une preuve : il a fallu attendre le sommet franco-allemand de Bad Kreuznach, en octobre 1984, pour voir le chancelier Helmut Kohl prendre l'engagement de participer au programme européen, défini en juillet, et qui ne prévoyait alors que les projets Columbus et Ariane-5.

En décidant brusquement qu'on n'allait pas assez vite, en proposant, le 12 décembre dernier à leur partenaire d'inscrire Hermès dans la planification de l'ESA à l'horizon 1988, Paris ne pouvait ignorer qu'il lançait une boule dans un jeu de quilles. Les arguments, à la fois politiques et scientifiques, ne lui manquaient pas. Les Américains n'ont pas encore décidé eux-mêmes ce qu'ils doivent faire pour leur station orbi-

tale et font traîner les négociations avec les Européens. Or les Français estiment que les Européens doivent disposer d'ici là d'une solution s'ils ne veulent pas se faire imposer d'importer quoi et afin d'être en mesure d'assurer à terme leur indépendance dans le domaine spatial, principe sur lequel même Bonn est d'accord.

Bonn ne voit en revanche dans tout cela qu'une tentative des Français de vouloir à tout prix, placer la charrue devant les bœufs et préférer, avant de se lancer dans un programme plus vaste, engranger l'expérience acquise avec les Américains. Seul, M. Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, semble avoir une certaine compréhension de la position française. Mais son point de vue est isolé au sein du gouvernement allemand.

HENRI DE BRESSON.

Un planeur hypersonique

La mini-navette Hermès, que les Français se proposent de développer avec leurs partenaires pour la fin du siècle, est l'un des trois projets examinés par les ministères européens chargés des questions spatiales lors de leur rencontre à Rome, les 30 et 31 janvier. Outre Hermès, dont le coût de développement est estimé à quelque 12,3 milliards de francs, seront en effet discutés l'avenir du lanceur lourd Ariane-5 (17,4 mil-

liards de francs) et de Columbus (17,8 milliards de francs).

Comparée à la navette spatiale américaine, Hermès est un petit véhicule de transport. Sa masse au décollage ne devrait pas dépasser 16,5 tonnes selon les missions, contre près de 100 tonnes aux navettes de la NASA. Sa taille ne dépasse pas les 16 à 17 mètres — contre 37 mètres au « shuttle » américain — pour une enveloppe de 10 mètres et une hauteur de 6 mètres. Dans la soute de ce véhicule pourra prendre place une charge utile de 6 tonnes lors d'un vol automatique, ou de 4,5 tonnes seulement si un équipage de deux astronautes est aux commandes. Ces chiffres, sont à rapprocher des quelque 30 tonnes, que les véhicules américains peuvent emporter.

En fait, le projet Hermès, si tenté que l'on puisse faire des comparaisons, paraît s'apparenter à celui d'une mini-navette sur lequel travaillait aussi les Soviétiques. Contrairement à la navette américaine, ces véhicules sont en fait des planeurs hypersoniques qui ne disposent d'aucun moyen propre pour leur mise en orbite. Aussi doivent-ils être placés au sommet d'un puissant lanceur qui assure pour eux cette opération. C'est la raison pour laquelle Hermès sera transportée par la fusée Ariane-5, dont le premier essai en vol devrait en principe avoir lieu dans le courant de 1994.

J.-F. A.

COMME SATURNE, URANUS ET JUPITER

La planète Neptune a un anneau

La planète Neptune a un anneau. C'est la découverte de deux astronomes : quatre Français (M^{mes} Roques, MM. Bouchet, Brahic, Sicardy) ; un Belge (M. Manfroid) ; un Allemand (M. Haffner) et trois Américains (M^{mes} Elcor, Hubbard et Viles). Mais il s'agit probablement d'un anneau fragmenté de particules solides présentant une particularité : il paraît être très excentré et son plan paraît faire un angle important avec le plan équatorial de la planète.

La chasse aux anneaux de Neptune a commencé vers 1980, après la découverte d'anneaux autour d'Uranus et de Jupiter. Puisque les trois planètes avaient des anneaux (ceux de Saturne, les plus importants, sont connus depuis des siècles), il paraissait naturel que Neptune en ait aussi. On pense que la planète Neptune ressemble à ses sœurs, mais, étant plus petite et plus éloignée, elle est moins connue.

La découverte de deux larges anneaux (1 900 kilomètres de large) fut annoncée en juin 1982. Neptune passe entre une étoile et la Terre, et une atténuation de la lumière stellaire fut attribuée à ces anneaux. Mais d'autres observations d'étoiles en 1983 permirent de montrer que l'hypothèse était fautive et que, si Neptune avait des anneaux, ceux-ci étaient nécessairement étroits et ténu.

Une nouvelle observation d'étoiles était prévue le 22 juillet 1984, mais les mesures faites les jours précédents montrèrent que l'étoile passerait juste à côté de Neptune. Une équipe européenne, qui avait monté une expérience à l'European South Observatory (ESO) au Chili, fit cependant les mesures prévues et découvrit que pendant 0,8 seconde la lumière avait été

atténuée de 30 %. Compte tenu des vitesses de Neptune et de l'étoile, cela signifiait une occultation par un objet large de 10 kilomètres. L'observation étant faite avec deux télescopes et des appareillages entièrement différents, la réalité du phénomène ne pouvait être mise en doute. Mais son interprétation n'était pas claire.

Les trois astronomes américains avaient aussi observé Neptune, mais à Carro-Tololo, à environ 100 kilomètres de l'ESO. En analysant leurs données, ils constatèrent qu'ils avaient enregistré une atténuation et qu'elle s'était produite exactement au même instant. Cette simultanéité indiquait que l'objet occultant, s'il n'avait que 10 kilomètres de large, avait au moins 100 kilomètres de long. Il ne pouvait donc s'agir d'un satellite, et l'hypothèse d'un anneau s'imposait. Mais un anneau formé de régulier devrait produire deux occultations, alors qu'une seule fut observée. Des études furent entreprises pour interpréter cette anomalie. La grande distance de l'anneau à Neptune (trois fois le rayon de la planète) et quelques autres raisons suggèrent fortement que l'anneau devait être morcelé et irrégulier. Cela peut expliquer que l'étoile n'ait été occultée qu'une seule fois.

On devrait en savoir plus en 1989, quand la sonde spatiale Voyager-2 arrivera près de Neptune. Elle doit, en principe, passer à l'exacte distance de Neptune où les astronomes placent l'anneau. Si l'existence de ce dernier est confirmée, il faudra donc corriger la trajectoire pour éviter une destruction du sonde.

MAURICE ARVONNY.



Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures !
4 semaines à mi-temps du 4 février au 1^{er} mars...
On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum.
On croit rêver ! Vive le dialogue ! Choisissez votre centre :

BERLITZ
les langues très vivantes.

Gratuit le test d'orientation sans engagement de votre part.

CENT MILLE ÉLÈVES DE PLUS DANS LES LYCÉES ET LES LEP À LA RENTRÉE 1985

Les lycées et lycées d'enseignement professionnel (LEP) devront accueillir cent mille élèves supplémentaires à la rentrée 1985, a affirmé M. Jean-Pierre Chevènement en présentant, le 14 janvier, ses vœux à la presse. Les prévisions d'effectifs 1985 tablent sur une augmentation de plus de dix-huit mille élèves dans les LEP et trente-six mille dans les lycées. Ces établissements participent, d'autre part, aux opérations en faveur des jeunes issus du système scolaire sans qualification, qu'il est difficile de chiffrer avec précision.

Pour accueillir ces élèves supplémentaires, le budget 1985 prévoit un total deux mille cinq cent quatre-vingts emplois (y compris ceux payés sur les 500 millions consacrés aux actions pour le maintien ou le retour des jeunes dans le système scolaire).

Le ministère procédera, en outre, à des réajustements entre les académies entre lesquelles les moyens sont inégalement répartis. Les emplois nouveaux iront en priorité aux académies défavorisées, et il y aura une redistribution « limitée » des postes existants entre académies jugées « déficitaires » et académies « excédentaires ».

Il faudra s'attendre, enfin, à une augmentation des effectifs des classes et à des suppressions d'enseignements optionnels.

Après avoir rassuré les enseignants, M. Chevènement leur demande des efforts qualitatifs et quantitatifs et, en premier lieu, d'être à leur poste aux dates fixées pour la rentrée. « C'est, précise-t-il, la condition première pour que la rentrée, l'image même et le rayonnement de l'école publique qui sont en jeu ».

C. A.

Décès

— M^{me} Maurice André, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice ANDRÉ, peintre, cartonnier, Palmarès académiques, chevalier des Arts et Lettres.

L'inhumation aura lieu le vendredi 18 janvier 1985, vers 11 heures, entrée boulevard de Ménilmontant, à Paris-20.

40, place Jules-Ferry, 92120 Montrouge.

— M^{me} Pierre Beck, née Reinach, son épouse, M^{me} Martine Beck et le docteur Anne Cabau, ses filles, Stéphane, Alexandre, Isabelle et Emmanuel, ses petits-enfants, Le docteur Jacqueline Bertrand, M^{me} Louis Girardet, M^{me} Suzanne Reinach, sa sœur, son beau-frère, sa belle-sœur et tous ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BECK, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, administrateur hors classe du Conseil économique et social, survenu le 7 janvier 1985, à son domicile.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 10 janvier à Paris, 213, rue de l'Université, 75007 Paris. 39, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

— Monique et Jean Lenoir, leurs enfants : François, Claudine et Wilfried, Claire-Jeanne, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 6 janvier 1985, de leur père et grand-père,

M. Alphonse BIGUENET, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale.

Il rappelle à ses nombreux amis le souvenir de leur mère et grand-mère,

M^{me} Clairette BIGUENET, décédée le 15 juillet 1962.

22, rue de la Courbe, 63110 Beaumont.

— M^{me} Jean Blanc, née Marguerite Huberson, son épouse, M^{me} et M^{me} Pierre Bourdillat, François, Bruno et Anne-Chantal, M^{me} Michèle Blanc, M^{me} Françoise Blanc et Nathalie Ypres, Jérôme, Delphine et Perrine, M^{me} et M^{me} Dominique Blanc, Domitille, Alexis et Aymérie, ses enfants et petits-enfants, M. André Schorier et M^{me} née Edith Blanc, leurs enfants et petits-enfants, font part du rappel à Dieu du

docteur Jean BLANC, survenu le 13 janvier 1985.



Forum Centrale Entreprises 1985
22-23 Janvier

Inauguré par M. Hubert Curien

- 100 entreprises présentes.
- Conférences-débats : recrutement carrières internationales.
- Jeu-concours : bourse de l'empauche.
- Spectacle : Claude Nougaro le 22 à 21 h 00.

École Centrale
Chatenay-Malabry
Tél. (1) 661.33.10

CHATELAIN BPE

Il vous invite à partager leur espérance et leur prière au cours de la messe qui sera célébrée vendredi 18 janvier, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue du Docteur-Berger, à Sceaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Emile-Morel, 92330 Sceaux.

— M. Bertrand Bloch, Toute sa famille Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lucien BLOCH, née Georgette Netter,

enlevée à leur affection le 13 janvier 1985, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi 16 janvier, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse (entrée principale, boulevard Edgar-Quinet).

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, square Lagarde, 75005 Paris.

— Vincennes.

M. Bernard Combe, Philippe, Olivier et Bruno, M^{me} la générale Toussaint Girolami, M^{me} Pierre Combe, M^{me} et M^{me} Paul Girolami et leurs filles.

Le docteur et M^{me} Jean-Louis Lesto et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Dominique Colombe et leurs filles.

M. et M^{me} Bernard Barfey, leurs enfants et petits-fils, M. et M^{me} Jacques Combe, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean de Maximy et leurs enfants, M^{me} Michel Rivet et ses enfants, M^{me} Augustin Girolami et ses enfants, M^{me} Marie Giambi, Les familles Frimignacci, Luciani, Ceccaldi, Danno, Bettini, Muraour et Guiraud, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

M^{me} Bernard COMBE, née Thérèse Girolami, survenu le 12 janvier 1985, dans sa quarante-neuvième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 janvier, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de Vincennes. Ni fleurs ni couronnes.

13, rue des Pommiers, 93400 Vincennes, 18, rue Victor-Clappier, 93000 Toulon, 20126 Evry.

— Françoise Undreiner Et le docteur Pierre Undreiner, Michèle et Jean-Luc Lépine, Catherine Arnaud Et le docteur Claude Arnaud, Aline Gay, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert GAY, chevalier de la Légion d'honneur, leur père, beau-père et frère.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 janvier 1985, à 14 h 15, en la paroisse du curé d'Als, route de Vauvargues, à Aix-en-Provence.

— Nous avons annoncé dans le Monde du 15 janvier, le décès de

M. Antoine JARY, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris.

[Né le 15 janvier 1896 à Châteauneuf-Val-de-Fraie, Antoine Jary a commencé sa carrière comme avocat stagiaire (1914) avant de rejoindre le ministère de la Justice à Paris (1931), puis comme juge au tribunal de Reims (1934), et comme juge au tribunal de Paris (1937), et comme président du tribunal de la Seine (1947), et comme chef de la division des professions judiciaires (1953), puis conseiller (1955), et enfin président de chambre (de 1976 à 1981), il était, depuis 1982, président honoraire à la cour d'appel de Paris.]

— M^{me} Viviane et Irène Kenigsberg, M. et M^{me} Vivien Levy-Garbova, Ses enfants et petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Mathilde KENIGSBERG, née Elégonschvill, survenu le 14 janvier 1985.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 janvier, au cimetière parisien de Bagneux, à 16 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

89, avenue Emile-Zola, 75015 Paris. Tél.-Aviv.

Boulogne	609 15 10
Champs-Élysées	720 41 60
La Défense	773 68 16
Nation	371 11 34
Opéra	742 13 39
Panthéon	633 98 77
St Lazare	522 22 23
St-Germain-en-Laye	973 75 00
Versailles	950 08 70

Service Entreprises : 742 90 10

Gratuit le test d'orientation sans engagement de votre part.

— M^{me} René Marret, son épouse, M. et M^{me} Alain Marret et leurs fils, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René MARRET, administrateur civil honoraire, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenu le 8 janvier 1985, dans sa soixante-dixième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

15, rue Faidherbe, 75011 Paris.

— M^{me} Robert Thierry, M. François Thierry, M. et M^{me} Edmond Thierry, M. et M^{me} Jean Thierry, M^{me} Marie-Madeleine Thierry, M. et M^{me} Louis-Michel Thierry et leurs enfants, M^{me} Marcel Camus, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Françoise Vandiau, M^{me} Georges Piance, leurs enfants et petits-enfants, M. le chanoine Jean Comblat, M^{me} Marc Comblat, Les familles Nicolas, Epailly et Michel, M^{me} Paul Eymard, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert THIÉRY, ingénieur des arts et métiers, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, neveu, cousin et ami.

survenu à Paris, le 12 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 17 janvier, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, à Paris-16, et le vendredi 18 janvier, à 10 h 30, en l'église du centre d'Ecilly (Rhône), suivies de l'inhumation au cimetière d'Ecilly.

Ni fleurs ni couronnes.

94, rue de l'Assomption, 75016 Paris, 6, rue de Villeneuve, 69130 Ecilly.

— Il y a quarante ans, le 12 janvier 1945, notre ami

Roland CHAMPION, combattant pour la France libre, mourait au camp de Melch-Mathausen, victime de la barbarie nazie.

Anniversaires

Communications diverses

— La réunion des anciennes élèves de Notre-Dame-de-Sion des maisons de France et de tous pays aura lieu le dimanche 20 janvier 1985. Début de la réunion : 14 h 30. Messe à 16 h 30, célébrée pour les seules récemment disparues, en particulier

Sœur ADRIANNA, 61, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-III, samedi 19 janvier, à 14 heures, salle Gréard, M. Gilbert Ouy : « Manuscrits et textes de l'humanisme français aux XIV^e et XV^e siècles ».

— Université Paris-IV, jeudi 24 janvier, à 14 heures, salle Louis-Liard, M^{me} Charlela Georgopoulou, née Baconicola : « L'absurde dans le théâtre d'Euripide ».

— Ecole des hautes études en sciences sociales, samedi 26 janvier, à 9 h 30, salle 524, M^{me} Eliane Escoubas : « L'imprévisible (linguistique de l'image) ».

— Université de Paris-IV, samedi 26 janvier, à 14 heures, salle Louis-Liard, M^{me} Charlela Georgopoulou, née Baconicola : « L'absurde dans le théâtre d'Euripide ».

— Université Paris-I, vendredi 18 janvier, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. Fred Forest : « Expériences d'art sociologique et communication artistique ».

— Institut d'études politiques de Paris, mardi 29 janvier, à 14 h 30, salle André-Siegfried, M. René Mouriaux : « Pertinence du marxisme pour une étude du syndicalisme et du salariat en France ».

— Institut d'études politiques de Paris, jeudi 7 février, à 14 h 30, M. Jacques Capdevielle : « Le fétichisme du patrimoine. Essai sur un fondement de la classe moyenne française ».

هكذا من الأصل

Le Monde

CINÉMA

« LOVE STREAMS », de John Cassavetes

Les fous de l'amour

Il y a un problème de l'amour, dit John Cassavetes à propos d'« *Love Streams* ». En 1976, il ajoutait : « *Endroit ce film parce qu'il n'y a pas de point de vue* ». On peut dire en effet qu'il n'y a pas de point de vue dans son œuvre, mais un sujet par film, dont il dilate les tensions pour mieux l'examiner, l'enregistrer, dans sa complexité irréductible.

De « *Shadow* à « *Gloria* », chaque sujet est un exemple du couple, la solitude, la folie, le mariage, le mariage, un élément du problème de l'amour, qui devient aujourd'hui le sujet de « *Love Streams* ». Les thèmes des précédents films y sont convoqués, mais la relation entre le fragment et l'ensemble est inversée.

La encore, il manque le sacré point de vue qui permettrait au spectateur de cadrer avec le film, et le film avec le sujet, selon les normes commerciales. Cassavetes, lui, préfère plonger dans le sujet, le flot, et ne les personnages ni le public ne sont maintenus à la tête hors de l'eau. « *Love Streams* » déjoue les habitudes du regard, de l'émotion, et pour beaucoup d'entre nous, sans doute, le processus d'identification. C'est en se déformant des histoires d'amour que Cassavetes parvient à déjouer la nécessité de telles aventures.

Les héros de « *Love Streams* » s'accrochent d'autant plus désespérément à l'amour qu'ils en sont dépourvus, des malades. Lui n'est pas considéré comme tel car c'est un « *love stream* ». Sa recherche effrénée du secret des femmes (une obsession souvent complotée), l'irrité, qu'il traque au fond des rues, et qu'il s'efforce d'attraper au champagne ou au whisky, tout cela « *est trouvé* », et se retrouve dans un livre. L'amour lui est un manque, et le sexe, peut-être, un palliatif.

Celle qui rejoint l'écrivain à mi-chemin du film est une détraquée aux yeux de la société. En cours de divorce, elle se voit confier par son mari la garde de sa fille. La doute, qu'elle se sent mentalement épuisée, devant le juge, elle évoque ses tourments de boue-en-train auprès des vieilles personnes de la famille de son mari, son mari qui la trompe alors qu'elle l'aime jusqu'à l'étouffement, et lorsque, simplement, quand elle va mal, elle va se refaire une gâterie en clinique.

Elle est interprétée, comme d'habitude, par Gene Rowlands, l'épouse du réalisateur, lequel endosse les franges de Robert Harman l'écrivain. Ils sont ici frère et sœur, ce que l'on apprendra incidemment, au point de n'en pas croire ses oreilles. On avait compris qu'elle était la première femme de sa vie, qu'il l'aimait pour toujours, mais pas au sein d'un enfant pourrait prétendre à ce verbe quand il concerne des adultes : il ne dort pas avec elle.

Survivants d'un ordre ancien

Un enfant, justement, pose des questions : c'est le fils de l'écrivain. Il ne se sent pas aussi dire jamais, ils ne sont pas condamnés l'un à l'autre le temps d'un week-end, le temps d'une tentative de compréhension, de complicité, d'un abandon et d'un ultime cri d'amour quand le père vient essayer des coups et ramener l'enfant chez lui.

Car l'écrivain paie. Il paie ses plaisirs, on ne le voit pas écrire, sauf des chèques. Il paie de sa personne, tombe, saigne, fume, tousse. La sœur paie aussi sa certitude de l'amour unique, reçoit les coups au cœur, s'évanouit. L'un et l'autre, se point un moment l'un avec l'autre, ils restent toujours, toujours partis en riant se jeter contre les autres.

Il se ressemblent. Lorsque la sœur achète une extravagante ménagerie pour son frère, lorsque le frère complète sa maison de jeunes femmes, ils sont bien de la même famille. C'est à cette famille que Cassavetes tient le plus : l'amour y est tenu pour certain, vital. Alors, s'il indique des accalmies, c'est comme par hasard. La tendresse d'un vieil homme pour son chien, l'attention d'une femme de ménage, la douceur d'un client de bowling... Sinon, même la générosité de ses héros fous se retourne contre eux.

Au bout du compte, on risquerait d'établir un catalogue des sentiments qui construisent le film. « *Love Streams* » est bien autre chose, il fait que ce film est un érudition pour traduire les cassures qui ont rompu les personnages, pour tracer la continuité à l'éclipse, qui aide ces survivants d'un ordre ancien, le frère, et la sœur.

Est-ce le jour, est-ce la nuit ? Cassavetes allume les lumières électriques et les phares des voitures, quand le spectateur, pour l'éclairage de l'action, avait fait mentalement le calcul inverse. Les situations sont-elles connues ? Cassavetes les filme autrement, dans une durée instantanée, avec un choix d'images qui brouille l'entendement. Enfin, il les court-circuite. Dans une même séquence, la sœur traverse un aéroport, qui est en fait une gare, en France, et en Angleterre dans le plan suivant. Dans le même instant, le frère tombe dans les bras de sa sœur et emmène son fils à Las Vegas.

Pour les personnages comme pour le spectateur, le quotidien n'a plus sa raison d'être. Un rêve de musique, et le jour se met à revivre (à la fin). Une nuit derrière un bar avec des filles, et en réalité l'écrivain est chez lui (au début). Mais il n'y a ni début ni fin, qui saurait dire si « *Love Streams* » finit bien ou mal ?

« En amour, je ne suis pas sûr de moi », le ne suis pas sûr de moi », chante Gene Rowlands dans une chanson idyllique. Il y a un problème de l'amour, il y a un problème de ce film. Un soir, l'écrivain sort une caisse de sa voiture et a du mal à s'assurer une prise pour la transporter : l'image étonne, elle dure, elle n'a rien à faire là et pourtant elle reste dans la mémoire, comme un symbole de ce que Cassavetes exige de chacun.

CLAIRE DÉVARIÈUX.

★ Voir les films nouveaux.

culture

A LIRE, ET A REVOIR A LA CINÉMATHEQUE

Les trois carrières de Douglas Sirk

Dans sa grande rétrospective des films produits par la firme américaine Universal, la Cinémathèque française en est arrivée aux années 1950-1959. Parmi la programmation de cette période (jusqu'en 1959), on trouve une quinzaine de films de Douglas Sirk, réalisateur auquel Jean-Loup Bourget vient de consacrer le premier ouvrage d'ensemble paru en France.

Douglas Sirk a été qualifié de « prince du mélodrame ». Et c'est pour les mélodrames tournés chez Universal qu'il fut, au cours de ces années 50, découvert par les visiteurs du cinéma. Jean-Luc Godard admirait énormément le « *Temps d'aimer* », le « *temps de mourir* », tiré d'un roman de Erich Maria Remarque. Les Cahiers des années 60 reprennent le thème et, à partir de 1970, les entrées, les laudateurs de Sirk, les revues, les rétrospectives, en Europe et aux États-Unis, donnent à Douglas Sirk la célébrité d'un cinéaste de premier plan. Après Godard, ce fut au tour de Fassbinder de proclamer son enthousiasme.

Aujourd'hui, le livre de Jean-Loup Bourget permet de faire le point. L'auteur, maître-assistant d'anglais à l'université de Toulouse, est un passionné de cinéma. Historien et critique à ses heures, il collabore à « *Positif* », où les articles sur Sirk comptent parmi les plus importants qu'il ait écrits. Nous voilà donc sur un terrain solide, avec un travail sérieux et agréable à lire — qui reconstitue un itinéraire tout de même assez curieux.

Né à Hambourg le 26 avril 1900 de parents danois, Douglas Sirk s'appelait Hans Detlef Sierck, dont il fit, d'abord, Detlef Sierck. Met-

teur en scène formé au théâtre, il réalisa des films pour la firme allemande UFA : « *Schlussakkord* » (1936) et, surtout, « *Paradise, baigne de femmes* » et « *La Habanera* » (1937) qui transformèrent la Suédoise Zarah Leander en star mythique, marquant l'éclosion d'un style de mélodrame qui allait être, plus tard, transposé dans les studios américains.

Cette première carrière se termine par la cassure de l'exil. Antinazi, Detlef Sierck réussit à quitter l'Allemagne hitlérienne et à s'embarquer pour les États-Unis au moment de la guerre en Europe. Dans les studios hollywoodiens, il devient Douglas Sirk.

De 1942 (« *Hitler's madman* », film sur l'assassinat d'Heydrich, bourreau du « *protectorat* » de Bohême-Moravie, et la destruction, en représailles, du village de Lidice) à 1958 (« *Mirage de la vie* », dernier des grands mélos Universal, après lequel le cinéaste rentre en Europe et ne tourne plus), les œuvres de Sirk sont le reflet de son engagement qu'on ne le croit généralement. Jean-Loup Bourget les examine moins par genres que par groupes d'inspiration.

A la lire, on peut trouver stupéfiant que cet Européen déraciné se soit aussi bien adapté à des scénarios, des conditions de production, des acteurs et des actrices appartenant à un système alors bien rodé, cette consécration, et que, dans ces années 50 par John Stahl, tels le « *Secret magnétique* » et « *Mirage de la vie* », on écrit sur du vent, cette merveille.

Sauvegarder à la « *politique* des auteurs », Jean-Loup Bourget nous amène pourtant à constater l'unité profonde de certains thèmes, de certaines situations, une renouée par l'utilisation d'interprètes privilégiés comme George Sanders, Rock Hudson, Jane Wyman, Dorothy Malone. Et lorsqu'il situe Douglas Sirk « *entre Lang et Ophüls* », on ne peut que lui donner raison. Ses analyses conduisent tout naturellement à cette constatation. Ce qui amène d'ailleurs à réfléchir sur l'apport des cinéastes d'Europe centrale qui avaient fui le nazisme au cinéma américain.

Sirk est un cas un peu spécial dans la mesure où il a été bien mieux accepté qu'Ophüls et a, de

lui-même, quitté Hollywood juste avant la transformation irrémédiable des studios californiens. Sa troisième carrière cinématographique tient à trois courts métrages (deux adaptations de Tennessee Williams, une d'Arthur Schnitzler), réalisés entre 1973 et 1978 pour l'École des hautes études cinématographiques de Munich. Retour inattendu à la mise en scène de cinéma, mais qui couronne une démarche créatrice dans laquelle — lisons bien Jean-Loup Bourget — la part du hasard est tout de même assez mince en regard des contextes historiques et d'une entente, d'une vision du monde, propres à Douglas Sirk. Dommage que les photographies, pourtant abondantes, ne donnent pas, dans leur reproduction et leur mise en page, une idée exacte des images de ce cinéaste fascinant.

JACQUES SIGLIER.
★ Douglas Sirk, par Jean-Loup Bourget. Éditions Édiel. Collection « Cinégraphiques ». 160 pages illustrées, 110 francs.

VARIÉTÉS

LES ÉCLATS BAROQUES DE LLUIS LLACH

Lluis Llach a pris la bonne habitude de monter de sa Catalogne tous les deux ans et de chanter à Paris des chansons qui nous parlent directement parce qu'elles viennent d'un poète et d'un musicien en constante évolution, avec ses vibrations, avec une sensibilité par ailleurs profondément enracinée dans la terre catalane. Lluis Llach a le plaisir scrupuleux des mots et des sons, une grande liberté mélodique et rythmique, des émotions et des pudeurs mêlées qui aboutissent à de beaux éclats baroques.

Loup solitaire à l'écoute des sonorités nouvelles pour faire éventuellement sa propre synthèse, Lluis Llach aime l'échec, ce qu'on le voit à chaque fois, avec sa voix chaude et pleine de nuances, un ensemble de ballades, de mélodies que traversent des élan passionnés, lyriques.

Lluis Llach ne dispose cette année que d'une heure pour nous faire connaître ses nouvelles chansons, toujours solidement arrangées, et que l'on peut retrouver aussi dans un album (« *Testimo* ») publié au Chant du monde.

CLAUDE FLEOUTER.
★ Théâtre de la Ville. 18 h 30, jusqu'au 19 janvier.

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Le Père Bruckberger élu au fauteuil de Raymond Aron

L'Académie des sciences morales et politiques a élu, le 14 janvier, le Père Bruckberger au siège laissé vacant dans la section de philosophie par le décès de Raymond Aron. Ce résultat a été acquis au deuxième tour de scrutin par 19 voix contre 12 à M. Emmanuel Levinas et 10 à M. Alexandre Papadopoulos et 5 bulletins blancs sur 37 votants. Au premier tour, avaient obtenu, le Père Bruckberger 16 voix, M. Levinas 10 voix, M. Papadopoulos 5 voix, M. Goby 3 voix, et il y avait 3 bulletins blancs.

L'Académie avait, la semaine précédente, élu M. Pierre Raynaud, professeur émérite à l'Université de droit et de sciences économiques de Paris, en remplacement de M. Jean-Jacques Chevalier.

(Né le 10 avril 1907 à Murat (Cantal), le Père Raymond Léopold Bruck-

berger était entré en 1929 chez les Dominicains, au couvent de Saint-Maximin. De 1930 à 1938, il est secrétaire de la Revue thomiste. Pendant la guerre, il fait partie des corps francs et devient aumônier de la Résistance. En 1947-1948, il fonde et dirige la revue le « *Cheval de Troie* ». De 1949 à 1950, il est, au Sahara, aumônier de la Légion étrangère. De 1950 à 1958, il réside au Exil-Unit où il écrit « *Image of America* ». L'ouvrage sera traduit en dix-sept langues.

Outre ses écrits religieux (cycle christique, essais théologiques et philosophiques), il est l'auteur de plusieurs livres dont « *Tu finiras sur l'échafaud* », « *Ligne de fuite* », « *Histoire de Jésus-Christ* », et publiés de nombreuses chroniques, en particulier sur le cinéma. Car c'est au Père Bruckberger, passionné de cinéma, qu'on doit le scénario des « *Anges du péché* », de Robert Bresson, et aussi ceux de « *Dialogue des carteristes* » et de « *Tu mettras dans la tempête* », etc.)

J. S.

L'ombre du parrain à Greenwich Village

Comment Charlie, maître d'hôtel frimeur d'un restaurant de Greenwich Village, perd sa place à cause d'un cousin au troisième degré, Paulie. Comment ce mythomane, toujours en ébullition, le compromet dans le cas d'un coffre-fort contenant le magot du chef de la Mafia.

Présenté au Festival de Deauville sous le titre « *Village drama* », ce film de Stuart Rosenberg est devenu le « *Pape de Greenwich Village* ». C'est une comédie d'ambitions dérisoires et de magouilles, qui vise au drame. On y retrouve, en mineur, les meurs de la « *petite Italie* » à New-York. Le « *parade du pauvre* », en somme.

Scénario et mise en scène relèvent de la confection la plus courante. Mais les acteurs, Mickey Rourke (interprète de Coppola pour « *Rusty James* ») et Eric Roberts, le faiseur d'embrouilles irresponsables, donnent du punch à ce film mou. Géraldine Page, qui joue deux courtes scènes, immobile sur un siège, est sensationnelle.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

Haute école haute trahison

Une journaliste américaine vient à Moscou interviewer un vétéran anglais, Bennett, qui s'était fait espion au service des Russes. Un saut de cinquante ans en arrière : 1932, dans une « *publique school* » où l'on forme les élites britanniques, le jeune David Bennett perd toutes ses chances et ses ambitions pour avoir affiché une homosexualité qui devait rester cachée. Comme son condisciple Tommy Judd, frère de Marx et de Staline, il choisira le communisme et, plus tard, la trahison.

Tiré d'une pièce à succès de Julian Mitchell, « *Another Country* » met en cause la rigide éducation des hautes écoles anglaises (discipline allant jusqu'aux châtements corporels, esprit de caserne, répression de tout individualisme) qui poussent certains intellectuels à renier leur classe sociale et à se rallier à la « *patrie du socialisme* ».

Une reconstitution d'époque très soignée, très signifiante, montre les causes lointaines d'affaires d'espionnage réelles. Pour les effets, on est prié de se souvenir de « *Bury My Heart at Wounded Knee* » de M. L. et autres. Le réalisateur Mark Kamsky vient de la télévision. Cela se voit à sa manière académique de filmer, à la mise en valeur prioritaire des dialogues et de l'interprétation. Il y a une idée intéressante : la révolte idéologique est liée à une transgression des normes sexuelles. Mais ce film ne nous apprend pas si, espion et transfuge, Bennett ou non la liberté de vivre son homosexualité en URSS.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

La maîtrise de Dominique Merlet

Professeur au Conservatoire de Paris, Dominique Merlet a donné, le 14 janvier, un récital salle Caumont qui était une brillante démonstration d'un art magistral. « *L'Appassionata* » de Beethoven, jouée dans un tempo ultra-rapide, parfois effolant, le « *Carnaval* » de Schumann, bondissant et réveur, aux climats si contrastés, démoignaient avec éclat d'une maîtrise qui doit se donner en exemple.

C'est peut-être cette activité pédagogique qui dominait parfois à ces œuvres célèbres un aspect un peu trop concerté. A ces modèles d'interprétation, on pouvait préférer la liberté et la fantaisie dont Dominique Merlet faisait preuve dans une page peu connue, le « *Presto* », posthume, en sol mineur de son cher Schumann, écrit primitivement pour la « *Sonata Opus 22* », accrochant mille pensées et images à un flot impétueux et frémissant, du pur Florentin, comme l'intermède du « *Carnaval* » de Vienne, ou bien le lyrisme très tendre des « *Variations en fa mineur* » de Haydn, dont la virtuosité ingénieuse rebrousse un thème mélancolique, émuant adieu à une grande amie, ou encore les profonds miroitements d'un « *Nocturne* », de Daniel Lesur, et les dessins désinvoltes d'une « *Sonata* », de Scarlatti, avant que la « *Suggestion diabolique* », de Prokofiev, ne vienne clore ce récital par un feu d'artifice terrifiant.

JACQUES LONCHAMPT.

■ LES CÉSARS AVEC SIMONE SIGNORET. — Simone Signoret présidera la dixième cérémonie de remise des Césars (équivalent pour le cinéma français des Oscars américains) le 2 mars à l'Empire. La soirée sera retransmise par Antenne 2.

nocturnes en prix mineurs

les mardis 15, 22, 29 janvier
5 et 12 février jusqu'à 22 h 30

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES
du sam. 12 janvier
au sam. 18 février

- 10% sur tout achat de piano
- + livraison gratuite dans la région parisienne
- + 2 ans d'entretien d'accord par an en région parisienne
- + le grand livre du piano - Ed. Van Velsor ou un disque au choix dans la collection Pianissimo

17, av. Raymond Poincaré
75116 Paris - 833 30 60 - M. Tricard

RONALD ZOLLMAN dirige
STRAVINSKY - VARESE
BOULEZ - RAVEL
Ensemble InterContemporain
avec Rosemary Hardy, soprano
lundi 21 janvier - 20 h 30
Théâtre de la Ville - loc. 274.22.77.

UNE HEURE AVEC
LES SOLISTES DE L'EIC
Jean-Claude Henriot, piano
Maryvonne le Dizès - Richard, violon
MESSIAEN - SHAPEY
CARTER - RAVEL
jeudi 24 janvier - 18 h 30
Centre Georges Pompidou - grande salle

هكذا من الأصل

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 15 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Jeu** : Enigmes du bout du monde.
Préparé par J. Antoin et C. Savarit.
Myndre à Bali, en Grande-Bretagne, aux îles Maurice.
Un remake inédit de « La course autour du monde »
et du « Grand Raid ». Un jeu joué.

21 h 35 **L'odyssée** sous-marine de l'équipe Cousteau.
Le butin de Pergame sauvé des eaux.
L'équipe du commandant Cousteau à la recherche de
« trésors » - poteries, fragments de statues de marbre,
pièces de monnaie, - restes du naufrage d'un bateau
sous l'Antiquité.

22 h 55 **Tintin** art.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **La dernière séance**.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualités (1985) : Bugs Bunny ; Julien Clerc annonce
le premier film : à 22 h 30 *Tex Avery* : réclames de
l'époque ; attractions : camions du deuxième film.

20 h 55 **Premier film** : Écrit sur du vent.
Film américain de D. Sirk (1956), avec R. Hudson,
L. Bacall, R. Stack, D. Malone, R. Keith, G. Williams.
Le fils alcoolique et névrosé d'un magnat du pétrole
épouse une jeune secrétaire qui ne peut l'arracher à ses
démons. Sa sœur provoque une catastrophe. Chez Sirk
- dont c'est une des plus grandes œuvres - ce mélo-
drame devient tragédie, avec la violence des rapports
personnels et des acteurs d'exception.

22 h 55 **Journal**.

23 h 15 **Deuxième film** : Les Passagers de la nuit.
Film américain de D. Daves (1947), avec H. Bogart,
L. Bacall, B. Bennett, A. Morehead, T. d'Andrea (v.o.
suisse-française).

Un homme s'élève de prison. Il a été condamné pour le
meurtre de sa femme, qu'il n'a pas commise. Une jeune
fille qui semble le connaître l'aide à échapper à la police
et veut prouver son innocence. Atmosphère nauséabonde et
amoralisme d'un superbe film noir - d'un roman de
David Goodis. Et l'amour d'un couple mythique.

0 h 55 **Folies ordinaires** : Charles Bukowski.
Série de Barbet Schrodter.
Buk raconte sa vie de galérien.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, **Inspection Gadget** : 17 h 10, **Cycle western** : le
Brisquard, film de W. Newman ; 18 h 40, **Contes des
grands et des bois** ; 19 h, **Faust** : F. Fournier ; 19 h 5,
Atom : 19 h 15, **Journal**.

CANAL PLUS

20 h 30, **La Baugresse**, film de F. Girod ; 22 h 40, **La Femme
tataïse**, film de Y. Takabayashi ; 1 h 10, **La Justice des
hommes**, film de G. Stevens.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Pour aller dire** : les revues de poésie.
21 h 30 **Dictionnaire**, ou l'actualité de la chanson.
22 h 30 **Nuits magiques** : l'argent du 7^e art ; v.o.-f.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de la salle Pleyel à Paris) :
Sonate pour piano n° 1 en fa mineur, Sonate pour piano
n° 18 en si bémol majeur, Sonate pour piano n° 29 en si
bémol majeur, de Beethoven, par Daniel Barenboim au
piano.

20 h 30 **Les soirées de France-Musique** : feuilleton « Hugo
Wolf » : œuvres de Wolf, Debussy ; 23 h 5, **Jazz club**, en
direct du New-Morning : le Twenty Nine Street Saxo-
phone Quartet.

Mercredi 16 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **Vision plus**.

11 h 45 **La Une** chez vous.

12 h 15 **Faust** : F. Fournier ; 12 h 30, **La Justice des
hommes** : G. Stevens.

13 h 30 **La bouteille à la mer**.

13 h 40 **Journal**.

13 h 40 **Vitamine**.

13 h 40 **Info jeunes** (et à 18 h 25).

14 h 40 **Série** : Star Trek.

17 h 30 **La chance aux chansons**.

18 h 40 **Dessin animé** : Agnès et Sidonie.

18 h 5 **Le village dans les nuages**.

18 h 40 **Série** : Papa et moi.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Cocorico**.

19 h 55 **Trage du Téo-tac**.

20 h 30 **Journal**.

20 h 35 **Trage du Téo-tac**.

20 h 40 **Série** : Dallas.

Réalité entre Cliff et J.R. autour d'un puits de pétrole.
J.R. surprend une conversation compromettante entre
Sue Ellen et Peter...

21 h 25 **Série documentaire** : L'aventure spéléologique.
Explorations insolites à Hawaii, réal. G. Favre.
Les étranges cavités, grottes, passages, squelettes
dans l'archipel des îles Hawaï. Une découverte : une
chambre magmatique souterraine avec un lac de lave
solidifié, et d'énigmatiques concrétions multicolores.
Quel spectacle !

22 h 25 **Branches musicales**.
En souvenir du cinquantième anniversaire de la na-
issance d'Édith Piaf, des extraits de ses films, des
séquences d'archives...

23 h 5 **Journal**.

23 h 25 **C'est à dire**.

23 h 35 **Tyff** : à toi, raconte-moi une puce.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8 h 45 **Télévision du matin**.

8 h 30 **Faust** : F. Fournier ; 8 h 40, **La Justice des
hommes** : G. Stevens.

10 h 30 **ANTOPE**.

12 h **Journal** et météo.

12 h 10 **Jeu** : L'académie des neuf.

12 h 45 **Journal**.

13 h 30 **Faust** : F. Fournier ; 13 h 40, **La Justice des
hommes** : G. Stevens.

13 h 45 **Dessins animés**.

14 h 15 **Récré** à 2.

14 h 50 **Micro-Kid**.

17 h 25 **Les carnets de l'aventure**.
Temple sur le cap Horn.

18 h 45 **Platine 45**.

18 h 30 **C'est la vie**.

18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Le théâtre de Bouvard**.

20 h **Journal**.

20 h 15 **Édition spéciale** : M. François Mitterrand.
Le président de la République, à mi-septennat, dresse un
bilan des affaires politiques, économiques et sociales.

21 h 15 **Téléfilm** : Les enquêtes du commissaire
Maigret.
Le client du samedi, de Simonon, réal. P. Bureau, avec
J. Richard, J. Duby, M. Chevalier.
Le commissaire enquête sur un petit homme timide.
Autour d'un crime aux passages des Abbesses.

22 h **Magazine** : Molière.
« Le Fausseur des villes » : un vagabond le transisteur à
l'épave : « Les Gogos » : appels aussi pigeons, naffs ;
« Cinq francs la dante » : airs de tangos et de pas-
odobles ; « FILM vidéo » : la télévision convulsive ; « Les
enfants du rock » : les enfants chanteurs.

23 h 10 **Journal**.

23 h 35 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**.
Programmes autonomes des douze régions.

LES FILMS NOUVEAUX

ANOTHER COUNTRY, film bruno-
sque de Marisa Kaniyeva, V.o.
Gammont-Hélès, 1^{re} (297-49-70) ; UGC
Opéra, 2^e (274-95-50) ; Richelieu, 3^e
(233-56-70) ; Bériz, 4^e (742-60-33) ;
Séoul, 5^e (692-63-20) ; UGC Odéon, 6^e
(225-10-30) ; Colisée, 7^e (359-29-46) ; Bériz, 8^e
(562-20-40) ; UGC Boulevard, 9^e (574-95-40) ;
14-Juillet-Bastille, 10^e (357-90-41) ;
Albâtre, 11^e (357-90-41) ; UGC Ga-
lérie, 12^e (580-18-03) ; UGC Gobe-
lin, 13^e (336-23-44) ; Mistinguo, 14^e (539-
25-43) ; Miramar, 15^e (320-99-52) ;
Gammont-Convection, 16^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 17^e (574-95-40) ;
Calyon, 18^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 19^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 20^e (574-95-40) ;
Calyon, 21^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 22^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 23^e (574-95-40) ;
Calyon, 24^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 25^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 26^e (574-95-40) ;
Calyon, 27^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 28^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 29^e (574-95-40) ;
Calyon, 30^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 31^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 32^e (574-95-40) ;
Calyon, 33^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 34^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 35^e (574-95-40) ;
Calyon, 36^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 37^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 38^e (574-95-40) ;
Calyon, 39^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 40^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 41^e (574-95-40) ;
Calyon, 42^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 43^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 44^e (574-95-40) ;
Calyon, 45^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 46^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 47^e (574-95-40) ;
Calyon, 48^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 49^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 50^e (574-95-40) ;
Calyon, 51^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 52^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 53^e (574-95-40) ;
Calyon, 54^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 55^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 56^e (574-95-40) ;
Calyon, 57^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 58^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 59^e (574-95-40) ;
Calyon, 60^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 61^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 62^e (574-95-40) ;
Calyon, 63^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 64^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 65^e (574-95-40) ;
Calyon, 66^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 67^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 68^e (574-95-40) ;
Calyon, 69^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 70^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 71^e (574-95-40) ;
Calyon, 72^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 73^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 74^e (574-95-40) ;
Calyon, 75^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 76^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 77^e (574-95-40) ;
Calyon, 78^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 79^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 80^e (574-95-40) ;
Calyon, 81^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 82^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 83^e (574-95-40) ;
Calyon, 84^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 85^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 86^e (574-95-40) ;
Calyon, 87^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 88^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 89^e (574-95-40) ;
Calyon, 90^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 91^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 92^e (574-95-40) ;
Calyon, 93^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 94^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 95^e (574-95-40) ;
Calyon, 96^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 97^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 98^e (574-95-40) ;
Calyon, 99^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 100^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 101^e (574-95-40) ;
Calyon, 102^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 103^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 104^e (574-95-40) ;
Calyon, 105^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 106^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 107^e (574-95-40) ;
Calyon, 108^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 109^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 110^e (574-95-40) ;
Calyon, 111^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 112^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 113^e (574-95-40) ;
Calyon, 114^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 115^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 116^e (574-95-40) ;
Calyon, 117^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 118^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 119^e (574-95-40) ;
Calyon, 120^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 121^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 122^e (574-95-40) ;
Calyon, 123^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 124^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 125^e (574-95-40) ;
Calyon, 126^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 127^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 128^e (574-95-40) ;
Calyon, 129^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 130^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 131^e (574-95-40) ;
Calyon, 132^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 133^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 134^e (574-95-40) ;
Calyon, 135^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 136^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 137^e (574-95-40) ;
Calyon, 138^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 139^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 140^e (574-95-40) ;
Calyon, 141^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 142^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 143^e (574-95-40) ;
Calyon, 144^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 145^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 146^e (574-95-40) ;
Calyon, 147^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 148^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 149^e (574-95-40) ;
Calyon, 150^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 151^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 152^e (574-95-40) ;
Calyon, 153^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 154^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 155^e (574-95-40) ;
Calyon, 156^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 157^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 158^e (574-95-40) ;
Calyon, 159^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 160^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 161^e (574-95-40) ;
Calyon, 162^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 163^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 164^e (574-95-40) ;
Calyon, 165^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 166^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 167^e (574-95-40) ;
Calyon, 168^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 169^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 170^e (574-95-40) ;
Calyon, 171^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 172^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 173^e (574-95-40) ;
Calyon, 174^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 175^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 176^e (574-95-40) ;
Calyon, 177^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 178^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 179^e (574-95-40) ;
Calyon, 180^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 181^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 182^e (574-95-40) ;
Calyon, 183^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 184^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 185^e (574-95-40) ;
Calyon, 186^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 187^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 188^e (574-95-40) ;
Calyon, 189^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 190^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 191^e (574-95-40) ;
Calyon, 192^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 193^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 194^e (574-95-40) ;
Calyon, 195^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 196^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 197^e (574-95-40) ;
Calyon, 198^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 199^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 200^e (574-95-40) ;
Calyon, 201^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 202^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 203^e (574-95-40) ;
Calyon, 204^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 205^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 206^e (574-95-40) ;
Calyon, 207^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 208^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 209^e (574-95-40) ;
Calyon, 210^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 211^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 212^e (574-95-40) ;
Calyon, 213^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 214^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 215^e (574-95-40) ;
Calyon, 216^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 217^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 218^e (574-95-40) ;
Calyon, 219^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 220^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 221^e (574-95-40) ;
Calyon, 222^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 223^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 224^e (574-95-40) ;
Calyon, 225^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 226^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 227^e (574-95-40) ;
Calyon, 228^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 229^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 230^e (574-95-40) ;
Calyon, 231^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 232^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 233^e (574-95-40) ;
Calyon, 234^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 235^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 236^e (574-95-40) ;
Calyon, 237^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 238^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 239^e (574-95-40) ;
Calyon, 240^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 241^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 242^e (574-95-40) ;
Calyon, 243^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 244^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 245^e (574-95-40) ;
Calyon, 246^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 247^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 248^e (574-95-40) ;
Calyon, 249^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 250^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 251^e (574-95-40) ;
Calyon, 252^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 253^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 254^e (574-95-40) ;
Calyon, 255^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 256^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 257^e (574-95-40) ;
Calyon, 258^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 259^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 260^e (574-95-40) ;
Calyon, 261^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 262^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 263^e (574-95-40) ;
Calyon, 264^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 265^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 266^e (574-95-40) ;
Calyon, 267^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 268^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 269^e (574-95-40) ;
Calyon, 270^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 271^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 272^e (574-95-40) ;
Calyon, 273^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 274^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 275^e (574-95-40) ;
Calyon, 276^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 277^e (225-42-27) ;
14-Juillet-Bastille, 278^e (574-95-40) ;
Calyon, 279^e (651-99-75) ;
Gammont-Convection, 280^e (225-42-

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

M. Laurent Fabius confie une mission de trois mois à M. Jean-Denis Bredin

Dans une lettre rendue publique le 14 janvier, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a chargé M. Jean-Denis Bredin de réfléchir « sur l'opportunité et la possibilité en France d'élargir rapidement les divers moyens de diffusion des programmes de télévision ».

M. Bredin devrait faire connaître ses propositions dans les trois mois pour permettre aux pouvoirs publics de prendre des décisions.

Dans cette lettre, M. Fabius précise notamment : « Je vous demande d'examiner quelles conditions techniques, culturelles, financières, juridiques devraient être réunies compte tenu des objectifs déjà définis par les pouvoirs publics en matière de satellite et de câble. Il importe particulièrement de déterminer quelles pourraient être les conséquences possibles de ces évolutions pour le développement de l'industrie française des programmes et pour le respect des grands équilibres économiques de notre système de communication ».

Le chef de l'Etat et le gouvernement ont donc pas cédé à la précipitation et aux campagnes bien orchestrées par certains groupes de pression. Avec la mission de M. Bredin, ils se sont donné le temps d'une réflexion sur les conséquences d'une libéralisation de la télévision hertzienne. Comme il l'a déjà confié au ministre de la culture et au secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication (le Monde du 9 janvier), M. François Mitterrand reste persuadé de la nécessité politique d'une ouverture mais estime qu'elle ne doit pas perturber la politique menée depuis 1982 en matière de communication. Si la question est évoquée le 16 janvier lors de son entretien à Antenne 2, le président de la République reprendra sans doute cette argumentation sans anticiper sur les conclusions de la mission.

La personnalité de M. Bredin va également rassurer les professionnels de l'audiovisuel et du cinéma comme tous les responsables soucieux des grands équilibres économiques de la communication. Ancien président des radicaux de gauche, juriste confirmé, M. Jean-Denis Bredin connaît bien ce secteur : il a été chargé en 1981 par M. Jack Lang d'une mission de réflexion sur le cinéma qui a préfiguré les grandes lignes de la réforme de 1982. En 1983, il a mené à bien une autre mission sur l'enseignement du cinéma et de l'audiovisuel. Homme de mesure et esprit indépendant, il a su gagner

alors l'estime des professionnels de la communication.

Le débat sur la télévision privée, où se mêlent allègrement exigences politiques à court terme et enjeux économiques et culturels à long terme, risque de demander beaucoup de sang-froid à M. Bredin. D'autant que les termes du débat évoluent rapidement. La multiplication des candidatures face à la limitation des ressources en fréquences rend déjà toute solution délicate. De plus, les projets de télévisions privées émanent de secteurs très divers (groupes de cinéma ou de communication, publicitaires, municipalités, presse régionale, associations, radios locales) aux intérêts contradictoires, qu'on ne pourra pas « marier » aussi facilement que pour les attributions de fréquences radio.

Enfin et surtout, le débat a changé de nature avec l'intervention de M. Robert Hersant. Les spéculations vont bon train sur la création de TVE et les mystères de son montage financier. S'agit-il d'une pure provocation politique ou bien M. Hersant s'est-il trouvé des partenaires français et étrangers assez puissants pour prendre date pour 1986 ? Si le patron du plus puissant groupe de presse français se lance vraiment dans une opération de taille européenne, les pouvoirs publics devront trouver une réplique qui dépasse de loin le problème des télévisions locales.

Dans les prochaines semaines, discussions et polémiques risquent bien de se déplacer du terrain politique à celui des grandes manœuvres entre groupes de communication. M. André Ronselet, président d'Havas et de Canal plus, s'inquiète déjà du sort de sa chaîne payante et compte renégocier certains aspects de son cahier des charges. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion ne cache pas qu'elle veut sa part du marché qui se libère, quitte à abandonner le satellite TDF 1.

M. Jacques Pomont, chargé de la mise en place de l'opération TDF 1, multiplie ces jours-ci les contacts internationaux.

Le débat sur les télévisions privées apparaît aujourd'hui comme le prélude à une grande redistribution des cartes, doublée d'une course contre la montre. Que pèsent, face à cela, les initiatives naïves comme celle d'Antenne 1, qui, pionnier de la télévision pirate, émet à nouveau sur Paris pour défendre son droit à une « expression libre » ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

QUI A PEUR DE CORONET ?

L'agence Publicis vient d'annoncer le plus tranquillement du monde qu'elle assurait désormais la publicité du satellite Coronet. Pourquoi rassurer ce projet de l'homme d'affaires américain Clay Whitehead, vigoureusement combattu par le gouvernement français parce qu'il se proposait d'arroser l'Europe avec seize chaînes de télévision en empruntant les fréquences luxembourgeoises ? S'agit-il pour Publicis de trouver des actionnaires français pour renforcer un capital où ne figurent pour le moment que la chaîne américaine Home Box Office et le groupe suédois Bler ? Un mystérieux investisseur franco-suisse, à capitaux majoritairement français, ne vient-il pas d'entrer à hauteur de 10 % dans le capital de Coronet. Cette annonce prépare-t-elle un revirement politique du Luxembourg, inquiet de l'évolution de la situation audiovisuelle en France ? Ou bien l'agence veut-elle seulement démontrer que tous les publicitaires français n'ont pas les yeux rivés sur les télévisions locales ?

Le plus probable est que les dirigeants du projet Coronet ont jugé le moment opportun pour réaffirmer leurs intentions. Ils n'ont pas tort. Il y a six mois, le satellite « Coca Cola », comme le surnomment alors le ministre des PTT, passait pour l'instrument de la désintégration brutale, l'ennemi direct du satellite français TDF 1, la tête de pont américaine menaçant la culture européenne. Aujourd'hui, c'est le gouvernement français lui-même qui dérange, met en danger son propre satellite et risque d'ouvrir la porte aux programmes américains s'il se prononce clairement pour la création de télévisions locales privées.

Il n'en faut pas plus pour que le projet Coronet change complètement de sens. Alors que l'on polémiquait sur l'existence de trois fréquences hertziennes sur Paris, Coronet nous rappelle que le seul marché viable pour la télévision est aujourd'hui européen et que, en s'efforçant de passer en termes strictement politiques les problèmes de la communication, la France s'approprie bel et bien la part de l'Europe industrielle et culturelle de cette fin de siècle.

J.-F. L.

La liberté « à l'italienne »

De notre correspondant

Rome. — Les deux récentes mises sous séquestre par la justice des émetteurs de télévision privée, les décrets pris à la hâte par le gouvernement italien pour permettre la reprise des émissions et le projet que tente de mettre au point le Parlement italien de la confusion à laquelle ont conduit huit années de laisser-faire et des effets déléatoires d'une absence de législation en matière de télévision privée depuis qu'en 1976 un arrêt de la Cour constitutionnelle a mis fin au monopole de la RAI.

Après une période « pionnière » au cours de laquelle les télévisions privées se sont multipliées (en 1979, on en comptait plus de mille deux cents mais elles n'étaient plus qu'environ quatre cents quatre ans plus tard), on en est arrivé, à l'automne 1984, à la situation paradoxale suivante : un monopole de droit, celui de la RAI, depuis des années aux mains de l'Etat qui des parts de l'Etat que des parts de l'Etat, un monopole de fait de télévisions privées, constitué par le groupe Berlusconi, qui, avec ses trois chaînes, contrôle pratiquement 70 % de l'audience du secteur non public, talonnant la première chaîne de la RAI (35,2 % d'écoute).

An-delà des vicissitudes d'une législation, toujours retardée, et de l'immobilisme d'un pouvoir paralysé par le jeu des lobbies, relevant d'une analyse de l'oligarchie politique dans laquelle les grandes questions de fond (loi du marché et pluralisme, mission de service public de la télévision) voient, en fait, des intérêts bien compris (dont le plus clair est la volonté des partis de maintenir un monopole d'Etat démembré, asservi à leurs manœuvres), se posent des problèmes plus concrets qui sont au centre d'une réflexion sur les télévisions privées. L'exemple italien est, de ce point de vue, symptomatique de l'impact du phénomène, tant sur le plan économique que culturel.

Plus de 50 000 emplois créés

L'apparition des télévisions privées a, tout d'abord, entraîné une croissance économique non négligeable. En quelques années, télévisions et radios privées ont permis de créer plus de 50 000 emplois, estimés à la Fédération unitaire des travailleurs du spectacle. Beaucoup de ces emplois sont cependant instables et bon nombre entrent dans la catégorie du « travail noir », comme en témoignent, jusqu'à il y a deux mois, l'absence de convention collective.

Les télévisions ont surtout contribué à ouvrir un nouveau marché à la publicité, accélérant ainsi le développement du secteur tertiaire (services). Jusqu'à la fin des années 70, les investissements publicitaires en Italie avaient été nettement inférieurs à la moyenne de ceux des autres pays industrialisés : de 0,30 % du produit intérieur brut en 1976, ils sont passés à 0,60 % en 1984. En ce qui concerne le nombre des entreprises

qui ont recours à la publicité télévisée, on s'aperçoit qu'il y a huit ans trois cents sociétés avaient accès à l'unique marché offert par la RAI, alors qu'aujourd'hui le groupe Berlusconi en attire, à lui seul, plus de mille cinq cents.

Globalement, les investissements publicitaires s'élevaient en 1984 à 3 000 milliards de lire (3 800 milliards sans préavis en 1985), dont 1 000 milliards (soit une augmentation de 37 % par rapport à 1983) vont aux télévisions privées à diffusion nationale (1). 430 milliards vont à la RAI et 150 milliards aux chaînes privées locales. 47 % des investissements publicitaires sont désormais dirigés sur la télévision. Mais le fait important est que, globalement, les investissements ont considérablement augmenté, ce dont bénéficient les autres médias.

L'apparition des télévisions privées a, certes, profondément modifié les équilibres antérieurs dans la répartition des investissements publicitaires : en 1976, les journaux (quotidiens et hebdomadaires) bénéficiaient de 64,5 % des budgets publicitaires ; en 1984, leur part n'était plus que de 43,3 %. Sur le plan financier, les recettes publicitaires de la presse quotidienne sont passées de 509 milliards en 1981 à 744 milliards en 1984 mais, compte tenu de l'inflation, elles ont légèrement régressé (-1,2 %). Plus gravement, l'espace publicitaire a diminué de 14 %. Afin de maintenir leur taux de couverture des dépenses par les recettes de publicité, les journaux ont dû augmenter leurs tarifs, paradoxalement, au cours d'années où ils connaissent une augmentation de leur tirage : d'un total quotidien de cinq millions d'exemplaires en 1978, ils sont, en effet, passés en 1984 à six millions, soit une augmentation de 30 %. Ce phénomène donne à penser que la télévision privée n'a pas entamé l'intérêt pour les journaux mais aurait plutôt contribué à le stimuler. Selon M. Giovannini, président de la Fédération italienne des éditeurs de journaux, « la presse écrite n'a pas perdu de terrain en raison de la concurrence des télévisions privées, au contraire elle en a gagné ».

Vers la saturation

En fait, une fois passée la grande vague des télévisions privées qui a salutairement secoué le marché publicitaire, les annonceurs commencent à se demander si l'on n'a pas atteint une situation limite : plusieurs enquêtes, par exemple, tendent à montrer une saturation de l'audience de la publicité télévisée. En outre, un sondage de la Marketing TV Service, sur l'attention des téléspectateurs aux spots publicitaires a montré que les deux chaînes de la RAI se comportaient désormais à certaines heures de forte écoute de la même manière que leurs concurrentes du privé, « matraquant » le public de messages publicitaires (jusqu'à 20 %

des programmes entre 17 et 20 heures) ; pour être certes plus discrètes le reste de la journée afin de ne pas dépasser le plafond (5 % du total des programmes) de publicité que leur accorde la loi.

On assiste, d'ailleurs, à une guerre ouverte à coups de rabais de tarifs de publicité entre télévision publique et privée, la première essayant par tous les moyens d'atténuer le seul avantage de publicité accordé par la loi (543 milliards de lire). Pour certains, la RAI est en train de « casser le marché », brulant les limites de rejet des messages.

Les dirigeants des télévisions privées font valoir qu'ils se trouvent en situation de concurrence « imparfaite » avec la RAI, celle-ci disposant outre des recettes publicitaires des redevances et d'une aide de l'Etat. Une telle situation les oblige à concentrer leurs efforts pour atteindre une dimension industrielle (phénomène Berlusconi), mais aussi à privilégier les programmes populaires à fort taux d'écoute, au détriment d'autres de meilleure qualité. Afin de rendre acceptable la publicité, le groupe Berlusconi a décidé de limiter les spots à 14 % de ses émissions à partir du 1^{er} mars.

La polémique s'étend, en fait, aussi aux programmes : la RAI accorde désormais plus de place aux divertissements qu'à la culture. La concurrence des télévisions a incontestablement stimulé ses programmes, la contraignant à se défaire d'un moralisme et d'un souci pédagogique d'Etat pour le moins pesante. Mais cette concurrence de plus en plus exacerbée a aussi conduit à une homogénéisation des programmes de télévision privée et publique : émissions de variétés, films essentiellement étrangers et jeux.

Une opinion publique très favorable

Le Parti communiste italien dénonce ces effets « pervers » en soulignant l'importance excessive prise par la publicité devenue l'arbitre des programmes. L'une des conséquences les plus graves a été, aux yeux des communistes, la réduction de la production nationale de films et de téléfilms. D'une manière générale, le cinéma italien a été gravement touché par la vague des télévisions privées : en moyenne, l'ensemble des chaînes privées qui diffusent un million de films et de téléfilms sur la totalité du territoire national, dont la majorité est d'origine étrangère, américaine en particulier.

Les responsables du groupe Berlusconi font valoir, contre ceux qui critiquent la concentration des chaînes, que seule une dimension industrielle permet aux télévisions privées d'avoir leur propre production : Canale 5, par exemple, la principale chaîne du groupe, produit depuis 1983 plus de 35 % des programmes.

La prochaine étape que voudraient franchir les télévisions privées, et en particulier le groupe Berlusconi, est le droit de diffuser des informations au niveau national. Ni la Fédération des éditeurs de journaux ni les communistes ne s'y opposent, mais à condition que soient fixées des « règles de jeu ». Or celles-ci sont strictes pour la presse écrite (en matière de transparence du capital, de concentration de titres, etc.). Le PCI et les syndicats demandent que des dispositions analogues soient décidées en matière de télévision privée.

Un dernier élément à prendre en compte est l'opinion du public. Lorsque les chaînes privées furent empêchées d'émettre, l'Italie fut en deuil. Un sondage réalisé en novembre 1984 à la demande du groupe Berlusconi apportait des réponses quasi massives : 88 % des personnes interrogées étaient favorables à la diffusion nationale des émissions de télévision privée ; 92,8 % étaient également favorables à l'autorisation d'émissions en direct, et le même pourcentage préférait absorber de la publicité plutôt que de voir disparaître les télévisions privées. C'est à cet ensemble de questions que le nouveau projet de loi à l'étude devra apporter une réponse avant quatre mois, date d'expiration du décret qui a permis, début décembre, la reprise des émissions des télévisions privées.

PHILIPPE PONS.

(1) Aux termes de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, les télévisions privées ne peuvent diffuser leurs émissions en direct sur l'ensemble du territoire. Ce principe a été tenté par les principales chaînes, qui diffusent simultanément dans toute l'Italie des émissions pré-établies. Un état de fait qui a conduit le décret du 3 décembre permettant aux chaînes du groupe Berlusconi de reprendre leurs émissions. Ce texte distingue, en effet, trois niveaux d'émissions : la RAI, les réseaux privés (nationaux) et les télévisions locales.

M. Philippe Tesson : M. Robert Hersant a le champ libre

Dans l'édition du Quotidien de Paris du mardi 15 janvier, M. Philippe Tesson écrit notamment : « Hersant par-ci, Hersant par-là, il n'y en a plus que pour lui. Hersant, ou comment d'un repoussoir on fait un héros ».

« Tout a commencé avec les journalistes. Les journalistes aiment bien qu'on leur fasse peur. Hersant l'a compris dès les premiers jours. En conséquence, il a agi de telle sorte qu'il devienne leur cible privilégiée. C'était au temps où les sociétés de rédacteurs croyaient qu'elles allaient refaire les journaux. Quelques coups de main suffisamment cyniques permirent à Hersant de se mettre à dos la conscience de la presse. Les premiers contours de l'abominable se dessinaient. La-dessus le genre arriva au pouvoir. Ce fut la curée (...).

« Le mariage de la bête et de la méchanceté socialistes accoucha d'une loi scélérate, dont même à gauche on entendit dire qu'elle était liberticide. En quelques mois, on avait fait d'un type assez suspect à la morale bourgeoise un véritable héros, on l'avait blanchi, comme on lave la fausse monnaie ».

Faisant allusion au récent déjeuner organisé au Figaro avec plusieurs leaders de l'opposition, M. Tesson ajoute : « On dit même que c'est au cours de ce festin qu'il a défini leur stratégie commune pour les mois à venir. Suprême consécration politique pour un homme dont le destin social, politique et professionnel était encore approximatif il y a quelques mois ».

« Immunité, restauré, consacré, fort de ce fantastique concours de circonstances et d'alliances, Robert Hersant a devenu lui le champ libre ».

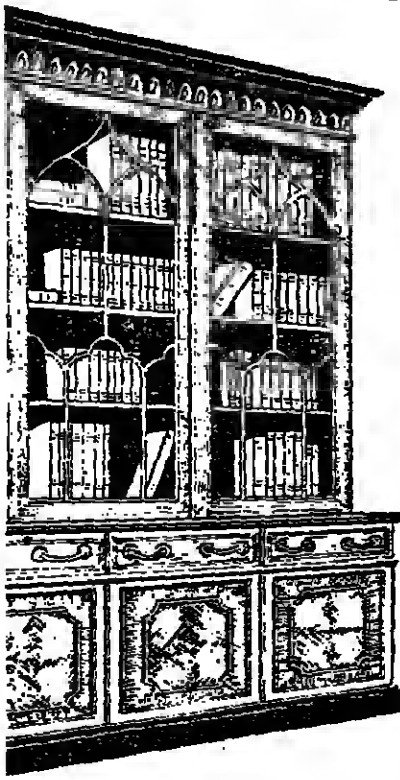
89 FM à Paris

du lundi au vendredi à 12 h 55

Philippe Boucher

SOLDÉS

EXCEPTIONNEL: SOLDÉS ET REMISES JUSQU'AU 31 JANVIER 85



De nombreux modèles d'exposition sont soldés à des prix surprenants, voici quelques exemples :

Bergère, recouvert velours.....	4530F 2990 F
Salon : canapé 3 places, 2 fauteuils, imprimé	14770F 8900 F
Salle à manger : table rectangulaire, 4 chaises et 2 fauteuils, acajou ou if	42580F 8900 F
Bibliothèque 4 portes avec niche, acajou ou if	42880F 8990 F
Bibus, acajou ou if	1950F 1390 F
Table gigogne, acajou	1650F 1290 F
Bureau à caissons, acajou	5740F 4500 F
Tête de lit avec 2 chevet, acajou ou if	8410F 6490 F

En plus : sur articles non soldés : remises importantes sur meubles Anglais y compris rayon antiquité et meubles américains, signalés par des points de couleur apposés sur étiquettes. Stocks limités. et aussi, vous profiterez de prix exceptionnels sur la sélection de modèles exposés au Salon des Professionnels du Meuble de Paris.

MAPLE
Très Britannique

Paris : 5, rue Boudreau (face R.E.R. Auber) 75009 - Tél. 742.53.32 - Créteil : Centre Commercial Créteil-Soleil - Tél. 898.03.23

Patro
d'agen
Toulou

OFFRES D'EMPLOI	La ligne*	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	90,00	106,74
IMMOBILIER	27,00	32,02
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	80,00	96,00
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

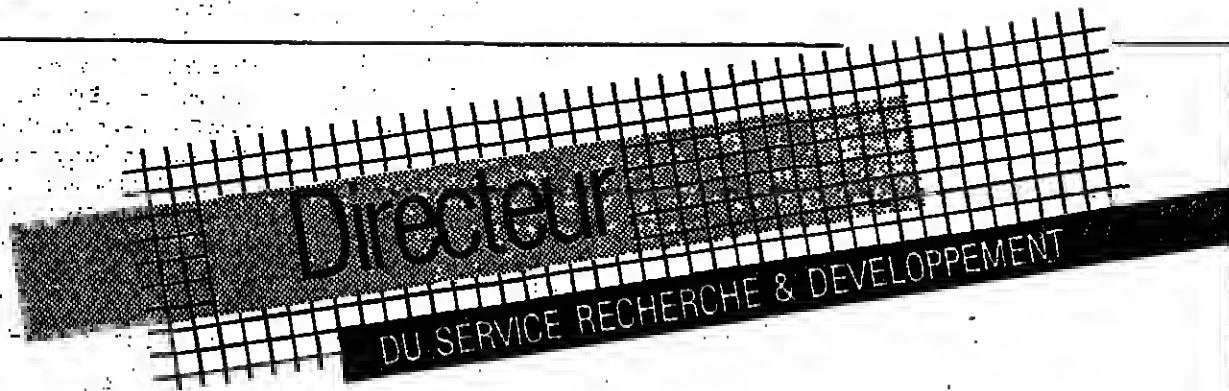
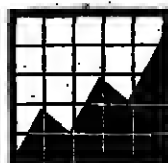
ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La mm/col*	La mm/col TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Le Groupe André fabrique 30.000 paires de chaussures par jour dans 12 usines qui emploient 1800 personnes. Nous avons déjà mis en place la C.A.O. Aujourd'hui, il s'agit d'allier pour imaginer et développer les systèmes qui transformeront une industrie de main d'œuvre en industrie automatisée.

Nous créons le poste de Directeur Technique du Service Recherche et Développement.

Rattaché au Vice-Président du Groupe, à qui il rapporte, il prospectera par le monde ce qui existe en matière de technologies nouvelles (C.A.O., C.F.A.O., informatique de gestion, robotique, etc.). Il adaptera ensuite et mettra en place les systèmes les plus opérationnels.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé d'une grande école d'ingénieurs, âgé de 30 à 40 ans et justifiant d'une expérience similaire en entreprise. Imaginatif et rigoureux, il doit être capable de mener à terme les projets entrepris.

Rémunération motivante, évolution de carrière intéressante pour une forte personnalité. Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo, à : Groupe Chaussures André, 98 rue de l'Indre, 75040 Paris Cedex 19, à l'attention du Vice-Président, qui vous garantira une discrétion totale.

ANDRIE

LANGUEDOC ROUSSILLON

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INNOVATION ET DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE crée le poste de DIRECTION GENERALE

Formation Grandes Ecoles d'ingénieurs avec quelques années de pratique opérationnelle en entreprise. 30 - 40 ans.

Les technologies nouvelles existent, même en France, mais surtout au stade des études dans les laboratoires universitaires ou des grandes écoles.

Notre mission est de donner un nouvel essor à notre région.

Nous devons persuader les entreprises régionales de toute nature, que leur modernisation est un impératif catégorique. La personne chargée de cette tâche devra posséder la compétence qui lui permette de dialoguer avec les cher-

cheurs, mais aussi la capacité de mettre à la portée des entreprises petites et moyennes, les techniques nouvelles qui correspondent à leurs besoins et à leurs possibilités. Tâche ardue mais passionnante.

Réclamant de l'imagination, de la méthode, des compétences variées, du courage, de la persévérance et une pratique acquise sur le tas.

Rémunération motivante dans une société de droit privé qui, d'abord assistée par des fonds publics, devra très rapidement trouver sa propre rentabilité.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV détaillé à : Pierre JALLATTE, Président de la S.O.R.T.E. Buzignargues, 34160 Castries.

Patron d'agence à Toulouse

Nous sommes la filiale spécialisée dans la communication de recrutement de Publicis Conseil, notre développement régional nous permet d'apporter à nos clients une aide significative en matière de conception, de mise en œuvre de leur communication de recrutement externe et interne. A Toulouse, le futur Patron de l'agence sera, soit déjà un professionnel de ce domaine, soit un diplômé de l'enseignement supérieur disposant d'une première expérience commerciale acquise de préférence en communication d'entreprise. Il pourra compter pour la gestion et le développement de son centre de profits, sur l'appui et les compétences de chacun d'entre nous. Ses qualités d'imagination et de rigueur, d'intuitivité et d'organisation, d'autorité et de chaleur humaine, seront d'excellents atouts pour bien démarrer et réussir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7338, à : Média-System, Serge Perez, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02.

média-system

AUDE / Limoux

Une Scop en Sarl fonctionnant en atelier protégé (18 Agents) spécialisée en élevage et conserverie de volailles recherche

son Directeur d'exploitation

Il assure seul la bonne marche de l'établissement, gère son budget et commercialise ses produits. De formation hôtelière, agricole ou conservière, c'est un animateur qui dynamisera notre expansion. Adresser dossier complet sous réf. R-415 à META Recrutement - 20 bis, rue du Grand Saint Jean - 34000 MONTPELLIER.

META conseil
BORDEAUX - ROUEN
LYON - MONTPELLIER
PARIS

LE CRÉDIT MUTUEL

Les Uns, les Autres
Fédération Auvergne-Bourbonnais

DIRECTEURS DE CAISSES LOCALES

- Outre vos diplômes professionnels vous avez acquis une connaissance parfaite des techniques bancaires, administratives et comptables par une expérience réussie dans la banque.
- Vos qualités de rigueur intellectuelle et morale sont reconnues et vous possédez cette aptitude à communiquer, à entraîner et à animer une équipe.
- Vous souhaitez maintenant participer activement au développement d'une œuvre dans une structure dynamique en pleine expansion où efficacité et compétence sont les garants de votre évolution future.

Reconnaissez-vous.

Adresser C.V. + lettre man. + photo au CRÉDIT MUTUEL, 67, boulevard Lafayette, 63000 CLERMONT-FERRAND.

BANQUE REGIONALE
dynamique et performante
région RHÔNE-ALPES

DIRECTEUR D'AGENCE
pour recruter son équipe d'exploitants.

MISSION :

- organiser son unité dans une optique de performance commerciale et de rentabilité.
- diriger et animer son fonds de commerce par son action sur le terrain.
- décider, en accord avec la hiérarchie de la mise en place de crédits à sa clientèle.

PROFIL :

- 30 ans minimum.
- diplôme universitaire supérieur, ou autodidacte.
- bon banquier.
- CLASSE V ou VI
- tempérament ouvert.
- humeur d'action.

La réussite dans le poste ouvrira, à terme, des perspectives de développement de carrière dans le réseau ou au Siège.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à : B.R.A., 455 M 3 OCBF, 66 rue de la Chauvee d'Antin 75009 Paris.

Association Nat. de Tourisme Social recherche
DIRECTEUR (trice) D'EQUIPEMENT

pour Savoie, exp. Indispensable. Env. C.V. + photo à F.A.L.A.J., Service du Personnel, 6, rue Meunier, 76116 Paris.

1 DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Entreprise vente au détail C.A. 500 millions. Effectif 500 personnes. Entre a/réf. 8.079 à P. LICHOU S.A. S.P. 220 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ville banlieue Sud - 40 000 hab. recherche pour la direction de son centre de Lodi :

1 ANIMATEUR 1^{re} CLASSE

Niveau D.E.A. ou équivalent. Exp. de direction soumise à l'Etat. 8808 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

emploi International
(et départements d'Outre Mer)

THE AIRPORTS AUTHORITY OF TRINIDAD AND TOBAGO IS SEEKING THE SERVICES OF A RADAR CONSULTANT

To assist in the installation of the air traffic control radar systems in Trinidad and Tobago for period of two and a half (2 1/2) years.

The position is for an independent consultant (without manufacturer bias) on aviation radar PSR and SSR, etc.

FUNCTION OF CONSULTANT

The consultant shall be required on a full time basis for the review of technical specifications to ensure that all technical aspects of system performance are covered and that the specifications accurately reflect the requirements of the government of Trinidad and Tobago.

Also, to ensure that adequate provisions are made for acquisition of appropriate technology, proper installation and ongoing operations of the system.

Further details of the scope of the consultancy shall be supplied on request to applicants with appropriate backgrounds.

REQUIREMENTS OF THE CONSULTANT

The consultant must have extensive relevant technical and appropriate academic qualifications in the field of ATC radar and electronics. Organizational support from a reputable consulting company will be an asset.

- The consultant must also be able to communicate in English.
- Full curricula vitae, fee proposals and details of organizational support should be included.
- Applications should be directed to :
Manager, Personal and Industrial Relations
Airports Authority of Trinidad and Tobago
Airports administration centre
Caroni North Bank Road
Piarco
TRINIDAD.
- The closing date of receipt of application is January 31, 1985.
- For further information, please contact the Trinidad and Tobago high commission, 42 Belgrave Square, LONDON SW1. (Tel : 01-245-9351.)

AFRIQUE
FRANCOPHONE

SOCIÉTÉ IMPORTANTE
recherche pour
UN POSTE PERMANENT

INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

qui devra assurer :

- la réorganisation et le contrôle du service informatique de la société.
- Diplôme supérieur MIAGE ou au moins équivalent.
- Le candidat devra avoir une expérience approfondie en informatique, gestion et comptabilité.

Adress. C.V., photo et prét., à : 35747 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmet.

هكذا من الأصل

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Die Abteilung Kreditmanagement der Finanzdirektion ist für die Einräumung und Betreuung von Warentkrediten an unsere Kunden im In- und Ausland verantwortlich. Das Kreditvolumen beläuft sich auf mehr als DM 600 Millionen.

Für diesen Bereich in unserer Hauptverwaltung in Wuppertal suchen wir einen:

Kreditmanager

Nach gründlicher Einarbeitung möchten wir Ihnen die weitgehend selbstständige Betreuung von Kunden bes-

timmten Länder (u.a. Frankreich) übertragen. Diese Tätigkeit schließt auch die Beratung unserer Kunden in Finanz- und betriebswirtschaftlichen Fragen ein.

Es wäre vorteilhaft, wenn Sie ein entsprechendes Studium an einer Universität oder Handelshochschule absolviert hätten. Wir könnten uns jedoch auch einen erfahrenen Bankkaufmann mit Praxis im Kreditgeschäft vorstellen.

Die Position erfordert Kontaktfähigkeit, Verhandlungsgeschick und sicheres Urteilsvermögen. Gute aktive Kenntnisse der deutschen und französischen Sprache setzen wir voraus. Ausgezeichnete Kenntnisse der englischen Sprache sind erwünscht.

Sie finden bei uns ein interessantes, vielseitiges und entwicklungsreiches Tätigkeitsfeld sowie ein angenehmes, kollegiales Arbeitsklima vor. Ihr Einkommen und die überdurchschnittlichen Sozialleistungen, u.a. eine beitragsfreie betriebliche Altersversorgung, werden Sie zufriedenstellen.

Interessanten bitten wir um Bewerbung mit handschriftlichem Anschreiben und tabellarischem Lebenslauf an Enka AG Hauptverwaltung Ressort Personalwesen Postfach 100 149 D-5800 Wuppertal 1 Ein erstes Kontaktgespräch könnte in Paris stattfinden.



Faser- und Polymer-Technik

Enka ist ein Unternehmen der Alko-Gruppe

Enka ist eine europäische Unternehmensgruppe mit weltweiten Aktivitäten. Sie erzielt - einschließlich der Minderheitsbeteiligungen in Latein-Amerika, den USA und Indien - mit rd. 35 000 Mitarbeitern einen Umsatz von mehr als 5 Milliarden DM. Wir arbeiten auf dem Gebiet der Faser- und Polymer-Technik. Unsere Erzeugnisse liefern wir an die weiterverarbeitende Industrie. Enka ist einer der führenden Produzenten von Chemiefasern für textile und technische Anwendungsbereiche. Darüber hinaus produzieren wir Kunst- und Vliesstoffe, Kolloide, Membranen für medizinische und technische Anwendungen sowie Spezialmaschinen und -anlagen.

emplois régionaux (et départements d'Outre-Mer)

De l'informatique d'entreprise... à l'informatisation des entreprises...

Un établissement public national, participant à la modernisation des entreprises d'une région, recherche un

Chef de projet

qui aura pour mission de développer et de diffuser des technologies informatiques, dans le cadre d'un établissement dont il assurera la définition du cadre technique, juridique et financier.

A terme, il prendra LA DIRECTION de cet organisme qu'il aura créé avec des partenaires des secteurs public et privé. Ingénieur grande école ou universitaire, ayant complété sa formation en gestion (cf. ICG, IAE...), il devra avoir conduit des projets informatiques d'envergure et bien connaître la micro-informatique.

Un état d'esprit « chef d'entreprise » et des qualités éminentes d'animation devraient lui permettre de réussir. Poste basé à Metz.

René DAGIRAL, notre Conseil, vous prie de lui faire parvenir votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. C/CDP/LM qu'il traitera en toute discrétion.

AFCEM 277

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Gestionnaire

Important groupe de la distribution (13 000 personnes) recherche

Vous aimez la gestion, mais vous recherchez, en plus du contrôle des procédures, et de la gestion comptable, pouvoir agir sur les chiffres.

Au sein de l'équipe dirigeante d'une grande surface votre mission consistera à assurer :

- la rigueur dans la collecte et l'analyse des chiffres,
- le respect des procédures internes et légales,
- la direction et l'animation de l'équipe comptable,
- l'élaboration des prévisions, la détermination des objectifs et la réalisation des résultats.

Pour réussir et donner à la fonction de gestionnaire sa pleine dimension, il faut être capable d'agir à la fois sur le terrain au quotidien, et d'être un homme de projet.

Quelques années d'expériences réussies dans le contrôle de gestion et l'animation sont requises plus une formation supérieure type ESC + DECS.

L'évolution est assurée au niveau d'un groupe aux activités diversifiées, et en expansion permanente.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à notre Conseil J.-L. CONSULTANT - 125-127, rue du Fr-Banquier - 45000 ORLÈANS.

Paris, Lille, Lyon, Strasbourg, Toulouse et bientôt Nantes avec Contesse

Ecouter, dialoguer, conseiller, c'est l'essentiel de la fonction que nous vous proposons en devenant notre Responsable d'Agence.

Vous aurez pour mission d'animer une petite équipe, de gérer les activités de recrutement de notre clientèle régionale.

Ce qui implique une grande faculté d'adaptation et d'analyse vous permettra de juger, de conseiller, de questionner à bon escient et de cerner rapidement le problème posé par les « hommes de la Fonction Personnelle », vos interlocuteurs.

Au sein de votre agence régionale, vous serez donc Responsable du budget de communication de recrutement d'un certain nombre d'entreprises. A ce titre votre fonction de Conseil s'exercera tant au niveau du contenu des annonces et de leur rédaction, que du conseil media.

Nous souhaiterions bien sûr qu'une expérience similaire vous ait familiarisé avec cette fonction, avec le milieu de la presse ou le marché du travail, mais c'est surtout votre potentiel qui sera déterminant.

Sac + 3, si ce profil de poste suscite en vous un réel intérêt, mettez-vous en rapport avec nous, nous rejoindrons, nous l'espérons, le premier Agence Conseil en Publicité de Recrutement qui aura avec vous son agence de NANTES.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 3417 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01

Contessé
Infos Minitel
(1) 296.10.65

Le conseil en ressources humaines : un métier. Le vôtre et le nôtre.

Lyon

Comme nous, vous l'exercez depuis plusieurs années soit en cabinet, soit à l'intérieur d'une grande entreprise industrielle. Vous en appréciez la complexité et la diversité qui font appel aussi bien à votre connaissance de l'entreprise qu'à vos qualités d'écoute, d'analyse et de conviction.

La recherche de cadres et d'ingénieurs, la gestion et le développement des ressources humaines sont pour nous un métier exigeant et passionnant que nous partagerons avec 70 ingénieurs conseils, pluridisciplinaires intervenant dans tous les domaines du conseil aux entreprises. Et c'est sans doute à cette position partagée, à ce dialogue permanent, à ce travail d'équipe, que nous devons notre réussite.

Votre spécialité : les métiers techniques et industriels, les technologies de pointe (électronique, informatique, ...). Votre formation : ingénieur, psychologue ou grande école de gestion. Ce qui importe avant tout, c'est votre professionnalisme, votre rigueur et votre désir d'intégrer notre équipe.

Merci de prendre contact en adressant votre dossier de candidature sous réf. 884 M à Carole de CHILLY. La plus grande discrétion, l'indépendance quotidienne de notre département, vous est acquise.

ALGOE 9 bis route de Champagne - 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTHEC

cisigraph

CISIGRAPH est une nouvelle Société du Groupe CSI, dédiée aux applications d'informatique industrielle et plus particulièrement à la CAO, avec la gamme de logiciels SIRIM 100.

L'équipe Marketing chargée de la promotion de SIRIM 100 est basée au Centre de Recherche-Développement de Vitrolles, près de Marseille. Compte-tenu des succès remportés en France en 1984 et des objectifs ambitieux de développement international en 1985, nous souhaitons renforcer cette équipe et recherchons pour cela :

Deux Ingénieurs technico-commerciaux HF

de formation scientifique ou technique supérieure, possédant une première expérience professionnelle en CAO ou en mécanique, maîtrisant l'anglais et motivés par le support commercial et la promotion d'un produit de haute technologie.

Ces postes comportent des responsabilités importantes dans l'immédiat, et ouvriront, à terme, des opportunités intéressantes de développement personnel au sein du Groupe CSI.

Pour un contact : Robert VIANO, Direction Marketing et International, CISIGRAPH 536 route de la Seda 13127 Vitrolles/Marseille.

GROUPE BANCAIRE

RECHERCHE POUR SA FUTURE AGENCE D'ANNECY

UN RESPONSABLE DE GUICHET HF

Le candidat aura une formation de B.P. de banque et une expérience du travail en agence.

Il aura le goût de l'exploitation pour gérer et développer un guichet de banque en cours de création.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4362 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

BANQUE DE DEPÔTS

(530 personnes) recherche sur LYON MARSEILLE CHATEAU-THIERRY

Sous-directeurs d'agences

- Véritables bras droits des Responsables d'agence, vous interviendrez à tous les niveaux de l'administration et de la gestion de votre unité d'affectation : développement commercial, analyse et suivi des dossiers d'engagements, animation de l'équipe (15-20 personnes).
- Ces postes conviennent à des candidats âgés de 30 ans minimum, titulaires d'une formation supérieure (ESC, ITB, Sciences Ecoles) et pouvant se prévaloir d'une expérience d'au moins 5 ans en exploitation bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 3326/LM ainsi que le secteur choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Banque TARNEAUD

recherche pour sa succursale de PARIS 8ème

GRADE H/F CLASSE III / IV

Ayant bonne maîtrise des opérations documentaires, réglementation des changes, anglais.

Poste à vocation commerciale.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt au Service du Personnel 2, b. rue Turbot 67000 LIMOUX

empl...

ROUPE BA...

CHEN...

UN CHA...

DE CLIE...

INGENIEUR COMMERCIAL

SHRM

CHARGES DIRECTEURS DE FILIALE

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

Soyez bien!

La DIVISION TERMINAUX (Europe) située à Valbonne Sophia-Antipolis recherche des

Chefs de Produits

Intégrés à l'équipe de Recherche et Développement et en liaison avec nos groupes Marketing de Genève et des U.S.A. ils seront responsables de :

- la définition du produit
- la coordination des activités des divers départements participant au développement
- l'établissement des stratégies de produits.

Les candidats retenus auront une formation d'ingénieur Grande Ecole et/ou une formation type MBA. Une expérience de 2 à 5 ans dans une fonction marketing est souhaitable. La pratique de l'anglais est indispensable.

Cette fonction demande des qualités d'autonomie, un jugement sûr dans les domaines techniques et économiques ainsi que des aptitudes à communiquer.

Nous attendons votre correspondance sous Réf. 137M à l'attention de la Division du Personnel DIGITAL EQUIPMENT Sophia Antipolis BP-29 06581 VALBONNE Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

GROUPE BANCAIRE

RECHERCHE
POUR SON AGENCE DE
GRENOBLE

UN CHARGE DE CLIENTELE

De formation supérieure (maîtrise de gestion et/ou ITB, CESB), ayant une expérience confirmée (5 à 10 ans) des études de crédit et de l'action commerciale.

Permettant d'assurer auprès de nos sociétaires un rôle d'animateur et de conseil.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N.4363 PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

REGION SUD-EST

SOCIETE INFORMATIQUE

recrute

UN INGENIEUR SYSTEME MVS

FORMATION : Ingénieur informaticien
CONNAISSANCES : MVS - TSO - JES 3 - VTAM - CICS
Expérience 2 ans souhaitée

UN INGENIEUR SYSTEME RESEAU

FORMATION : Maîtrise informatique
CONNAISSANCES : VTAM - NCP - X25 - MVS
Réseau complexe SNA
Justifiant d'une expérience en GESTION DE RESEAU

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions
EUROSUD N° 1372
2, rue Breteuil, 13001 MARSEILLE

IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
SUD-OUEST
recherche

INGENIEUR SPECIALISE

OU

TECHNICIEN CONFIRME

niveau BTS
pour direction immédiate
d'unités d'injection thermomécaniques, thermocatalytiques.

Missions :
Production-productivité
de l'unité qualité.
Gestion des machines,
outillages,
investissement.
Animation et gestion
du personnel.
Conception nouveaux produits.

Env. c.v. détaillé sous
n° 5.841 le Monde Pub. -
service ANNONCES CLASSEES,
5, r. des Halles, 75008 Paris.

IFREMER

recrute pour son centre de
BREST

UN MICROBIOLOGISTE

spécialisé en bactériologie. Né-
cessaire ingénieur ou diplômé uni-
versitaire équivalent pour parti-
ciper au sein d'une équipe
multidisciplinaire à un pro-
gramme national portant sur le
dépistage des agents en mer.
Bonne connaissance
des problèmes sanitaires.
Compétences en bactériologie
marine et en traitement
des données acquises.
Expérience de 5 à 10 ans en la-
boratoire et en recherche.

Env. c.v. et lettre manuscrite au
Service du Personnel
95, av. d'Alsace, 75116 PARIS.

Filiale du Groupe ELF
AQUITAINE recherche
pour son Siège Social à
PAU (64)

INGENIEUR D'AFFAIRES

Diplômé d'une école à do-
minante TRAVAUX PUBLICS
ou GÉNIE CIVIL.

Env. C.V. détaillé s/réf.
70.080 à Contesse Publicité,
5, rue Saint-Antoine-du-T.,
31000 Toulouse.

ICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS
pour adultes étrangers, recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DUV
anglais, parlant bien l'anglais
plan tempé, poste permanent.
Série avec c.v. détaillé
sous n° 299.384 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montesson, Paris-7.

OFFRES D'EMPLOIS

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

RÉALISER DANS L'INFORMATIQUE UNE VRAIE CARRIÈRE D'INGÉNIEUR

CAP GEMINI SOGETI, premier Groupe européen de
prestations intellectuelles en informatique, propose à de

JEUNES INGÉNIEURS

de valoriser leur carrière grâce à l'informatique.
Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur.
Vous avez 24 ans environ.

Nous vous proposons une formation aux techniques
actuelles de l'informatique (début de session :
février 1985).

Vous serez ensuite intégré dans une équipe
opérationnelle pour compléter, mettre en pratique votre
formation, et poursuivre votre carrière en prenant des
responsabilités évolutives dans divers domaines
techniques.

CAP GEMINI SOGETI

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Françoise DOUTRIAUX -
CAP SOGETI OPÉRATIONS - 92, boulevard du Montparnasse
75682 PARIS CEDEX 14.

JEUNE CONSEIL EN DROIT DU TRAVAIL

Très important groupe du tertiaire, nous souhaitons inté-
grer un jeune conseil en droit du travail ou sein de notre
Direction du Personnel.

La fonction que nous proposons comporte l'assistance
juridique des Chefs de Personnel de nos établissements
et peut impliquer la participation aux relations avec les
porteurs sociaux.

En outre des compétences en gestion sont nécessaires
pour assurer notamment le suivi des dépenses en matière
d'œuvres sociales (restaurants d'entreprise, subventions
aux C.E., etc.).

La réussite dans ce poste basé à PARIS nécessite un
diplôme de type maîtrise en Droit avec spécialisation
dans la législation du travail et une formation complé-
mentaire en gestion.
Une première expérience professionnelle n'est pas indis-
pensable.

Merci d'adresser dossier de candidature
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/référence 3434
à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANCAIS

Proche Banlieue OUEST

Notre activité concerne la fabrication et la commercialisation de matériels de trans-
mission dans les technologies de pointe (notamment fibres optiques).
Nous recherchons :

INGENIEURS D'ETUDE

Vous aurez pour mission :
- étudier et mettre en œuvre des projets relatifs à la conception et à la réalisation
de produits et systèmes nouveaux dans la haute fréquence.
- concevoir, réaliser et faire évoluer des appareils de mesures micromécani-
ques et optoélectroniques.

Ces postes de haut niveau technique s'adressent à des jeunes ingénieurs : SUPELEC,
INPG, CENTRALE ou équivalent.

Une première expérience est souhaitée mais non indispensable.

La pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 3448 à
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01
qui transmettra.

Groupe industriel français à vocation internationale

recherche pour l'un de ses établissements (CA : 250 MF, 600 pers.) spécia-
lisé dans la conception, la fabrication, la commercialisation et l'installation
d'équipements électriques et électroniques (50 % à l'export) un :

Responsable informatique

Répondant devant le Chef des services administratifs de l'établissement,
il aura une double mission :

- **informatique de gestion** : en relation avec le service d'exploitation
centrale (IBM 43 xx), il sera responsable de l'analyse et la program-
mation des nouvelles chaînes, de la maintenance des chaînes existantes et
du développement de la bureautique.

- **informatique technique** : il coordonnera le choix et l'exploitation des
différents ordinateurs de CAO, DAO et CFAO dont les ressources sont
partagées entre les services.

Ce poste, basé dans la proche banlieue Nord de Paris, sera confié à un
jeune ingénieur justifiant de quelques années d'expérience informatique
en milieu industriel sur matériel IBM 43 xx sous DOS-VSE, avec
sérieuses compétences CICS et DL1, et une aptitude réelle aux contacts
humains.

Adresser confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite en précisant votre
n° de tél. sous réf. 858 LM à Rosine SCHWARTZ.

A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



INFORMATIQUE INTERTECHNIQUE

LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION

recherche :

1) POUR SA DIRECTION DE PRODUCTION :
A) Pour la plate-forme de test :
● **INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES**
(Réf. DPF-10).

Débutants ou ayant une première expérience.
Les postes à pourvoir en production sont à caractère fortement technique et couvrent la mise en production de produits nouveaux et la conduite des actions d'expertise sur matériels en production.

Ces postes peuvent évoluer vers des responsabilités de commandement en fonction de la personnalité des candidats.

● **AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES (BTS ou DUT)**
(Réf. DPF-11).

Débutants ou ayant une première expérience.
Pour assurer des tâches d'essai et de mise au point de systèmes informatiques.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. n° 1, 78374 PLAISIR Cedex.

B) Pour le service méthodes et développement :

● **AGENT TECHNIQUE DE MÉTHODES**
(Réf. DPF-12).

De formation DUT-BTS ou équivalent en électromécanique ou électrotechnique.
Ayant une expérience de 3 à 5 années.
Il participera à la définition des méthodes générales, à la préparation et à l'organisation de la production et à l'introduction des nouveaux procédés de production.

● **AGENT TECHNIQUE DE DÉVELOPPEMENT**
(Réf. DPF-13).

De formation DUT-BTS ou équivalent en électromécanique ou électrotechnique. Ayant une expérience de 3 années dans les implantations de circuits imprimés et de systèmes électroniques et dans la constitution et la modification de dossiers de définition.

C) Pour l'atelier de câblage :

● **AGENT TECHNIQUE ÉLECTROMÉCANICIEN ou ÉLECTROTECHNI-CIEN**
(Réf. DPF-14).

Débutant ou ayant une première expérience.
Il prendra en charge l'activité de soudage-nettoyage et participera à la mise en place de nouvelles machines consécutive à l'évolution technique de nos produits. Son activité pourra être étendue à l'avenir en fonction de ses capacités et de sa personnalité.

2) POUR SON SERVICE QUALITÉ :

● **AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONI-CIEN (DUT ou BTS)**
(Réf. DPF-15).

Il sera chargé de l'établissement des procédures de contrôle d'entrée et de la mise en place des moyens pour le contrôle des éléments périphériques d'ordinateurs et des composants électroniques.
Bonne connaissance technologiques indispensables.



ENGINEERING DES SYSTEMES INFORMATISES D'AUTOMATISATION

ESIA filiale de TECHNIP et de SGN conçoit et met en place des systèmes complexes adaptés aux grands projets industriels. Pour mettre en œuvre des systèmes de conduite d'Ateliers assurant des fonctions de régulation et d'automatisme dans les domaines du traitement des combustibles nucléaires, des bio-technologies et de l'industrie manufacturière, nous recherchons :

adjoint au chef du département contrôle et régulation
(Réf. 85001)

Ingénieur possédant quatre ans d'expérience minimum dans l'étude, la réalisation et la mise en route industrielle de systèmes distribués de conduite d'unités chimiques de grande taille, vous assisterez le Chef du Département (quatre ingénieurs et techniciens) dans la direction technique d'équipes de réalisation, la supervision de la sous-traitance et l'élaboration des réponses aux Appels d'Offres.
Expérience des systèmes distribués de conduite (CONTROL BAILEY, HONEYWELL ou FOXBORO, etc...) appréciée.

responsable méthodes et assurance qualité
(Réf. 85002)

Ingénieur possédant quatre ans d'expérience minimum dans l'étude et la réalisation d'automatismes industriels (automates programmables et systèmes distribués de conduite), vous aurez la responsabilité de l'élaboration et de la mise en place de la méthodologie d'études et des procédures d'assurance qualité.
Vous superviserez l'acquisition et la réalisation interne de programmes informatiques d'aide à la conception sur système VAX 11/780.

responsables techniques de projet
(Réf. 85003)

Ingénieurs possédant une expérience industrielle de plusieurs années (Bureau d'Etude ou Chantier) sur les problèmes de contrôle-régulation et d'automatismes, vous aurez la responsabilité de l'étude et de la mise en route de systèmes distribués de conduite d'unités chimiques importantes (plusieurs milliers d'entrées/sorties).
Connaissance du système MICRO Z et des automates programmables appréciée.
Expérience de l'encadrement d'équipes indispensable.

Le lieu de travail est SAINT-QUENTIN EN YVELINES (accès par la ligne C du RER ou SNCF Montparnasse).
Des déplacements de courte durée sur chantiers en France et à l'Étranger sont à prévoir.
Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V. et présent. à M. Patrick JOUVE - GIE ESIA - 1, rue des Hérons - 78184 Saint Quentin Cedex.

SOCIÉTÉ DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Leader Européen dans sa spécialité

recherche :

chef de service export

Profil :
● de formation supérieure technique, vous avez réussi une 1ère expérience commerciale à l'exportation.
● vous parlez couramment l'anglais et l'allemand et vous êtes prêt à vous déplacer fréquemment.

Mission :
● vous aurez à animer progressivement un ensemble de services exportation (zones agents et filiales).
Le poste présente de fortes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 84138 M à BLEU Publicité 17, rue Label - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.



LES MICRO-ORDINATEURS FRANÇAIS

LEUR FUTUR S'INVENTE TOUS LES JOURS. AVEC DES "PROS".

MO5, TO7 70... la micro française creuse l'écart, évolue vite et fort.
Nos équipes d'INGÉNIEURS sont les pivots de cette réussite.
Elles ont le "calibre" du futur. Vous aussi ? Rejoignez-les !

INGÉNIEURS LOGICIELS DE BASE

Notre équipe ARCHITECTURE SYSTÈME travaille déjà sur de nouvelles machines. Vous allez participer avec elle à la conception de systèmes et à l'écriture de nouveaux langages de programmation.

Vous êtes diplômés GRANDE ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (spécialisation Informatique).

Vous avez une pratique confirmée de l'Assembleur (dans le cadre d'une équipe industrielle ou universitaire) et avez participé à la réalisation de logiciels du type OS ou LANGAGE.

Prenez contact avec notre Conseil en lui adressant un C.V. détaillé précisant vos prétentions, sous réf. 122/M à :

ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

pour la FRANCE
et le MOYEN-ORIENT
Importante Société de recherche

INGÉNIEURS

DIPLOMES GENERALISTES BÂTIMENT
avec expérience BIG et chantiers importants

« Anglais indispensable. » « Disponibles immédiatement. » « Contrats à durée déterminée de 3 ans. »

En vue assurer le contrôle et la supervision d'études et de travaux au Moyen-Orient correspondants à d'importants chantiers.

Envoyer candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo d'identité et prétentions sous référence 9161 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra.

**AGENT DE CHANGE
BOURSE DE PARIS**

ANALYSTE FINANCIER

- Maîtrise des marchés boursiers (3 à 4 ans d'expérience minimum).
- Formation économique et commerciale supérieure.
- Sens commercial affirmé.
- Bonne connaissance de l'Anglais.

Les contacts avec des Institutions Financières et Boursières seront permanents.

Possibilité d'évolution à terme intéressante.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 13322 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



emploi régional

CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos investissements, nos efforts sont en progression constante.

Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux.

Pour les réaliser pleinement, nous recherchons des PROFESSIONNELS-exploitants, justifiant d'une expérience, réussie de plusieurs années.

- prêts à participer, activement, à l'élaboration de la BANQUE DE DEMAIN.
Rejoignez-nous :
Des postes de :
● **DIRECTEURS D'AGENCES**
● **SECONDS ou autres RESPONSABLES**
sont à pourvoir en NORMANDIE, dont certains en milieu agricole et rural.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo à CRÉDIT MUTUEL de NORMANDIE, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE) 27, rue de la République - B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX. Discretion assurée.



COULTRONICS

FRANCE S.A.

Société internationale spécialisée dans les instruments de laboratoire de haute technicité recherche pour son service FORMATION au siège social de Mergency (95)

ANIMATEUR DE FORMATION

MISSION :

● assurer l'encadrement technique de ses nouveaux produits
● former ses clients et son personnel technique.

PROFIL DEMANDE :

● formation MTS de génie biomédical ou équivalent en électronique et micro-électronique
● avoir une expérience professionnelle du service après-vente en instrumentation médicale
● avoir une très bonne maîtrise de l'anglais (lu et parlé) des connaissances en espagnol ou portugais seraient un atout supplémentaire
● avoir le goût du contact et de l'animation
● être ouvert aux techniques de l'informatique pour application en formation.

Si votre projet professionnel correspond à ce profil vous pouvez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service du Personnel de Coultronics France 29, avenue Georges-Pompidou 95580 MARGENCY.



média-system Groupe Publicis

Souhaitez une bonne année 1985 à la communication pour l'emploi.

PROFES D'EMPLOI

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE INTERNATIONAL
recherche

**ASSISTANT ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE POUR GESTION
OPERATION IMMOBILIERE**

Contrat à durée déterminée d'un an avec possibilité
d'embauche ultérieure.

Ce poste peut convenir soit à un jeune diplômé (Grandes
écoles), soit à un comptable gestionnaire expérimenté.

- Dispositions pour travail sur écran informatique.
- Disponibilité immédiate.
- Anglais très apprécié.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 8842 à
le Monde Publicité, service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANTE
BANQUE PRIVEE**

recherche pour sa
Direction des Affaires Financières à PARIS

**GESTIONNAIRE
D'OBLIGATIONS hf**

Le candidat, âgé d'environ 30 ans et de
formation supérieure (économie - gestion),
aura une expérience confirmée des Marchés
Obligataires lui permettant d'assurer des
contacts avec une clientèle à haut niveau, et
de prendre des décisions, des responsabi-
lités opérationnelles de gestion dans le
domaine des produits de placement collectif.

Une expérience de l'actariat ainsi qu'une
bonne connaissance de l'anglais sont
souhaitées.

Adresser lettre de candidature, C.V.,
photo et prétentions à
FRANCOIS LACROIX S.A.,

o / réf. 11983 - BP 220 - 75003 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

Directeur de production

PME en expansion - 200 personnes - fortement exporta-
trice, filiale d'un groupe français de premier plan, recherche un ingénieur pour
lui confier la responsabilité de l'ensemble de sa production (mécanique, moyenne
série).

Rattaché au PDG, il aura pour objectif premier d'organiser et gérer la produc-
tion afin d'accroître la productivité.

Il assurera un effectif d'environ 130 personnes (méthodes, ordonnancement, lance-
ment, fabrication, achats, approvisionnement).

Agé d'environ 35 ans, le candidat retenu sera ingénieur diplômé (AM, ENSM,
IDN...) et possèdera une expérience de 5 ans en production ou direction d'ateliers
(si possible multiproduits) dans le domaine de la petite mécanique.

Gestionnaire rigoureux et animateur, il aura de solides capacités d'analyse et de
synthèse.

Poste : proche banlieue sud-ouest Paris.

Rémunération : 280.000 F. +

Ecrire sous réf. AP 296 CM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Directeur des achats

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE A TAILLE HUMAINE réalisant des
biens d'équipement haut de gamme et des installations, recherche dans le cadre de
son développement un Responsable des Achats confirmé.

Rattaché au Directeur Général et travaillant en étroite collaboration avec le
B.E., les ingénieurs d'affaires et l'usine, il réalisera les achats de la société (matières
premières et sous-ensembles, CA achats : 80 millions), supervisera les transports et
développera les outils informatiques du service achats.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant de bonnes connaissances techniques
(mécanique et électromécanique), une expérience réussie dans la fonction, un
dynamisme marqué, de très solides qualités de négociateur, un sens aigu des réalités
économiques.

Connaissance de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.

Poste : banlieue proche est Paris.

Ecrire sous réf. DL 293 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Manager financier

TRÈS PUISSANT GROUPE FRANÇAIS dynamique et perfor-
mant de dimension internationale, CA 8 milliards, produit de
grande consommation, offre au sein de sa holding un poste de Manager Financier
pour HEC, ESSEC, ESCP... (MBA apprécié).

Intéressantes et motivantes, ces responsabilités de chef
de service impliquent :

- une large enveloppe, une grande capacité d'adaptation et une expérience
de 5 ans environ acquise au sein d'une direction financière d'un groupe
important ou cabinet d'audit anglo-saxon.
- la maîtrise des techniques d'audit et de consolidation ainsi qu'un large éventail
d'activités financières : la gestion de la trésorerie, la supervision de la
comptabilité et des systèmes de gestion, la participation à des études finan-
cières.

Poste évolutif car la réussite à ces fonctions favorisera de réelles possibilités de
développement de carrière au sein du Groupe.

Ecrire sous réf. BM 261 AM

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Responsable de production

Filiale emballage d'un groupe important, nous développons le
dynamisme de notre activité par une large décentralisation des responsabilités
qui donne à chacune de nos Unités Régionales la vocation et la structure d'un
centre de profit. Celle de Savoie (200 personnes) reconnue pour l'efficacité de
son organisation et de sa gestion, recherche son Responsable de Production.

Bras droit du Directeur de région, il saura proposer et animer des actions visant
à optimiser les résultats en productivité et en qualité mais également être présent
et intervenir sur le terrain.

Une formation d'ingénieur complétée par une solide expérience opérationnelle
de la production (5 ans environ) faisant si possible appel à des installations auto-
matisées, des qualités personnelles de contact, d'esprit d'équipe et de battant, la
volonté de s'impliquer fortement dans la vie de l'entreprise, nécessaires à la réus-
site dans ce poste, devraient ouvrir au candidat retenu une évolution intéressante
dans le Groupe.

Ecrire sous réf. XN 248 AM

Madame SANTAMARIA

11, rue Calvé, 33000 BORDEAUX

DISCRETION ABSOLUE

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

GLAENZER SPICER

**SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS MÉCANIQUES (1 milliard de
francs de CA) en bonne santé économique et financière,
filiale d'un groupe international (50.000 personnes)
renforce son potentiel technique et recherche**

• Chef de service "essais mécaniques"

Rattaché au Directeur des Etudes, il aura pour mission d'assurer la réalisation des
essais mécaniques traditionnels (endurance, torsion...) et d'étendre les activités du
service à l'étude des phénomènes vibratoires (génération, transmission de
vibrations).

Animateur d'une équipe composée actuellement d'une dizaine de personnes il
devra :

- déterminer les processus d'essais,
- étudier et mettre en œuvre les moyens nécessaires,
- réaliser les essais et analyser les résultats.

et aura pour objectif d'améliorer les méthodes et les moyens existants.

Le poste sera confié à un ingénieur mécanicien diplômé possédant une expé-
rience de 5 ans minimum dans le domaine des essais faisant appel à la mise en
œuvre de moyens techniques modernes destinés en particulier aux mesures et à
l'analyse des phénomènes vibratoires dans les ensembles mécaniques.

Rémunération : 240.000 F. +

référence CR 297 CM

**• Ingénieurs grande école
fort potentiel**

Affectés au Département des Etudes, ils seront formés durant une période d'un an
environ à la conception des produits (outils CAO/DAO disponibles).

Au-delà, ils se verront confier la responsabilité technique de projets dans le
domaine des transmissions mécaniques destinées à l'automobile.

Ingénieurs mécaniciens diplômés AM, ENSI, ENL... débutants ou disposant d'une
première expérience d'études, leur potentiel devra leur permettre d'évoluer rapi-
dement vers des postes de responsabilité dans la société.

référence ET 298 CM

Pour ces deux postes, lieu de travail : banlieue ouest Paris.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

**Jeune fiscaliste
fort potentiel**

SOCIÉTÉ NAVALE
CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

CA 2 milliards de francs, nombreuses filiales France-étranger, offre
un poste intéressant et évolutif à un jeune Fiscaliste disposant d'une première
expérience réussie de préférence dans un groupe industriel.

Sa mission : au sein du Secrétariat Général il devra pour la France et l'étranger
traiter des problèmes fiscaux variés, assurer un rôle opérationnel, d'études et de
diffusion des informations fiscales importantes.

Sa formation et expérience : une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences
Po...) ou juridique (droit des affaires) + DESS de fiscalité.

Il devra au cours d'une expérience de 3 à 5 ans polyvalente, avoir acquis de solides
connaissances sur l'ensemble des aspects fiscaux d'un groupe (IVA - impôts - consti-
tution de filiales - fiscalités de sociétés de statuts différents...).

Réelles possibilités de développement de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GV 300 AM

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Directeur de production

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE, réalisant des biens
d'équipement en chaudronnerie inox et fortement exportatrice, recher-
che le Directeur de Production d'un de ses départements dont le CA est de
300 millions.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ECP, AM, ENSI, ayant environ
10 ans d'expérience de direction de fabrications dans le secteur chaudronnerie ou
mécanique (la connaissance des productions en moyenne série serait un atout),
témoignant de très réelles qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Poste à Valenciennes.

Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. FU 299 CM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

85 prend le relais !..

Le relais Copers : la formation, le recrutement,
l'audit commercial.

En 1985, COPERS S.A.R.L. devient
COPERS S.A. et se renforce pour
être encore plus efficace.

Tous nos vœux de succès et de
réussite pour
cette nouvelle
année.

COPERS

1, rue Moncey - 75009 PARIS

Tél. : (1) 874.35.44



Société d'Assurance Vie
Grande Branche et Groupe

recherche :

INSPECTEUR DU CADRE STAGIAIRE

Après un stage rémunéré d'environ 9 mois, il lui sera confié
l'animation d'un réseau d'Agents Généralistes sur la
BRETAGNE.

CHARGÉS DE MISSION CONFIRMÉS

Après un stage rémunéré, ils seront chargés de la
production Vie Grande Branche dans des portefeuilles sur
Paris et la région parisienne.

Adresser lettre manuscrite et C.V. avec photo sous n° 8840,
le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

**SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ, recherche un
Spécialiste
en gestion immobilière**

Après une formation de type ICH et 10 années environ d'expérience signifi-
cative de la gestion d'ensembles immobiliers, vous avez acquis la maîtrise de
la fonction de syndic et des relations avec les copropriétaires. La connais-
sance des contentieux juridiques et techniques de la copropriété (liée au BTP)
sera particulièrement appréciée. Ce poste basé à Paris, comporte des déplace-
ments en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1779M à

FOURNIER

144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CATIA®: UNE ÉVOLUTION SUR MESURE AVEC LE GRAND DE LA CFAO

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ou 1^{re} EXPÉRIENCE

DASSAULT SYSTÈMES et son logiciel CATIA: 1984 a confirmé leur position internationale dans la CFAO:

Une croissance rare (effectif: + 50 % / an, progression des ventes: 100 % / an), des objectifs de diversification croissante: autant de succès et de perspectives qui permettent d'offrir en 1985, de nouvelles opportunités à des INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES.

INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT:

Vous êtes passionnés de CFAO: nous vous offrons de réaliser des projets correspondants à vos goûts et à vos connaissances:

- Système ou Application,
- Informatique centralisée ou Micro,
- UNIX, MS-DOS, MVS/XA, VM/CMS, ...
- PASCAL, FORTRAN, C, ASSEMBLEUR 370, ...
- Géométrie tridimensionnelle, BD relationnelles, robotique, productive, ...

(Réf. DS/011/M).

Quel que soit votre domaine d'intervention, vous bénéficierez d'une période de formation préparant votre intégration.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et photo), en précisant la référence du poste concerné, à Dominique CALMELS - DASSAULT SYSTÈMES - 40, boulevard Henri-Sellier, 92150 SURESNES.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX:

Vous disposez, pour réussir de trois sérieux atouts: un fort potentiel, une culture commerciale indéniable et une pratique courante de l'anglais. Nous vous offrons la possibilité d'affirmer votre personnalité au sein d'un Service Commercial à très haute technicité.

Notre situation au niveau international peut nécessiter de courts déplacements en France et à l'étranger.

(Réf. DS/012/M).



dassault systemes

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS
CONSEILS PETROLIERS
recherche

UN INGÉNIEUR DE FORAGE- PRODUCTION

confirmé, parfaitement bilingue anglais, ayant un minimum de 10 à 15 ans d'expérience pour un poste d'ingénieur - comportant:

- A) des missions à l'étranger,
- B) des études au siège (région parisienne).

Le contrat initial prévu est de 15 mois. Le candidat retenu se verra confier la responsabilité d'un forage profond dans le sud-est asiatique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de forage ayant une solide expérience de chantier et ayant occupé des postes de responsabilité.

Des connaissances approfondies de réservoir, complétion, production, seront un élément déterminant pour un emploi permanent au sein de la société.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur C.V. détaillé ainsi que leurs présentations à PIERRE LICHOU S.A., sous réf. 8089 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENEP)

CHEF DU RESEAU DES CAISSES D'ÉPARGNE RECHERCHE

Pour sa Direction
Organisation Technique
Chargé de concevoir les mécanismes, d'élaborer les normes et d'élaborer les politiques nationales en matière de MOYENS INFORMATIQUES, un

**Ingenieur
conseil
matériels
et logiciels**

(Réf. 1338)

De formation technique supérieure et ayant acquis une première expérience des systèmes, si possible dans un environnement IBM ou BULL. Des connaissances complémentaires sur les matériels NCR seraient également appréciées.

Jean-Claude
Maurice S.A.
397 rue, r. de Valenciennes
75015 PARIS

Pour sa Direction
Juridique et Fiscale

**Juriste
spécialiste
crédit**

(Réf. 1339)

Diplômé d'études supérieures de droit privé ou de droit des affaires (maîtrise, thèse). Sa bonne connaissance des techniques de crédit et d'opérations (3 ans d'expérience si possible) lui permettra de participer à l'élaboration et au suivi de la réglementation et d'avoir le rôle de conseil et d'assistance auprès des établissements du réseau.

Pour sa Direction
des Etudes
deux collaborateurs

**1 diplômé ESC
ou équivalent**

(Réf. 1334)

**1 statisticien
ISUP-ENSAE**

(Réf. 1335)

Chargé de l'élaboration et du suivi des tableaux de bord ainsi que des études de prévisions. Pour ces deux postes, une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine bancaire, économique ou financier serait vivement appréciée.

Une réponse rapide et la tenue confidentielle de votre dossier vous sont garanties par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et présentations sous la référence choisie ou transmettez-les à C.V. PLUS en complétant le 828.40.25 sur votre Minitel.

ECOUTER, DIALOGUER, CONSEILLER CEUX QUI RECRUTENT

C'est l'essentiel de la fonction que nous vous proposons, à condition que le téléphone soit pour vous un réel outil de communication à partir duquel vos qualités humaines, vos aptitudes commerciales et la vivacité de votre esprit puissent s'exprimer pleinement.

Vous aurez pour mission de gérer les annonces de recrutement d'une partie de notre importante clientèle.

Ce qui implique une grande faculté d'adaptation et d'analyse vous permettant de juger, de conseiller, de questionner à bon escient et de cerner rapidement le problème posé par les Chefs du Personnel, ses interlocuteurs.

Contacter
Infos Minitel
(1) 296.10.65

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 3422 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS-Cedex 01

PARIS - LILLE - LYON - STRASBOURG - TOULOUSE

LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de PLUSIEURS SOCIÉTÉS de SERVICE
100 MF à PARIS 180.000 F +

Un grand Groupe international de communication développe un nouveau département auquel sont rattachées plusieurs sociétés. C'est dans ce cadre que la principale société de ce département recherche son responsable administratif et financier. Il aura en charge plus particulièrement les problèmes de comptabilité - finances - gestion d'une part, administratifs - juridiques et administration du personnel d'autre part, et rapportera directement au P.D.G. Dans ces mêmes domaines, il supervisera 2 autres sociétés et 2 agences en province et consolidera l'ensemble des comptes pour le Groupe. Une expérience appropriée est indispensable. Prévoir la mise en place de l'informatique.

Adresser candidature, CV, références et présentations à Monsieur PASCAL - 149, rue St-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

CHEF DU SERVICE DES VENTES

Paris

Implantée en proche banlieue parisienne, la société conçoit et fabrique des composants passifs de pointe au profit des constructeurs de matériel électronique grand public (télévision, vidéo, télématique).

Avec un effectif de 80 personnes, elle réalise un C.A. de 29 millions dont 35% à l'exportation (Europe et U.S.A.).

Placé sous les ordres du P.D.G. faisant fonction de Directeur Commercial, le candidat recherchera pour mission d'animer un service de six personnes pour développer les ventes en France et à l'étranger, négocier les marchés, développer de nouveaux produits en liaison avec le R.D.

Envoyer 32 ans. Formation technique ou commerciale. Expérience de la vente de produits techniques qui peuvent être autres qu'électroniques. Anglais courant impératif. 200.000 F +. Evolution possible.

Adresser CV détaillé sous réf. 252/01 M à



22, rue St-Augustin 75002 Paris.

Cincom Systems

Leader des constructeurs de logiciels, implanté dans 40 pays, comptant plus de 1400 personnes, environ 100 millions de dollars de chiffre d'affaires, 14 000 produits installés dans le monde dont 900 en France.

RECHERCHE

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS RESPONSABLES GRANDS
COMPTES**

**CONSULTANTS (Bases de données,
Systèmes d'information...)**

(Jusqu'à 400 000 francs selon expérience.) Manifestant dynamisme, sens des responsabilités, goût des contacts, et désireux de promouvoir des logiciels de pointe dans l'environnement IBM, BULL, DEC.

Ces postes sont à pourvoir à Paris.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et présentations à Cincom Systems, 1107 des Marins - Rue Raymond-Losset - 75680 Paris Cedex 14. Tél. : 545.67.79.

Le bois, une énergie qui monte!

Une filière de grande croissance financière. d'emplois nouveaux, de débouchés professionnels, de recrutement, offre de perspectives de carrière.

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

3 ans d'expérience professionnelle (Bâtiment - T.P. - Thermique)

Pour apporter assistance et conseil aux maîtres d'ouvrages aux pouvoirs publics et aux producteurs d'énergie "biomasse". Il participera à la conception, à la réalisation et au suivi de nos opérations de développement des énergies "vertes" (bois, déchets...) dans les secteurs industriels, collectifs et les réseaux urbains. Une activité spéciale en bureau d'études ou en service public sera en outre assurée en fonction de la maîtrise d'ouvrage et du maître d'œuvre. Pour rejoindre une équipe pluridisciplinaire, jeune et motivée. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo, présentations sous référence 4293 M à (à préciser sur l'envoie) à l'Agence AFFILIÉS - 49, avenue Franklin D. Roosevelt - 75008 PARIS - qui transmettra.



Au sein de notre département qualité, nous recherchons le

Responsable contrôle produit

Dans le cadre de la promotion de la qualité, il assurera le contrôle physico-chimique et bactériologique, recherchera et développera les méthodes d'analyse, assistera techniquement le laboratoire de contrôle microbiologique. Lui sont rattachés: les techniciens de contrôle des matières premières et des produits finis, qu'il sera chargé d'animer. Ces fonctions seront confiées à un jeune ingénieur chimiste ou pharmacien (spécialité de contrôle analytique) si possible bilingue anglais, ayant un minimum de 2 ans d'expérience de contrôle dans les domaines de la cosmétique ou du médicament.

Poste à pourvoir à Oisy (95). Merci d'adresser CV, présentations et photo, sous réf. 100, à RoC, 50 rue de Seine 92700 Colombes.

OFFRES D'EMPLOIS

Juriste

INGÉNIEUR
TECHNICO CIAL

I.D.I.

contrôleur
de gestion

ACCME

CHEF DE PROJET
RESPONSABLE
DU DÉVELOPPEMENT

ACCME

SECTION JURIDIQUE
ADMINISTRATIVE

liste spécialisée

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société Française fabricant et installant des PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE intéressant essentiellement le domaine pétrolier Offshore (CA actuel 1 milliard) cherche à intégrer un jeune

Juriste

Contrat à durée déterminée 1 an afin de seconder la petite équipe juridique sous ses différents aspects en particulier suivi de la gestion juridique et de la gestion des assurances. Il pourrait aussi lui être confié peu à peu des tâches plus spécifiques liées aux aspects juridiques des contrats internationaux. Formation indispensable : maîtrise droit privé, connaissance approfondie de l'anglais nécessaire. Première expérience appréciée. Lieu de travail : PARIS.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1065 à

INTERCARRIERS
5, rue du Helder - 75008 Paris

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE HAUTE TECHNICITÉ
filiale d'un grand Groupe Industriel Français de dimension internationale recherche

INGENIEUR TECHNICIEN

Diplômé(e) Grande Ecole ou Universitaire, niveau minimum 5ème cycle physique. Débutant(e) ou quelques années d'expérience. Pour promotion de céramiques piézoélectriques et monocristaux synthétiques, en France et à l'étranger.

L'activité de contacts avec des interlocuteurs d'horizon très différents nécessaires. Anglais indispensable. Lieu de travail : LA DEFENSE. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à N. 4358 PUBLICITÉS REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

I.D.I.

recherche

contrôleur de gestion

PROFESSIONNEL DE HAUT-NIVEAU
HEC - ESSEC

6 à 10 ans d'expérience de la fonction dont 2 ans comme responsable du Contrôle de Gestion dans une entreprise anglo-saxonne. Bonne maîtrise du fonctionnement des services comptables, solide culture informatique et autonomie suffisante pour des missions opérationnelles en entreprise.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à I.D.I. B. MEHEUT - BP 158 - 92203 NEUILLY.

ACOME

Société Industrielle en pleine expansion (C.A. 6 Millions de Francs) recherche pour son siège social à PARIS Champs Elysées

CHEF DE PROJET RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

Formation DUT minimum 1ère expérience exigée. Une bonne connaissance des réseaux locaux serait un atout supplémentaire. Environnement : Réseaux ARCNET DATAPOINT. Applications : gestion commerciale et financière.

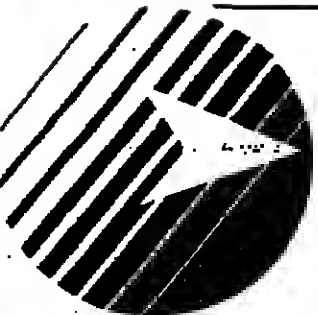
Adresser lettre manuscrite, C.V., ré. et prétentions à : **ACOME** Service du Personnel 14, rue Marguerite 75008 PARIS

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES recherchent pour l'une de leurs publications

juriste spécialisé

Une expérience confirmée de la pratique du droit des sociétés est indispensable. Capable de traiter des problèmes de rédaction, études et formules.

Temps partiel envisageable. Envoyer lettre manuscrite, C.V. très détaillé, prétentions et photo à la Direction du Personnel, 19, rue Péclet 75739 Paris Cedex 15



LILLE

Ingénieur Electricien

HT - BT - TBT.

H/F. Au sein du groupe projet, il est responsable de l'étude et du suivi d'installations électriques pour la réalisation d'une nouvelle ligne de métro sur le site de Lille.

Il coordonne et contrôle l'activité du BE, les réalisations et l'avancement du chantier auprès des sous-traitants et participe aux essais fonctionnels et de mise sous tension des équipements dans les domaines MT, BT et relaiage.

Ce poste basé à Lille, concerne un ingénieur électrotechnicien, ayant si possible 2 ans d'expérience en électricité (moyenne tension - basse tension - très haute tension) et des connaissances en électronique.

NK 1185/M

PARIS-SUD

Ingénieur Génie Civil

H/F. Intégré à l'équipe de maîtrise d'œuvre, il prend en charge les études et la coordination de chantier d'équipements, pour de nouvelles implantations de systèmes de transports.

Sa fonction l'amène à établir des relations étroites avec le B.E., les contractants et les clients.

Le poste peut convenir à un ingénieur débutant diplômé d'une G.E. (Ponts - Centrale - TP - IDN ...).

L'anglais courant est souhaité compte-tenu de déplacements occasionnels à l'étranger.

NK 1190/M

Ingénieur Electronicien G.E

ETUDE ET DEVELOPPEMENT

H/F. Il prend en charge la conception, le suivi de réalisation et la mise au point et essais d'équipements commandés par microprocesseurs.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur diplômé (ESE - ENSI - IDN ...), ayant une expérience professionnelle de 2 à 5 ans et compétent en hard et soft, sur des technologies microprocesseurs et périphériques Motorola 16 bits.

NK 1191/M

Ingénieur Logiciel

(IDN - ENSI ...)

H/F. Il conçoit et développe les logiciels d'application des équipements automatiques, selon une méthodologie d'analyse en langage évolué, sur VAX 750.

Une expérience de 2 à 5 ans, si possible orientée sur le développement de logiciels en PASCAL serait appréciée.

NK 1192/M

Les candidatures d'ingénieurs débutants seront également examinées.

Pour ces différents postes, le sens des relations et du travail en équipe pluridisciplinaire, la créativité et la rigueur dans le raisonnement et l'organisation seront particulièrement valorisées, et faciliteront une autonomie rapide.

Anglais souhaité.

Techniciens Electroniciens Automaticiens

(BTS - DUT)

H/F. Ils seront chargés de la réalisation, de la mise au point et des essais d'équipements commandés par microprocesseurs.

Ils devront justifier d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans acquise sur des technologies microprocesseurs (de préférence Motorola 16 bits).

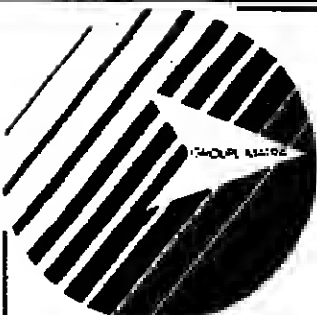
La connaissance de l'anglais est souhaitée.

NK 1196/M

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA TRANSPORTS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Le Centre équipements situé à VELIZY crée plusieurs postes d'

Ingénieurs

HF

Ingénieur Système

Le Centre Equipements est équipé d'un réseau de VAX (DECNET - ETHERNET - CLUSTER) utilisé pour le calcul scientifique et la CAO et réparti sur plusieurs centres de la Région Parisienne.

Intégré à l'équipe système, sa responsabilité s'exerce sur l'installation et l'exploitation des systèmes.

Il participe à la mise en place et à la maintenance des systèmes au plan matériel et logiciel, et recherche des améliorations à apporter en relation étroite avec les utilisateurs et les fournisseurs.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (Grandes Ecoles ...) ayant une double compétence électronique-informatique et si possible des connaissances du matériel VAX.

Outre des qualités techniques, la fonction nécessite un bon esprit de synthèse et d'analyse et des qualités relationnelles.

NK 1180/M

Ingénieur Electronicien

ESE - ENSI - ISEP - ISEN

Il prend la responsabilité d'affaires, c'est-à-dire l'étude, le développement et la mise au point d'équipements électroniques embarqués sur des systèmes aéronautiques.

A ce titre, il établit des relations suivies avec les équipes projet, BE, fabrication et suit « la vie » des équipements de la phase étude à la mise en série industrielle.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé ayant des compétences en électronique analogique et digitale et des connaissances en microprocesseur et langage évolué.

Une expérience d'environ 2 ans, sans être indispensable, serait appréciée et apporterait, outre la compétence technique, un sens de la gestion des affaires.

Anglais courant.

NK 1187/M

Ingénieur Electronicien

CAO.

Il apporte sa compétence CAO pour la mise en place des systèmes; il organise l'activité du B.E. circuits imprimés et participe à la création et à l'évolution des méthodes de travail.

Sa fonction le met en relation avec des services internes de l'entreprise (laboratoires - fabrication - industrialisation - technologie ...) et les fournisseurs pour améliorer les systèmes existants.

Ingénieur Electronicien-Informaticien de formation, une première expérience industrielle de 2 à 3 ans et la connaissance de système CAO faciliterait la maîtrise de la fonction.

NK 1186/M

Concepteur de Circuits Intégrés VLSI

An sein d'une équipe de conception d'équipements il participe au développement d'une bibliothèque de cellules précaractérisées en technologie CMOS, et dispose de moyens avancés (AO - CAO).

Ingénieur diplômé (ESE - ENSI ...) et compétent en circuits logiques, il possède une première expérience réussie en conception et dessins de circuits intégrés CMOS.

NK 1189/M

Ingénieur G.E

ELECTRONIQUE - INFORMATIQUE

Sa responsabilité s'exerce sur le développement et le suivi des logiciels d'un ensemble d'équipements électroniques embarqués sur avion.

Sa fonction l'amène à organiser et animer l'activité d'une petite équipe et à collaborer étroitement avec les groupes projets et études.

Une expérience de 5 ans environ, des connaissances en microprocesseurs MOTOROLA et du langage PASCAL sont indispensables pour tenir le poste.

NK 1194/M

Ingénieur Logiciel

POUR CREER ET DEVELOPPER L'ACTIVITE GENIE LOGICIEL Ce poste concerne un ingénieur diplômé, expérimenté (3 ans environ) dans le développement de logiciel.

La connaissance d'outil de type SADT serait appréciée.

Anglais courant pour des déplacements occasionnels, notamment à l'étranger.

NK 1195/M

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

HEBDOMADAIRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

recherche

JOURNALISTE même débutant

Connaissant bien la Bourse, les Affaires et ayant de bonnes notions d'analyse financière. Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 3520 à CONTEXTE PUBLIQUE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



SYSTEMES AVANCES DE PRODUCTION
Un futur en avant garde

ESIA filiale de TECHNIP et de SGN conçoit et met en place des systèmes complexes adaptés aux grands projets industriels. ESIA poursuit sa croissance dans l'ingénierie des systèmes avancés de production recherche à intégrer dans son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE, pour participer aux projets suivants :

Automatisation de raffineries en Arabie Saoudite

adjoint au chef de projet

(Réf. 85004)
Vous assisterez le responsable du Système de Gestion de laboratoire (Calculateur HP1000 A900) au niveau de la conception de la base de données et de l'encadrement technique de l'équipe de réalisation. Vous prouvez une expérience d'au moins deux ans dans le domaine des bases de données et des systèmes temps réel sur minicalculateurs. Expérience RTE, IMAGE 1000 et méthodologie grands projets appréciée.

Anglais courant indispensable - Lieu de travail : Paris La Défense
Déplacements de courte durée en Arabie Saoudite à prévoir.

jeune ingénieur informaticien

(Réf. 85005)
Débutant ou première expérience. Vous participerez à la conception, l'analyse organique, la programmation et les tests du logiciel de gestion de laboratoire sur calculateur HP 1000 RTE A. Pratique des moniteurs temps réel, des langages évolués et systèmes de gestion de bases de données appréciée.

Automatisation d'un atelier d'oxycoupage

jeune ingénieur informaticien

(Réf. 85006)
Débutant ou première expérience. Dans le cadre de ce projet, vous participerez à la réalisation du système de pilotage des robots et des machines de maintenance sur calculateur Pdp 11/RSX. Pratique des moniteurs temps réel et des langages évolués. Lieu de travail : Saint Quentin en Yvelines. Des déplacements sur chantiers en régions Ouest et Sud-Ouest sont à prévoir.

Systèmes de conduite et d'optimisation d'unités industrielles complexes

ingénieur informaticien

(Réf. 85007)
Vous désirez participer au développement de ces techniques dans le domaine de l'industrie chimique et pétrolière. Des connaissances de procédé dans ce secteur seront particulièrement appréciées. Rémunération en rapport avec l'expérience. Lieu de travail : Saint Quentin en Yvelines. Des déplacements de courte durée, mais relativement fréquents en France et à l'étranger sont à prévoir.

Systèmes Temps Réel sur mini-calculateur

DUT Informatique débutants ou première expérience

(Réf. 85008)
Vous participerez aux projets importants actuellement traités par la société, tant dans le domaine de la production que de la conduite d'unités industrielles. Lieu de travail : Saint Quentin en Yvelines. Déplacements de durée limitée pour la mise en route des applications sur site à prévoir (France et Etranger).

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec CV et prétentions à Monsieur Patrick JOUVE, GIE ESIA, 1, rue des Hérons 78184 SAINT QUENTIN Cedex

58 milliards de C.A., 130.000 personnes, implantés dans 17 pays nous recherchons

DE JEUNES CADRES A HAUT POTENTIEL

capables de devenir dans quelques années

DIRECTEURS FINANCIERS de nos filiales

HEC, ESSEC, MINES, CENTRALE... avec si possible un M.B.A.
vous avez brillamment réussi vos premières années de carrière

vos premières responsabilités

**CONTROLEUR DE GESTION
DIRECTEUR FINANCIER DE PETITES FILIALES
RESPONSABLE BUDGETAIRE
AUDITEUR**

Nous vous ferons acquérir rapidement une connaissance approfondie de tous les rouages de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. 179 M à
SAINT GOBAIN Direction des affaires sociales
Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE



ENERTEC

Société du Groupe Schlumberger recherche pour son Département Acquisition et Enregistrement Magnétique

Ingénieur technico-commercial Export

Il aura pour mission la prospection et la vente de systèmes de Télémétrie pour les applications de la mesure aux problèmes de l'espace (équipements de satellites, stations de réception au sol, systèmes de tests). La clientèle prospectée se situe en France et en Europe de l'Ouest. Nos produits de très haute technicité nécessitent une formation ingénieur grande école d'électronique et de bonnes connaissances en informatique. Une expérience de la vente de

systèmes de technologie avancée est souhaitée, mais les candidatures de débutants seront étudiées. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Le poste est basé à Vélizy. Nous offrons à un ingénieur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale. Adresser CV et photo sous réf 3585 au Service du Personnel, ENERTEC Schlumberger, 1 rue Nieupoit, 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

Fédération Agro-Alimentaire Paris recherche

consultant financier et comptable

120.000/130.000 F départ
28/35 ans, Maîtrise de Gestion, ESCAE option finance et comptabilité.
Adresser Curric-Vitae sous référence 183, à
LPA-GENEVAY
11 square Jasmin, 75016 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES (Groupe caisse des dépôts développement) rech. pour son département "DEVELOPPEMENT FINANCIER" 2 JEUNES

ÉCONOMISTES-STATISTICIENS

(ENSAL, ISUP, HEC ou équivalent). 2 ans d'expérience souhaités.

Adresser lettre, C.V. et photo à
Asial Pub., RH, 5892, MOJ,
27, rue Tardieu, 75008 Paris,
qui transmettra.

Organisation professionnelle PORTE DAUPHINE recherche

RESPONSABLE de son SERVICE DOCUMENTATION

Formation de pharmacien ou de biologiste, expérience de la fonction nécessaire. Anglais et allemand indispensables. Espagnol apprécié.

Adresser C.V. au n° M84078 à
BLU-17, rue Labat,
94307 Vincennes,
Cedex, qui transmettra.



DOCUMENTATION INDUSTRIELLE INFORMATISÉE

Nous sommes une société de services (500 personnes), filiale d'un grand groupe industriel français. Pour concrétiser notre vœux technologique, nous recherchons un

CHEF DE PROJET DOCUMENTAIRE

Votre mission : vous serez responsable d'une petite équipe de 5 personnes chargée de développer et de rendre opérationnels des projets mettant en œuvre des techniques de traitement de texte et de D.A.D.

Votre profil : de formation supérieure (ingénieur ou I.N.A.G.E.), vous aimez depuis quelques années, une équipe dans une SSI ou dans un secteur similaire. Vous connaissez les logiciels DCF et ou GDS, et/ou STARS dans un environnement VMS ou gros systèmes.

Adresser CV détaillé en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 8532 M à

SES CARRIÈRES
38, Bd de la Vierge - Saint-Louis - 75001 PARIS

INGÉNIEUR INFORMATIQUE
SYSTEMES EXPERTS
TELEMATIQUE
VIDEOTEX
MONETIQUE
GENIE LOGICIEL
ORGANISATION

Ingénieurs commerciaux senior grands comptes

Votre mission consiste à développer et à gérer un portefeuille de Grandes Entreprises ou d'Administrations. Vous êtes amené, à travers une action intensive de prospection, à positionner SG2 comme interlocuteur privilégié des directions informatiques et utilisateurs.

Vous définissez et négociez avec vos clients et avec les ingénieurs du Groupe SG2 des montages d'affaires dans des domaines diversifiés allant de l'assistance technique à l'ingénierie de systèmes informatiques.

Votre approche est celle du Conseil. La finalité de votre fonction est de conquérir et de gérer le chiffre d'affaires correspondant à vos objectifs. A terme, vous pouvez vous voir confier la responsabilité d'un secteur et des moyens commerciaux vous permettant de le développer.

Votre réussite et votre évolution exigent une formation école d'ingénieur, commerciale supérieure ou équivalente.

Nous vous demandons une expérience significative de 2 à 5 ans dans au moins l'un des domaines suivants : connaissance de l'entreprise, négociation à niveau élevé, connaissance du monde et des problèmes de l'informatique.

Votre potentiel personnel et votre capacité à intégrer notre organisation seront des atouts déterminants.

Pour nous rencontrer, écrivez en joignant votre C.V., photo et vos prétentions, sous la réf. IC/GC/851, à SG2 - Direction Commerciale - 12-14, avenue Vion-Whitcomb - B.P. 215-16 - 75765 PARIS Cedex 16.

LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE

BRUEL & KJAER FRANCE, Instruments de mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

JEUNES INGENIEURS

Diplômés d'une Grande Ecole, débutants ou quelques années d'expérience, pour postes

ingénieurs technico-commerciaux

dans ses Agences de Rennes (Réf. A) et Strasbourg (Réf. B)

Formation technique assurée en France et complétée par stages au Danemark. Pour ces postes, nous demandons : • solide culture scientifique • Connaissances souhaitables en acoustique et mécanique des vibrations • Dynamisme et aisance contacts humains.

Ingénieur logiciel

à son Siège Social de Mennecy (91) (Réf. C)

Pour ce poste, nous demandons une formation électronique permettant de maîtriser les problèmes d'interfaçage et de programmation des systèmes d'instrumentation pilotés par micro-ordinateurs. Sa mission consistera à définir et réaliser les logiciels d'exploitation de nos systèmes de traitement de signal, assurer leur mise en route et leur suivi. Pour tous ces postes, rémunération : fixe + % C.A. + voiture.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence choisie à :

BRUEL & KJAER FRANCE - 38, rue Champoreux - 91540 MENNECY

Brüel & Kjaer France

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



H/F. COMPETENT EN DROIT DU TRAVAIL, pour le Service Juridique de la Direction du Personnel.

Juriste d'Entreprise

Il a une responsabilité d'études de législation sociale, impliquant la consultation d'organismes spécialisés, et participe à la définition de la réglementation et à la mise en œuvre de ses applications.

Il est fréquemment consulté par les chefs du personnel et par les différentes directions opérationnelles de la société après lesquels il exerce un rôle de conseil et d'assistance en matière de droit du travail.

Diplômé d'études supérieures en droit, (DEA, DESS droit du travail) ou Sciences Po, il apporte une compétence et une « pratique » juridique acquise par une expérience minimum de 3 ans. Il se fera apprécier par sa rigueur dans l'analyse, sa clarté dans la synthèse, ses qualités de communication et son sens de l'équipe.

NK 1183/M

Animer et Organiser la Formation

H/F. Au sein du Service Formation, ils participent à la stratégie d'évolution du personnel et des structures (groupes diagnostics et d'aide à la résolution de problèmes - expression des salariés - évolution de carrière...).

Ils réalisent l'étude des modalités d'intervention spécifiques à chaque environnement de travail, ils organisent et animent les formations nécessaires et mesurent la réussite des actions engagées.

Nous attendons des candidats, diplômés de l'Enseignement Supérieur possédant une réelle expérience industrielle dans le domaine de la formation ou de la gestion des ressources humaines et motivés par le développement de la communication dans l'entreprise.

Ces 2 postes sont à pourvoir rapidement, déplacements occasionnels en France.

NK 1188/M

H/F. Participer avec nous à l'expansion d'une de nos filiales compétitives sur le marché de la micro-informatique, en associant votre compétence.

Gestion et Recrutement de Personnel

Rattaché au Directeur du Personnel, vous prenez personnellement en charge la gestion globale des emplois et le recrutement en direct d'une partie de la population Ingénieurs et AT.

Au sein d'une petite équipe, vous collaborerez à la mise en place d'un outil de gestion prévisionnelle et évolutive du personnel et des fonctions.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous êtes fortement motivé par la fonction sociale en entreprise. Par votre expérience en milieu professionnel (5 ans minimum) vous êtes reconnu « professionnel » du recrutement au sens large et vous apportez des méthodes de gestion des ressources humaines.

Nous apprécions le dynamisme « participatif », la créativité et la rigueur, et des qualités personnelles d'écoute et de communication pour favoriser le dialogue avec les responsables et le personnel.

NK 1193/M

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex.

MATRA

S.T. Dupont
ORFÈVRES À PARIS

filiale d'un puissant groupe international, réputée mondialement pour sa gamme de produits personnels de luxe (CA : 450 MF dont 80 % à l'export), recherche pour sa Direction financière et administrative, un :

Contrôleur de gestion filiales étrangères

Répondant devant le Directeur Financier, il aura pour mission d'assister les Directions commerciales et de marketing pour toutes les questions comptables et financières, concernant les filiales et les marchés d'export. En relation avec les chefs comptables étrangers, il harmonise les procédures de gestion interne, intervient dans l'informatisation des méthodes, procède au contrôle des budgets et forecasts, supervise la politique des prix de vente, s'assure de la rentabilité des opérations.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures, commerciales ou de gestion, possédant en outre un DECS et bénéficiant d'au moins cinq années d'expérience dans la pratique de la comptabilité française au siège d'un groupe multinational. Une parfaite connaissance de l'anglais est impérative. D'intéressantes perspectives de carrière peuvent être envisagées dans le groupe pour une personnalité à fort potentiel.

Adresser confidentiellement curriculum vitae, photo et courte lettre manuscrite sous référence 133 LM à Rosie SCHWARTZ

A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

Ingénieur Développement Electronique

La Branche Emballage du Groupe BSN - 4,7 Md de F de C.A., 5 500 personnes, 1^{er} producteur européen de bouteilles en verre - recherche pour sa Direction des Services Techniques, située en région lyonnaise, un jeune Ingénieur Développement Electronique. Il viendra renforcer une équipe de 17 personnes qui conçoit, met au point et industrialise des équipements opto-électroniques de contrôle unitaire de production à très haute cadence. Ce service a développé une gamme d'appareils de haute technologie qui sont utilisés dans nos usines et commercialisés à des milliers d'unités étrangères. En 1984, le C.A. de cette activité en pleine expansion a représenté 25 MF.

Il se verra progressivement confier des projets qu'il mènera de bout en bout en liaison étroite avec les usines : analyse du besoin, conception, expérimentation, installation dans les meilleures conditions d'exploitation industrielle. Il sera assisté dans ces tâches par une équipe de techniciens consacrée en fonction de la taille des projets. Ses interventions l'amèneront à se déplacer dans les usines de la Branche que chez ses « clients » étrangers. Une bonne pratique de l'anglais est donc impérative. Des connaissances dans d'autres domaines que l'électronique (informatique, optique, laser, ultra-sons...) seraient un atout supplémentaire.

Ce poste permettra à un jeune ingénieur électronicien créatif, mobile et motivé par l'originalité des applications à mettre en place, de développer ses compétences dans des techniques de pointe et de venir sur le terrain les résultats industriels de son action. De larges perspectives d'évolution lui seront ouvertes par la suite vers des postes tant techniques qu'opérationnels.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. Y 32 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du Groupe Schlumberger, FLOPETROL JOHNSTON exerce principalement ses activités dans la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Au sein de la Direction Recherche et Développement, des équipes aux compétences les plus variées (Informatique Scientifique, Electronique, Physique, Mécanique...) conçoivent et développent les outils faisant appel aux techniques les plus avancées. Elle recherche aujourd'hui des :

Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent

ELECTRONIQUE

Ils participent à la conception, au développement et à la mise en œuvre d'ensembles de mesures faisant appel à des techniques numériques (micro-processeurs, logiciels) et analogiques.

Divers postes s'adressent à des débutants. D'autres à des ingénieurs ayant 2 à 5 ans d'expérience. (réf. B 351).

La connaissance de l'anglais sera appréciée.

Ces postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - ouvrant de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe International de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel, Etudes et Fabrications Flopetrol, BP 592, 77005 MELUN Cedex.

LOGICIEL TEMPS REEL

Ils étudieront et réaliseront des logiciels dans le cadre d'un système d'acquisition de données multitaques. Certains postes s'adressent à des débutants. D'autres à des ingénieurs ayant une première expérience au cours de laquelle ils auront acquis de bonnes connaissances en logiciel temps réel ainsi qu'une pratique des matériels et logiciels DEC (VAX/VMS, POP11/RX-11). (réf. B 357)

MECANIQUE/MECANIQUE DES FLUIDES

Il aura la responsabilité d'un projet de développement et de mise au point d'outils permettant la mesure du débit dans les forages à terre ou en mer. Outre une formation en mécanique, il a suivi une spécialisation en mécanique des fluides (DEA ou 3^{ème} cycle). Il est débutant ou a une première expérience. (réf. C 35).

FLOPETROL JOHNSTON
Schlumberger

LES GRANDS DE LA MICRO FRANÇAISE

INGÉNIEURS DE PROJETS : LA CRÉATIVITÉ EN APPLICATIONS

MO5, TO770 : en deux ans, ils ont réussi leur percée sur le terrain de la Micro domestique. Aujourd'hui, ils évoluent vite et fort et c'est pourquoi nous renforçons nos équipes d'INGÉNIEURS LOGICIELS d'APPLICATIONS : ils sont créatifs, responsables de leurs projets, autonomes :

- Créatifs, pour étudier, définir des logiciels "pros" intégrant les spécificités des nouveaux périphériques commercialisés.
- Responsables, parce qu'ils participent, au plus près, à la réalisation complète des produits (programmation en Assembleur ou langages évolués).
- Autonomes, parce qu'ils gèrent et planifient la sous-traitance. Bien sûr, la Micro les passionnent.

Si vous êtes INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE option Informatique ou UNIVERSITAIRE (DEA), débutant ou déjà expérimenté (un à deux ans) et si vous avez déjà approché les techniques VIDÉO ou COMMUNICATION (stages ou expériences), votre créativité et votre ambition vont rapidement entrer en applications.

Prenez rapidement contact avec notre Conseil, en lui adressant un dossier de candidature (C.V. photo et prétentions) sous réf. 123 M :

ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY

THOMSON
GRAND PUBLIC

Grande distribution - Notre importance et notre développement constant font de nous un des leaders de la grande distribution. Nous avons la préoccupation permanente d'affiner nos conceptions, nos équipements et moyens informatiques. Dans cet esprit, nous souhaitons adjoindre à notre responsable des études un informaticien expérimenté en tant que :

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur - ingénieur en informatique ou équivalent - vous avez 8 à 10 ans d'expérience, au cours desquels vous avez eu la responsabilité de plusieurs projets importants, réalisés sur gros ou moyens systèmes, mettant en œuvre des techniques de gestion de bases de données et de télétraitement. Vous maîtrisez bien les problèmes de gestion des ressources informatiques dans le cadre d'un système interactif et réparti. Au sein de notre direction informatique, vous serez directement responsable des études de faisabilité technique et de l'évaluation chiffrée des cahiers des charges en personnel et matériels, pour les projets qui vous seront confiés. Vous serez chargé de l'encadrement des équipes de développement, contrôlant le planning d'avancement des travaux et l'utilisation des ressources dans le cadre des prévisions. Vous assurerez de la qualité des applications réalisées et de leur documentation : vous devrez également organiser la formation des utilisateurs préalable à la mise en place des nouvelles applications. Vos compétences techniques, votre expérience, ainsi que vos qualités de contact, votre adaptabilité et votre disponibilité, seront les atouts de votre réussite dans cette fonction et de votre évolution future au sein de notre groupe. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à : Josyane Muller sous réf. 7844 Melle étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO INFORMATIQUE

47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS

TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTCO

مكتبة من الأصل

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

Etudes et Productions Schlumberger conçoit, développe et produit des systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures (sondes, capteurs, systèmes informatiques d'acquisition et d'interprétation...)
Sa mission : mettre sur le marché les matériels de recherche pétrolière les plus efficaces, intégrant les techniques les plus modernes.
Pour renforcer son potentiel d'études et de développement EPS recherche :

ingénieurs électroniciens Centrale, Supelec, Télécom...

Diplômé de grande école vous possédez un solide bagage dans les domaines de l'électronique analogique et digitale, des connaissances en informatique et si possible en ultrasons. Vous avez déjà utilisé des équipements de CAO.
Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous serez chargé de la définition, de la conception, de la réalisation et des essais de la partie électronique de systèmes de mesure. Assurant le passage des prototypes vers la fabrication de série, et en relation étroite avec les unités de production et d'opérations, vous veillerez au respect des spécifications, proposerez les évolutions technologiques, réaliserez des dossiers techniques, conduirez les projets de mises au point, de tests, d'amélioration des outils.

ingénieur système

Diplômé de grande école, vous avez une solide formation en informatique, une bonne connaissance et un vif intérêt pour le système et au moins 2 ans d'expérience sur matériel DEC.

Au sein du centre de calcul scientifique (équipé de 9 VAX, de moyens graphiques et d'un réseau international), vous serez chargé :
- de la mise en service de nouveaux matériels et logiciels
- de l'évolution de la configuration et des réseaux locaux et internationaux
- d'assurer un rôle de conseil auprès des utilisateurs
- de l'évaluation des nouveaux produits.

Un très bon contact humain est indispensable pour devenir l'expert système auprès des utilisateurs.

ingénieur CAO Centrale, AM...

Ingénieur de formation générale vous connaissez l'informatique et la mécanique, et possédez si possible une expérience de la CAO en milieu industriel.
Au sein du Service Méthodologie, vous serez chargé d'analyser une application mécanique importante, de mettre en place un nouvel équipement de CAO et de développer les interfaces en apportant des solutions et des améliorations originales.
Vous serez en relation constante avec les ingénieurs et techniciens des autres services. Le sens de la communication, une pédagogie éprouvée, et le sens du service sont indispensables.

Pour ces 3 fonctions la maîtrise de l'Anglais est indispensable.

L'évolution importante de nos activités et leur haut niveau technique ouvrent aux titulaires de réelles perspectives professionnelles dans le groupe, tant en France qu'aux USA, où de courts déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel, EPS Schlumberger, 26, rue de la Cavée 92140 Clamart.

Schlumberger

RENDEZ-VOUS AVEC LE DYNAMISME INFORMATIQUE.

Le CRÉDIT LYONNAIS, côté informatique, c'est :

- des ensembles IBM de grande puissance,
- un réseau intégré de communication avec près de 10.000 stations de travail réparties sur tout le territoire,
- l'utilisation de technologies de pointe, matériels et logiciels.

Le système d'information se déploie, se diversifie et évolue :

- nouveau réseau de communication,
- stations de travail élargies à l'usage d'ordinateurs individuels,
- décentralisation de pôles de traitement régionaux, locaux...
- utilisation des techniques de Vidéoex, de réseau local, de SGDB...

Les perspectives de carrières se multiplient

au sein de notre DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et de l'ORGANISATION...

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ou de L'UNIVERSITÉ

Vous possédez 2 à 4 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- méthodologie et conception de stages de formation informatique,
- développement d'une architecture de traitement sous UNIX,
- moniteur Temps Réel sur machine IBM sous MVS,
- applications utilisant des bases de données mises à jour en Temps Réel,
- Génie Logiciel.

Vous êtes débrouillard(e) :

- développement d'outils proches des systèmes d'exploitation (IBM/MVS, Tandem, Unix, MS-DOS), des protocoles, des réseaux locaux.

Nos profils de carrière sont très ouverts, afin de vous permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables, mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 31339
au CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement des Cadres - 25, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS.



CRÉDIT LYONNAIS

VCP

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

recherche pour son développement international, un

CHEF DE ZONE EUROPE CENTRE (RFA, GB, SUISSE, BENELUX) Classe VI - VII

Le candidat, âgé de 32 ans minimum, devra justifier :
- d'un niveau d'études supérieures
- d'une solide connaissance des opérations courantes et des crédits commerciaux et financiers avec l'étranger
- d'une expérience bancaire de 5 ans minimum acquise tant avec les banques, qu'avec les sociétés de la zone.
Anglais indispensable, allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire souhaité à la Direction des Relations Sociales et du Personnel 52, Avenue Hoche 75008 Paris, sous référence 8501.



SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateurs, nous appartenons au GROUPE SNECMA (25.000 personnes, dont 3.200 cadres) qui poursuit une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

Pour notre DIVISION INFORMATISATION (grands systèmes MVS/IMS), située à CORBEIL, nous recherchons :

4 INGENIEURS

- Un chef de projet pour l'étude de nos systèmes de gestion comptable Réf. 277/84
- Un chef de projet pour l'étude de nos systèmes de gestion de production Réf. 279/84
- Un responsable de la définition et de l'évolution de notre système d'exploitation Réf. 8/85
- Un responsable de la définition et de l'évolution des logiciels de gestion du réseau de télétraitement informatique. Réf. 9/85

Merci d'adresser sous référence lettre, C.V. et prétentions à SNECMA Département Encadrement - 2, boulevard Victor 75724 Paris Cedex 15

CONTESSE TELEMATIQUE - UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 200.14.65

ENERTEC

Nous sommes leader européen de la mesure et régulation, filiale du Groupe Schlumberger. Nous recherchons pour le marketing de notre branche appareils de mesures et de visualisation un

Jeune Chef de Produit (Ingénieur Grande Ecole)

Il sera responsable de l'analyse des marchés, de la définition et du lancement de nouveaux produits ainsi que du suivi et de l'animation des ventes.

Une formation Ingénieur Grande Ecole en Electricité et/ou Electronique industrielle ainsi que la connaissance de l'anglais sont indispensables. Une formation complémentaire ou une première expérience en marketing industriel serait en outre appréciée. Cette opportunité doit pouvoir intéresser un jeune ingénieur soucieux de donner à ses objectifs de carrière des responsabilités plus larges au sein d'un groupe international.

Adresser votre dossier de candidature (réf. 151M) à la Direction du Personnel, Enertec, 12 Place des Etats Unis, BP 620, 92542 Montrouge

ENERTEC
Schlumberger

AGENCE DE VOYAGES
recherche
pour ASNIERES 92

UN CHEF DE COMPTOIR (bénévoles confondus)

pour
VILLENEUVE-LA-GARENNE 92

UN BILLETISTE

pour contrat
à durée déterminée 6 mois.
Expér. souh. 1 an. Tél. : 758-
62-66. FRÉDÉRIQUE LALOUETTE
ou Joëlle de FRETAS.

GROUPE PUBLICITAIRE
PUTAUX/P. PUTAUX

ADJOINT CHEF DE COMPTABILITÉ

30 ans DECS minimum, anglais
courant, compt. sup. informati-
que, comptabilité analytique,
budgétaire, reporting, bilan. En-
voyer curriculum vitae.
- 4 lettres manuscrites et
prétentions à :

TED BATES

M. DUTOUR
3, rue Bellini
92808 PUTAUX.

Imprimerie Société de Prestation
Services Comptables recrute
pour missions :

10 COMPTABLES

BAC 92, BTS, DUT de gestion.
Lieu : INVALIDES.
Durée : 3 mois. Travaux : ana-
lyses déclaratoires revenues
professionnelles libérales.
Envoyer C.V. et photo à AMP,
sous réf. le 4386/JR, 40, rue
Olivier-de-Serres, PARIS-19,
qui transmettra.

Vous aimez les concours ?

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

recherche COLLABORATEURS
COLLABORATEURS
25 ans minimum. Pour l'ensem-
ble nouvelle édition. Travail
sur rendez-vous. Stage de for-
mation. Rémunération impor-
tante. Tél. pour R.V. au :
538-98-64.

PARIS (17°)

ORGANISME FINANCIER
DU LOGEMENT SOCIAL

COLLABORATEUR

(HOMME ou FEMME)
Ce poste comprendrait à car-
dinal égal de 30 à 40 m. min.
de formet. supér. économique
et gestion, exp. supér. continue
dans activités similaires.
Il devra posséder des notions de
révision d'études, d'éco-
nomisme, d'analyse et d'in-
terprétation de données chif-
frées et le sens de la gestion.
Rigueur et créativité
sont indispensables.
Conventions collectives des
établissements financiers.
Adr. lettre manuscrite, avec C.V.
détaillé indiquant derniers émo-
vements sous réf. 8320 à

B.E.D.

34, rue de l'Arche, Paris-6.

RESPONSABLE

Groupe de 10 écoles
d'ingénieurs cherche
- Appointé à l'organisation
des classes terminales et
préparatoires scientifiques.
- Poste à Paris.
- Taux partiel possible.
Env. C.V. à : ISEP, 21, rue
d'Assas, 75270 Paris.
Cedex 06.

Le Centre d'Informations Finan-
cières organise un stage pour
recruter des
CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H.F.)
(Paris ou Versailles)
- ayant goût des contacts à
haut niveau, sans des res-
ponsabilités ;
- formation assurée ;
- rémunération motivante.
Tél. : 500-24-03, poste 41.

S.S.I.I.

BATIMENTS T.P.

PARIS

JEUNE TECHNI- COMMERCIAL

DUT/BTS INFORMATIQUE

"Pour vente systèmes
MS/DOS clés en main.
Première expérience
en micro-informatique
de gestion appréciée.

Env. avec C.V., photo et pré-
tentions, n° M 84146, BLEU,
7, rue Label,
94307 Vincennes Cedex,
qui transmettra.

TRIPLEX OUTILLAGE

recherche

ANALYSTE- PROGRAMMEUR

5 ans d'expérience min. sur
Digital PDP 11/70, basis
+ 2 FMS - RSTB.
Autonomie, responsabilité.
Travail en petits équipes.
Adr. C.V. écrit et photo à
N. LEC, c/o TRIPLEX,
15, place de la Nation,
75011 PARIS.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures
au 555-91-82

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

REGION SUD-OUEST

Nous sommes une importante Société Industrielle dans un secteur de technologie, et notre personnel est en majorité Ingénieurs et Techniciens de haut niveau.

Nous recherchons pour l'un de nos centres : H/F

CHEF DU PERSONNEL A FORT POTENTIEL

Rattaché au Directeur du Centre, il prend la responsabilité de la fonction personnel, en liaison fonctionnelle avec la Direction des relations sociales de la Société.

Il a pour mission de développer un réel projet social en associant étroitement l'ensemble de la hiérarchie. Il est avant tout un homme de dialogue mais il sait prendre des positions claires et rigoureuses et les faire passer. Professionnel de la négociation, il établit des relations ouvertes avec les partenaires sociaux et sait anticiper pour maintenir un bon climat social.

Une expérience réussie dans la fonction personnel (8 à 10 ans) acquise dans une entreprise industrielle (de préférence à dominante technique) nous est indispensable pour maîtriser la gestion et l'administration du personnel. L'ascendant personnel, la rigueur et les facilités de communication faciliteront la réussite dans cette fonction évolutive au sein de la Société et du groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° 9165 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris qui transmettra



SOLVAY se place, avec un chiffre d'affaires de plus de 30 milliards de Francs, parmi les grands groupes chimiques internationaux.

SOLVAY France c'est 10500 personnes dans des sociétés de tailles diverses implantées sur tout le territoire.

INGENIEUR TELECOM

NOUS ALLONS VOUS CONFIER UN GRAND PROJET TELEMATIQUE

Souhaitant développer une communication plus efficace, notre **Direction Informatique** crée un **Département Techniques Nouvelles** en introduisant la **Bureautique** et la **Télématique**. C'est ce dernier projet que nous souhaitons vous confier.

L'homme qui conduira son développement sera responsable de l'étude, la spécification, la sélection des moyens à mettre en œuvre (réseaux publics et privés, autocommutateurs, concentrateurs) ainsi que de l'ensemble des moyens nécessaires aux communications informatiques.

Conscients de ce que cela représente en hommes et en moyens, nous ne laissons rien au hasard : 30 systèmes informatiques dont IBM 4381, 23 systèmes HP 3000 et 750 terminaux.

C'est un Ingénieur SUP TELECOM, SUPELEC option TELECOM, IEG, ou ENSEEIHT ayant déjà une expérience d'au moins 2 ans dans la réalisation d'applications très techniques ou de participation à un projet semblable.

Disponible géographiquement pour assurer les liaisons avec nos sociétés françaises et européennes, il est aussi intellectuellement pour s'adapter aux techniques connexes.

Poste basé à Paris 8^{ème}.
Envoyez CV, photo et prétentions, sous réf. 672M à notre Conseil ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



VENDRE GOUPIL AUPRES DES GRANDS COMPTES ET DES DISTRIBUTEURS : UNE AFFAIRE DE PROFESSIONNELS.

Le marché sur lequel nous continuons à progresser est considérable. Nous avons de bons atouts pour réussir ne serait-ce que par notre haut niveau technologique. Notre dernier-né, le GOUPIL 3 PC est un bon exemple. Mais c'est aussi grâce au professionnalisme de nouveaux

INGENIEURS COMMERCIAUX

que nous réussirons à réaliser nos ambitions.

A 25 ans au moins, vous avez une expérience significative dans la vente informatique, matériels péri-informatiques et bureautiques. Vous donnerez la plus belle dimension à votre job puisqu'il s'exercera dans une structure jeune et dynamique.

Chez Goupil, tout va très vite. L'innovation, et la croissance... (100% par an). Quels autres meilleurs atouts pourriez-vous souhaiter pour faire progresser votre carrière ?

Adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 668M
ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Société de CONSEIL et de FORMATION de haut niveau, de dimension nationale (40 consultants) intervenant auprès des plus grandes entreprises, bénéficiant d'une excellente image de qualité, doit faire face à un développement important et recherche

jeunes consultants

INFORMATIQUE - BUREAUTIQUE

• Les candidats (es) : - diplômé(e)s de l'enseignement supérieur avec au moins une spécialisation informatique - une année d'expérience minimum - de brillantes qualités d'animateur.

• Les missions : - réaliser au sein d'une équipe dynamique en pleine expansion des interventions de formation et de conseil - possibilité d'accéder rapidement à des missions de haut niveau - basés à Paris, les postes supposent néanmoins de fréquents déplacements.

Nous vous remercions d'adresser les éléments de candidature sous référence INS à :

SCRIBE 4, avenue Hoche
75008 PARIS

JEUNE INGENIEUR FACE A L'INFORMATIQUE...

VOTRE PREMIERE EXPERIENCE : UN DEPART A NE PAS MANQUER

Votre diplôme d'ingénieur, votre passion pour l'informatique : vous avez choisi un bon créneau. Et vous voulez que votre première expérience soit, en quelque sorte, la « consécration » de vos études. Il vous faut donc une entreprise performante, solide, novatrice, capable d'assurer votre intégration et votre formation.

Nous nous plaçons parmi les premiers groupes industriels français et intervenons dans des secteurs très diversifiés touchant notamment la chimie et la pharmacie. C'est au département Etudes de notre société informatique (Paris La Défense) que nous vous proposons de commencer.

Vos premiers galons de spécialiste en informatique ? Venez les gagner chez un utilisateur. Et, sans plus tarder, adressez votre candidature détaillée, motivée, sous référence 670 M à notre Conseil.

ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Quand un ordinateur rencontre un autre ordinateur... Que se raconteraient-ils si nous n'existions pas ? Notre vocation, est précisément d'organiser ce dialogue. Notre maîtrise des interconnexions entre matériels hétérogènes nous permet de répondre aux demandes et exigences croissantes de la **TELEINFORMATIQUE** et des **RESEAUX**.

Nous concevons, développons, produisons et installons une large gamme de produits performants et diversifiés : processeurs de communication, convertisseurs de protocoles, émulateurs, concentrateurs. Notre croissance, supérieure à 30% par an, constitue une reconnaissance de notre savoir-faire et de notre dynamisme. Nous recherchons plusieurs

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Informaticiens de haut niveau, pratiquant l'Assembleur ou le langage C, ils seront chargés, au sein de notre important Service Etudes, de la réalisation et de la mise au point de logiciels (depuis l'analyse jusqu'à la qualification des produits chez nos clients), généralement sur système 68000 Temps Réel.

Ces logiciels concernent des applications diverses dans le domaine de la Téléinformatique et des réseaux : émulation de terminaux, interfaces de systèmes hétérogènes, protocoles de communication.

Débutants ou confirmés, mais particulièrement motivés, comme nous, par ce domaine d'application en plein essor, les candidats recrutés seront à la fois des passionnés et des professionnels aux compétences affirmées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 673 à notre Conseil ALPHA CDI - 181, Avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Jeune ingénieur projets éclairage

Jeune Ingénieur électricien, passionné de technique, vous souhaitez évoluer vers la prise en charge globale d'affaires importantes.

Notre société, de dimension internationale, peut vous confier au sein de nos services techniques d'études implantés en région parisienne la responsabilité technico-commerciale de vastes projets d'éclairage, en France ou à l'Export.

Le Département Conseil en Recrutement de SIASS, que nous avons chargé de cette recherche, traitera très rapidement votre candidature. Ecrivez-lui sous référence 1.60 LM en précisant la rémunération souhaitée.

SIASS

25, rue de Berri 75008 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS DIVISION SEMICONDUCTEURS DISCRETS

COURBEVOIE

Notre fort développement international nous amène à bâtir un NOUVEAU SYSTÈME INFORMATIQUE à la hauteur d'une technologie et de produits d'avant-garde.

Pour prendre la responsabilité de la mise en place et de l'exploitation de notre future application de Gestion Commerciale, nous recherchons un

INGENIEUR INFORMATICIEN RESPONSABLE SYSTÈME ET EXPLOITATION

Diplômé d'une Grande École, vous avez environ 30-35 ans. Vous possédez une expérience réussie de la mise en place et du support opérationnel d'une application de gestion commerciale internationale.

Vous connaissez très bien CICS-DLI-TSO et l'anglais vous est familier.

Vous serez en charge de la Direction de l'équipe Réseau et Exploitation, (applications traitées sous notre responsabilité au Centre Informatique THOMSON).

Vous aurez pour mission la mise en place du réseau national et international, la mise en application opérationnelle, et assurerez les relations avec les fournisseurs.

Votre sens de l'engagement et vos qualités humaines pourront vous conduire vers les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'Électronique THOMSON.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo), à THOMSON SEMICONDUCTEURS - Division Semiconducteurs Discrets - Service du Personnel - 5, rue du Président-Kruger, 92403 COURBEVOIE.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES
(90 personnes) CRÉÉE à PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

GESTION ET DÉVELOPPEMENT
D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES

Relevant du Chef du Service concerné, il sera l'interlocuteur de dirigeants d'entreprises assurant l'approvisionnement et la collecte d'animaux (porcs, bovins) pour leur commercialisation; il sera chargé notamment de:
• établir des diagnostics économiques et financiers de ces entreprises;
• analyser leur plan de développement dans le cadre de la politique du secteur;
• proposer et négocier des interventions financières, les mettre en place et assurer le suivi de ces entreprises.

Courts déplacements en province.

Le candidat - 30 ans minimum - aura une formation supérieure, une expérience de gestion en entreprise et - si possible - une première approche de l'économie des productions animales par sa formation et son expérience.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous référence 54 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL - GROUPE BEC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

Emplois Cadres
CH. MONDADAIRE NATIONAL
ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI PRIX 6 F

CHAQUE MERCREDI
LE PANORAMA
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

secrétaires

BANQUE Quartier Opéra recherche

SECRÉTAIRE
DE DIRECTION

CONFIRMÉE

Sténo-dactylo bilingue de préférence (italienne).
Ecrire n° 8437, Contesse
Publicité 14, 20, av. Opéra,
75040 Paris Cedex 01.

représentation
offres

Maison édition Paris connue ch. agent commercial, sér. pour vente pub. ou entreprises pro- fess. très rég. poss. Tél. : 536-71-50 ou env. C.V. à Publ. Mondial CRT, 3, r. de l'Arrière, 75748 Paris Cedex 15.

formation
professionnelle

PRÉPARATION INTENSIVE
AUX CONCOURS PARAMÉDICAUX
824-14-01.

20 H. STAGE INTENSIF
D'INITIATION A LA
MICRO-INFORMATIQUE
18 et 19, 20 et 21 février
les 1 et 2, 3 et 4 avril.
Autres horaires possibles.
Prix : 980 F.
Téléphone : 824-21-25.

Assistance et Conseil
International en Logiciel

Acilog

Formation
professionnelle

d'ANALYSTE
PROGRAMMEUR

Opportunités
de placement

Tél. 723.55.18, 38, rue de
Mars, 75001 Paris.
Mars, Emile, George V

capitaux
propositions
commerciales

Rech. ASSOCIE. BON COM-
MERCE ET GESTIONNAIRE
pour distribution (France, étran-
ger) et vente magasin Paris,
Paris, textiles, articles, etc.
deux, 343-87-70, 893-29-46

DEMANDES D'EMPLOIS

Direction usine
ou technique

Agé de 42 ans, ancien officier de marine et ancien directeur d'usine, je dirige actuellement 2 unités de production plastique d'un effectif global de 100 personnes.
Je recherche une direction usine ou technique en France ou à l'étranger.
Ma mobilité, mon implication et mon sens des contacts humains me permettent d'être très rapidement opérationnel.
Merci de contacter M. REVOL sur 742.80.18.

J.F. BAC, bilingue anglais,
bonnes notions d'anglais, bonne
présentation, cherche emploi
standard, téléphone, accueil ou
autres emplois sur. n° 1.630
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, Paris-2.

J.F. 27 ans, maîtrise d'adminis-
tration économique et sociale,
présentation, anglais, néo-
logisme informatique, stage PIRE
production audiovisuelle, cherche
poste service commercial ou
relation personnel. n° 1.606
Ecr. s/n° 1.606 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 48 ans, bonne prés. cherche
travail commercial et adminis-
tratif, temps partiel ou complet.
Sérieuses références commer-
ciales et opérationnelles sur
territoire. Bonnes notions
des langues. n° 1.606
Ecr. s/n° 1.606 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 25 ans, cherche poste
contrôle-gestion ou
recherche-développement,
dans toutes régions.
C. Delattre, 27 N. 72, rue
de la République, 93000 LILLE.
Tél. : (20) 52-35-25.

J.M. rech. emploi magasinier,
réception, distribution, 5 ans
exp. Ecr. : CHELLI Richard
6, rue Lamartine,
82290 CHATELAIN-MALABRY.

Couple, homme, quarantaine,
sérieux, cherche place stable
gardiennage pour entreprises, usines,
propriétés, etc., région Paris.
Très sérieuses références. Au
besoin tout à fait disponible le
week-end.

Travaux à réaliser sur plusieurs
possibilités d'emploi entre au-
tres assure, la protection des
biens personnels du Président.
Tél. : 358-69-68
après 20 heures.

ESPAGNE
H. 42 ans Université, Trilingue
Expér. de PME, exp. adm.
Ecr. : CHELLI Richard
6, rue Lamartine,
82290 CHATELAIN-MALABRY.

Hme 36 ans, adjoint au Direc-
teur du personnel, expérience
acquise en milieu industriel
tailleur, effectif actuel 350.
Désire donner un nouveau sens à
sa carrière. Ecr. n° 80 BLEU,
17, rue Labou,
94307 Vincennes cedex -
qui transmettra.

H. 34 ans, licencié en droit, 18 ans
d'exp. gestion du personnel
(logis., ressources humaines,
formation, relations sociales),
emploi chef ou directeur du
personnel et/ou des res-
sources humaines, poste droit
social. Libre rapidement.
Ecr. à REGIE-PRESSE
sous No T 059.562 M
7, rue de Valenciennes,
75007 Paris.

JURISTE AUTRICHIEN, 38 ans,
langues allemande, anglaise,
française, hongroise, espé-
rience commerciale, cherche
travail dans l'exportation. Ecr. à
REGIE-PRESSE sous No T 059.562 M
7, rue de Valenciennes,
75007 Paris.

PROFESSEUR certifié, ARTS
PLASTIQUES, sous contrat
PES (entre 3 ans) recherche
tous postes à Paris. Ecr. sous
réf. 14 à REGIE-PRESSE, 75009 Paris, qui transmettra.

COLLABORATRICE
COMMERCIALE
Disponible immédiatement.
48 ans, CADRE,
ANGLAIS COURANT.
Tél. : h. bureau 578-74-59.

DIRECTEUR PERSONNEL
54 ans, nat. espagnole, ancien
chef de service à la Direction
Pub. de la Région de Provence.
Ecr. s/n° 1.740 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PORTUGALISER
Payé de langue portugaise, H.
38 ans, DESSE communication
politique et social. Mait. lettres,
dipl. d'études audio-visuel.
Français, portugais,
anglais, ch. emploi.
J. CORREIA, 88, r. J.-J. A. 13.

propositions
diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés,
à tous et à tous avec
ou sans diplôme. Demandez
une documentation sur la revue
revue spécialisée FRANCE-
CARIBEE (151)
B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emploi
à l'étranger sont nombreuses
et variées. Demandez une
documentation sur la revue
spécialisée MIGRATIONS (140)
B.P. 291 - 09 PARIS.

travail
à domicile

Travail de traitement
de texte, dactylographie
Téléphone : 48-14-22.

traduction
demande

Traductrice dipl. EST, all., angl.,
ch. TRADUCTIONS (rech. tech-
nical, commercial, médical)
Téléphone : 535-12-62.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt
PRÈS BOURSE, beau 3 pces
70 m², 3^e étage, 720.000 F.
OUESSEY, 824-83-33.

3^e arrdt
MARAI studio de carac-
tère, tt cft, calme,
195.000 F. 328-87-16.

4^e arrdt
BEAUBOURG, petites surfaces
à rénover, immeuble bon état,
A. STOOPS, 825-49-15 - 42-17.

5^e arrdt
LE SAINT-LOUIS
TRES BEAU 2 PIÈCES
1.850.000. DORESSY,
Téléphone : 824-83-33.

6^e arrdt
LUXEMBOURG STUDIO
110 m², tt cft, m²,
calme, 235.000 F. 325-87-16.

7^e arrdt
SEINE RX ARTS
Et. élevé, 165 m², 703-32-31.

8^e arrdt
PARC MONCEAU
BEAU 2 P., à rénover, tt cft
830.000 F. Tél. 826-80-04.

9^e arrdt
500 M. TRINITE, bel imm.,
2/3 pces, refait, neuf, cour-
privative, A. STOOPS,
825-49-15 - 42-17.

12^e arrdt
PIERRE, imm. stand, dble
étage, 2/3 pces, cft, refait,
A. STOOPS, 825-49-15, 42-17.

13^e arrdt
PL. DAUMESNIL
(grde) Patisserie vend de imm.
rénové, 2/3 pces, cft, balns
terrasse, ref. n° 834-13-18.

16^e arrdt
PTE ST-CLOUD, très beau
2 P., tt cft, ref. n° 834-13-18.

17^e arrdt
AV. LAMBALLE, pierre de L.
dble rénové, 2 chbres, tt cft,
115 m², 1.450.000 F.
Téléphone : 804-49-13.

77
Seine-et-Marna
FONTAINEBLEAU
rue de France, surface rénovée
ou semi-rénovée, studios
et 2 P., finitions personnalisées
Téléphone : 329-58-05.

locations
non meublées
offres

Paris
A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS
DISPONIBLES
HESTIA - 306-09-10
188, r. de Valenciennes (15^e).

LOCATION
DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-boulevard
707-22-05

CENTRALE DES PROPRIÉ-
TAIRES ET LOCATAIRES
PARIS-SP. M. CENSIER.

NOMBREUSES LOCATIONS
DISPONIBLES
ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-05-46
68, rue du Chemin-Vert
75011 Paris, M^e St-Ambroise.

locations
non meublées
demandes

Paris
J. couple cherche appartement
2 P., cul., salle d'eau, w-c.
Paris/proche banlieue
Mod C.C. 2.000 F./2.500 F.
Sér. garanties. 335-23-43.

Pour Dinguets et Employés
mariés, importante et en permanence
appt tres catégories et
surtout, ville Paris, environ
Téléphone : 503-37-00.

(Région parisienne)
Pour étudiants et jeunes
villes, pavillons pour CADRES
Tél. 889-89-85 - 283-57-02.

locations
meublées
offres

Paris
PARIS-13^e, M^e Malesherbes
2 pces tout confort.
Meublé 3.000 F. CC.
Post. non meublée 2.700 F. CC.
Téléphone : (16-6) 49-31-83.

locations
meublées
demandes

Paris
SARL - RC - RM
Constitution de Société
Déclaration et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau de domiciliation
avec secrétariat partagé
Tél. (1) 346-00-55.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17
domiciliation RM - RC, SARL
Constitution et. 763-47-14.

Siège social, s. ST-HONORE
Constitution et. en serv.
PARIS - LE DE-FRANCE
INITIATIVES, 260-81-83.

Part. à part. ch. bureau à louer,
minim. 30 m²,oyer maximum
1.500 F/m². Paris (10^e, 14^e et 15^e).
Ecr. s/n° 1813 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

fonds
de commerce

Ventes
Cause maladie
AFFAIRE A SAISIR
AUTO MOTO SCOOTER
à Saint-Denis, 93200.
Très bon emplacement
bien desservi.
Prix à débiter
Tél. 327-32-18 de 14 à 19 h.

SIP
PUBLICITE

11, rue d'Uzès
75002 PARIS
508.00.75
spécialiste en publicité immobilière

présente ses meilleurs vœux aux annonceurs du
Monde

Nos services demeurent à votre disposition pour tous pro-
blèmes de petites annonces tant sur Paris que la province
ou l'étranger (Membre adhérent du S.V.P. et du S.N.P.A.C.)

Le Monde

dossier

Comment calculer vos impôts sur le revenu pour 1985

Quel montant d'impôts paierons-nous cette année sur les revenus de 1984 ? La loi de finances pour 1985 publiée au « Journal officiel » daté du 30 décembre 1984 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 2 de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le

calcul de l'impôt nécessite la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets du quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial, ce qui est une nouveauté.

En revanche, les effets de la surtaxe progressive ne sont pas intégrés dans le calcul, pas plus que la réduction de 5 % de l'impôt, ni évidemment les réductions au titre des dépenses faites pour économiser l'énergie ou pour les intérêts des emprunts logement.

Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables,

c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions).

Si vous avez plus de deux parts, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

VOUS AVEZ	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	
VOUS ÊTES	Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Marié (e) Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Marié (e) Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Marié (e) Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)	Marié (e) Célibataire Veuf (ve) Divorcé (e)
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	15 490 5 % 741	23 230 5 % 1 111	30 980 5 % 1 482	38 720 5 % 1 852	46 470 5 % 2 223	54 210 5 % 2 593	61 960 5 % 2 964	69 700 5 % 3 334	77 450 5 % 3 705	
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	18 370 10 % 1 515	27 550 10 % 2 273	36 740 10 % 3 031	45 920 10 % 3 789	55 110 10 % 4 546	64 290 10 % 5 304	73 480 10 % 6 062	82 660 10 % 6 820	91 850 10 % 7 577	
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	20 650 15 % 2 494	30 970 15 % 3 651	41 290 15 % 4 868	51 610 15 % 6 085	61 930 15 % 7 302	72 250 15 % 8 519	82 570 15 % 9 736	92 890 15 % 10 953	103 210 15 % 12 170	
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	37 340 20 % 3 886	56 010 20 % 5 830	74 680 20 % 7 773	93 350 20 % 9 716	112 020 20 % 11 659	130 690 20 % 13 603	149 360 20 % 15 546	168 030 20 % 17 489	186 700 20 % 19 432	
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	46 920 25 % 5 753	70 380 25 % 8 630	93 840 25 % 11 507	117 300 25 % 14 384	140 760 25 % 17 260	164 220 25 % 20 137	187 680 25 % 23 014	211 140 25 % 25 891	234 600 25 % 28 767	
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	56 770 30 % 8 099	85 150 30 % 12 149	113 540 30 % 16 199	141 920 30 % 20 249	170 310 30 % 24 298	198 690 30 % 28 348	227 080 30 % 32 398	255 460 30 % 36 448	283 850 30 % 40 497	
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	65 500 35 % 10 938	98 250 35 % 16 407	131 000 35 % 21 876	163 750 35 % 27 345	196 500 35 % 32 814	229 250 35 % 38 283	C.D.V. 245 350 38 752	M. 262 000 43 752	C.D.V. 260 320 49 221	M. 294 750 55 690
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	109 140 40 % 14 213	158 160 40 % 21 319	C.D.V. 183 640 28 426	M. 218 280 28 426	C.D.V. 202 490 35 532	M. 272 850 35 532	C.D.V. 230 600 49 745	M. 344 850 49 745	C.D.V. 267 280 60 % 63 958	M. 386 310 60 % 71 065
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	150 100 45 % 19 670	225 150 45 % 27 557	300 200 45 % 39 340	375 250 45 % 49 175	450 300 45 % 58 991	525 350 45 % 68 822	600 400 45 % 80 985	675 450 45 % 93 148	750 500 45 % 105 311	825 550 45 % 117 474
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	177 550 50 % 27 175	266 320 50 % 37 135	355 100 50 % 54 350	443 860 50 % 64 310	532 630 50 % 74 270	621 400 50 % 84 230	710 170 50 % 94 190	798 940 50 % 104 150	887 710 50 % 114 110	976 480 50 % 124 070
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	201 970 55 % 36 052	302 950 55 % 46 012	403 940 55 % 59 972	504 910 55 % 72 105	605 890 55 % 82 065	706 870 55 % 92 025	807 850 55 % 101 985	908 830 55 % 111 945	1 009 810 55 % 121 905	1 110 790 55 % 131 865
• Votre revenu imposable n'excède pas Multipliez votre revenu par Et déduisez	228 920 60 % 46 151	343 380 60 % 56 111	457 840 60 % 66 071	572 300 60 % 76 031	686 760 60 % 86 031	801 220 60 % 96 031	915 680 60 % 106 031	1 030 140 60 % 116 031	1 144 600 60 % 126 031	1 259 060 60 % 136 031
• Votre revenu imposable excède Multipliez votre revenu par Et déduisez	228 920 65 % 57 597	343 380 65 % 67 557	457 840 65 % 77 517	572 300 65 % 87 477	686 760 65 % 97 437	801 220 65 % 107 397	915 680 65 % 117 357	1 030 140 65 % 127 317	1 144 600 65 % 137 277	1 259 060 65 % 147 237
• Votre impôt brut est nul lorsque votre revenu n'excède pas	14 820	22 230	29 640	37 050	44 460	51 870	59 280	66 690	74 100	
• Il n'est pas mis en recouvrement si votre revenu n'excède pas (après arrondis- sement)	30 270	30 790	33 670	41 250	48 820	56 400	63 980	71 560	79 130	

- Avant d'utiliser le barème ci-dessus arrondissez votre revenu imposable à la dizaine de francs inférieure. Recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation (C : célibataire ; D : divorcé(e) ou séparé(e) ; V : veuf(ve) ; M : marié(e)). Appliquez alors à votre revenu le taux indiqué et déduisez du résultat obtenu la somme mentionnée au-dessus du taux.
- Exemples : Vous êtes marié(e), vous avez 3 parts, votre revenu imposable est égal à 319 480 F ; votre impôt est égal à (319 480 x 50 %) - 74 270 = 85 470 F. Vous êtes célibataire, vous avez 1 part, votre revenu imposable est égal à 120 260 F ; votre impôt est égal à (120 260 x 45 %) - 19 670 = 34 447 F. Vous êtes divorcé(e), vous avez 2,5 parts, votre revenu imposable est égal à 153 910 F ; votre impôt est égal à (153 910 x 35 %) - 27 345 = 26 524 F. Vous êtes veuf(ve), vous avez 3 parts, votre revenu imposable est égal à 217 400 F ; votre impôt est égal à (217 400 x 60 %) - 85 991 = 44 449 F.
- Ce barème ne tient pas compte ni de la minoration de 5 % ni de la majoration de 3 %.

Si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, votre impôt est réduit de 30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion, cet abatement étant plafonné à 27 230 F) ou de 40 % (Guyane, l'abatement étant plafonné à 36 050 F).

SI VOUS AVEZ PLUS DE 5 PARTS, utilisez les formules ci-après, après avoir déterminé votre quotient familial, c'est-à-dire le résultat de la division de votre revenu imposable par votre nombre de parts (soit R votre revenu et N votre nombre de parts) :

• Si votre quotient familial est supérieur à 14 820 F : votre impôt sera égal à : 0
 est supérieur à 14 820 F et inférieur ou égal à 15 490 F votre impôt sera égal à : (R x 0,05) - (741 F x N)
 est supérieur à 15 490 F et inférieur ou égal à 18 370 F votre impôt sera égal à : (R x 0,10) - (1 515 F x N)
 est supérieur à 18 370 F et inférieur ou égal à 20 650 F votre impôt sera égal à : (R x 0,15) - (2 434 F x N)
 est supérieur à 20 650 F et inférieur ou égal à 37 340 F votre impôt sera égal à : (R x 0,20) - (3 886 F x N)
 est supérieur à 37 340 F et inférieur ou égal à 46 920 F votre impôt sera égal à : (R x 0,25) - (5 753 F x N)
 est supérieur à 46 920 F et inférieur ou égal à 56 770 F votre impôt sera égal à : (R x 0,30) - (8 099 F x N)
 est supérieur à 56 770 F et inférieur ou égal à 65 500 F votre impôt sera égal à : (R x 0,35) - (10 938 F x N)
 est supérieur à 65 500 F et inférieur ou égal à 109 140 F votre impôt sera égal à : (R x 0,40) - (14 213 F x N)
 est supérieur à 109 140 F et inférieur ou égal à 150 100 F votre impôt sera égal à : (R x 0,45) - (19 670 F x N)
 est supérieur à 150 100 F et inférieur ou égal à 177 550 F votre impôt sera égal à : (R x 0,50) - (27 175 F x N)
 est supérieur à 177 550 F et inférieur ou égal à 201 970 F votre impôt sera égal à : (R x 0,55) - (36 052 F x N)
 est supérieur à 201 970 F et inférieur ou égal à 228 920 F votre impôt sera égal à : (R x 0,60) - (46 151 F x N)
 est supérieur à 228 920 F votre impôt sera égal à : (R x 0,65) - (57 597 F x N)

• Plafonnement du quotient familial. La réduction d'impôt pour chaque 1/2 part s'ajoutant à 1 part (personne seule) ou à 2 parts (mariés) ne peut excéder 9 960 F : si vous n'êtes pas domicilié dans les DOM et si votre revenu imposable R atteint ou excède le seuil indiqué dans le tableau ci-dessous, calculez votre impôt sur 1 part (non marié(e)) ou 2 parts (mariés) et déduisez une somme égale au produit de 9 960 F par le nombre de demi-parts excédant 1 part (non marié(e)) ou 2 parts (mariés).

Nombre de parts	5	5,5	6	6,5	7
Situation : célibataire, veuf(ve), divorcé(e), séparé(e)	276 520	293 410	310 290	327 180	344 070
Mariés	404 990	419 260	433 530	447 800	462 070

• Si vous êtes domicilié dans les DOM ou si votre nombre de parts est supérieur à 7, calculez votre impôt 1 avec votre nombre de parts, puis une 2^e fois (A) avec 1 part (non marié(e)) ou 2 parts (mariés). Si la différence entre les deux excède le produit (B) de 9 960 F par le nombre de 1/2 parts s'ajoutant à 1 ou 2 parts, votre impôt est égal à A - B (dans le cas contraire, il est égal à 1).

• Du résultat ressortant du barème ou des formules de calcul, vous devez retrancher les réductions d'impôt pour les dépenses afférentes à votre habitation principale, les assurances-vie, le compte d'épargne actions.

• Les personnes ayant 1 part ou 1,5 part et dont l'impôt est inférieur respectivement à 4 000 F ou 1 600 F bénéficient de la décade (4 000 F - 1 ou 1 600 F - I).

• Attention, car cela est nouveau : Vous bénéficiez d'une minoration de 5 % jusqu'à 21 520 F d'impôt ; de 21 521 F à 26 900 F, la minoration est égale à 4 fois la différence entre la somme 1 345 F et 5 % de votre impôt ; de 26 901 F à 32 280 F, l'impôt n'est ni minué ni majoré ; à partir de 32 281 F d'impôt, vous êtes redevable d'une majoration de 3 % de cet impôt.

Exemples de calcul de l'impôt au-dessus de 5 parts :

• Vous êtes marié(e), vous avez 5,5 parts, votre revenu imposable est égal à 201 820 F (après arrondissement). Votre quotient familial est égal à 201 820 : 5,5 = 36 694. Il est compris entre 29 050 F et 37 340 F. Votre impôt est égal à (201 820 x 0,20) - (3 886 F x 5,5) = 18 988 F. Le plafonnement du quotient familial ne s'applique pas puisque votre revenu imposable est inférieur à 419 260 F. Votre impôt étant inférieur à 21 520 F, il est réduit de 5 %, soit 949 F. Vous devez un impôt de 18 988 - 949 = 18 039 F.

• Vous êtes marié(e), vous avez 6 parts, votre revenu imposable est égal à 435 310 F (après arrondissement) : il excède le seuil du plafonnement du quotient familial (433 530 F). Vous devez alors calculer votre impôt pour 2 parts et déduire 9 960 F par demi-parts excédant 2 (soit 8 demi-parts).

Pour 2 parts, le quotient familial est égal à 435 310 : 2 = 217 655. Il est compris entre 201 970 F et 228 920 F. La formule de calcul est la suivante : (435 310 x 0,60) - (46 151 x 2) = 168 884. De cette somme il faut déduire 9 960 x 8 = 79 680. Votre impôt est égal à 168 884 - 79 680 = 89 204 F.

Étant supérieur à 32 280, il est majoré de 3 %, soit 2 676 F. Vous devez un impôt de 89 204 + 2 676 = 91 880 F.

LA "MAISON DE BLANC"

LIQUIDATION TOTALE
PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE DU 30 DÉCEMBRE 1906

PRIX
EXCEPTIONNELS

SUR LINGE DE MAISON, LINGE DE TOILETTE,
LAYETTES, LINGERIES, COUVERTURES, PEIGNOIRS,
ET TENUES POUR PERSONNELS DE MAISON

DES MEILLEURES MARQUES

A PARTIR DU MERCREDI 16 JANVIER 1985

92 AVENUE VICTOR HUGO 75016 PARIS

MÉTRO VICTOR HUGO

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

CEPES
depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants...
CLASSE
PRÉPARATOIRE sciences-po
NEUILLY
ET QUARTIER
LATIN
57, r. Ch. Lefèvre, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.03.19

مكتبة من الأصل

REPÈRES

Automobile : exportations françaises en hausse

Les constructeurs automobiles français ont dégagé, grâce à leurs exportations, un solda de la balance automobile de 30 milliards de francs en 1984 (contre 22 milliards en 1983). 1 520 000 véhicules ont été exportés.

Charbon : amélioration de la productivité en France

La productivité de Charbonnages de France s'est améliorée en 1984. Le rendement fond est ainsi passé de 3,395 tonnes par mètre cube à 3,548 tonnes (+ 4,5 %). Cette amélioration devrait permettre à l'établissement, en 1984, de frôler l'équilibre après aide de l'Etat (6,5 milliards de francs), alors qu'en début d'année une par de 360 millions de francs était prévue.

Commerce extérieur : excédent record au Japon en 1984

La balance commerciale du Japon a enregistré un excédent record de 33,7 milliards de dollars en 1984. En 1983, le surplus avait été de 20,5 milliards de dollars. Ces statistiques douanières sont calculées CIF à l'importation (incluant les frais d'assurance et de fret) et FOB à l'exportation (c'est-à-dire sans les frais d'approche). En fait, l'excédent commercial du Japon est beaucoup plus considérable : sur la base de chiffres bruts FOB-FOB, il atteignait, pour les onze premiers mois de 1984, 39,2 milliards de dollars, contre 31,4 milliards de dollars pour l'année 1983.

Productique : Siemens veut acheter Allen-Bradley

Le groupe ouest-allemand Siemens s'est porté acquéreur de la société américaine Allen-Bradley, en vente depuis octobre dernier. Spécialisée dans les matériels d'automatisation, Allen-Bradley emploie quatorze mille personnes environ et réalise un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars. Siemens, qui compte parmi les grands fabricants mondiaux d'automates programmables, réussira, par cette opération, à prendre solidement pied aux Etats-Unis et confirmerait ainsi son rôle comme celui de l'industrie allemande.

Taux d'intérêt : baisse de 0,25 % aux Etats-Unis

La Manufacturers Hanover Bank, quatrième banque des Etats-Unis, a annoncé, le 14 janvier, une baisse d'un quart de point de son taux d'intérêt de base (prime rate), passé de 10,75 % à 10,50 %. L'ensemble du secteur bancaire devrait s'aligner sur ce nouveau taux au cours des jours prochains.

Dollar : record battu à 9,78 F

Le dollar a battu tous ses records, mardi 15 janvier, sur la place de Paris à 9,7825 F, le record précédent, de 9,72 F, ayant été établi le 2 janvier dernier. La veille, à New-York, il avait atteint 9,80 F et 3,20 DM. Aux achats commerciaux se sont ajoutés des achats spéculatifs, en prévision d'une hausse ultérieure.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-U.	9,7690	9,7695	+ 199	+ 200	+ 320	+ 340	+ 600	+ 700
S. can.	7,3760	7,3768	+ 32	+ 51	+ 47	+ 78	+ 46	+ 138
Yen (100)	3,8261	3,8282	+ 141	+ 149	+ 254	+ 269	+ 728	+ 776
DM	3,0623	3,0635	+ 124	+ 132	+ 221	+ 232	+ 622	+ 644
Mark	2,7118	2,7130	+ 106	+ 112	+ 190	+ 199	+ 537	+ 572
F.R. (100)	15,3055	15,3115	+ 38	+ 25	+ 58	+ 29	+ 257	+ 17
F.S.	3,6455	3,6474	+ 167	+ 179	+ 306	+ 322	+ 879	+ 932
L. (1 000)	4,9900	4,9934	+ 105	+ 178	+ 337	+ 308	+ 893	+ 895
E. (100)	10,5969	10,5984	+ 238	+ 168	+ 487	+ 326	+ 922	+ 743

TAUX DES EUROMONNAIES

	1/8	1/4	3/8	1/2	3/4	1	1 1/4	1 1/2	2	3	4	5	6	7	8	9	10
DM	1/2	5/4	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
DM (100)	10	1/2	11	10	9/16	10	7/8	10	9/16	10	7/8	10	9/16	10	7/8	10	7/8
F.S.	1/2	4	4	7/8	5	4	7/8	5	4	7/8	5	4	7/8	5	4	7/8	5
L. (1 000)	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
F. franc	11	7/8	12	1/8	12	3/4	12	7/8	12	11/16	12	13/16	12	5/8	12	7/8	12
F. franc	10	1/2	10	3/4	10	3/8	10	5/8	10	3/8	10	5/8	10	3/8	10	5/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE BOIS-COLOMBES

Classement dans la voirie départementale
de l'avenue Charles-de-Gaulle
et la rue d'Estienne-d'Orves
sous l'immatriculation

CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 11 bis

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 27-12-1984 il a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable au classement dans la voirie départementale de l'avenue Charles-de-Gaulle et la rue d'Estienne-d'Orves à BOIS-COLOMBES.

Un exemplaire du dossier concernant cette enquête sera déposé pendant trente-deux jours du 14 janvier au 14 février 1985 inclus à la mairie de Bois-Colombes où le public pourra le consulter aux heures suivantes :

- du lundi au vendredi de 8 h 45 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 45
- le samedi matin de 8 h 45 à 12 heures
- dimanches et jours fériés exceptés.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations, aux jours et heures ci-dessus sur le registre ouvert à cet effet en Mairie. Elles pourront de même les adresser par écrit soit à M. le Maire de BOIS-COLOMBES, soit à M. Pierre CUISINIER, Directeur Départemental Honoraire des P.T.T., demeurant 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES, nommé Commissaire Enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public à la mairie de Bois-Colombes et à la préfecture des Hauts-de-Seine - Direction Départementale de l'Equipe-ment - Accueil du public, niveau + 1 - aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

AFFAIRES

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE

La meilleure année depuis dix ans

Boom sur les investissements étrangers en France. En termes d'emplois créés, créés ou sauvés on n'avait pas fait mieux depuis 1974.

Les investissements décidés l'an passé par des sociétés sous contrôle étranger se traduiront par la création de près de 13 400 emplois selon les derniers calculs effectués par la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR). Ces chiffres, qui autorisent des comparaisons honnêtes avec les années antérieures, retiennent les programmes qui débouchent sur des emplois industriels ou de bureau non commerciaux, les reprises de sociétés en difficulté après dépôt de bilan ou relevant d'un traitement spécifique du Comité interministériel de reconstruction industrielle (CIRI) et éventuellement les conversions internes d'établissements industriels menacés de fermeture.

Par rapport à 1983 (11 400 emplois), le rythme de création d'emplois d'origine étrangère a progressé de 17,5 %. Les investissements américains demeurent les plus nombreux et les plus créateurs de postes de travail quantitativement (36 %), la forte valeur du dollar par rapport au franc et l'expansion américaine ayant grandement stimulé ces transferts. Mais le Japon (35 %) talonne les Etats-Unis et

devance l'Allemagne fédérale (10 %) même si l'anné décalque l'énorme opération de reprise de Dunlop par Sumitomo (trois mille sept cents emplois).

Au-delà des données quantitatives, les responsables de l'aménagement du territoire notent avec satisfaction que ces créations d'emplois contribuent à aider les régions en situation difficile, puisque 62 % d'entre elles (un pourcentage comparable à celui des années précédentes) bénéficient de primes diverses au développement régional (surtout les investissements japonais, allemands et espagnols).

Il s'agit, dans la plupart des cas, de plusieurs opérations de taille unitaire moyenne, voire en diminution chaque année : cent cinquante emplois en 1982, cent en 1983, quatre-vingt-dix en 1984. Les PME étrangères apparaissent donc, comme les PME françaises, le vivier d'avant pour les créations d'emplois. Seules une quinzaine d'usines nouvelles, représentant quelque mille cinq cents emplois, émanent de groupes dont le chiffre d'affaires dépasse les 30 millions de dollars.

Il apparaît aussi que nombre d'opérations concernent des extensions d'unités de production, dont la première localisation avait été ar-

ivée naguère en accord avec la DATAR, ce qui tend à prouver que les profits prennent : extension de Canon à Liffre (Ille-et-Vilaine), d'Alcatel à Huelmoir, de Material Research (Etats-Unis) à Toulouse, d'Owens Corning (Etats-Unis) à L'Ardoise (Gard).

Enfin, les entreprises étrangères, tout en multipliant les associations entre partenaires sous forme de « Joint Venture » (six opérations pour 150 emplois) ne négligent pas les reprises d'entreprises en difficulté. Outre Sumitomo qui a racheté Dunlop, on retiendra la reprise de Cherwood par l'Américain IMPEX (matériel médical), du secteur imprimerie de Cresson-Loire par Rockwell (Etats-Unis) et du département chaudronnerie du même groupe par l'Allemand GEA.

Attitude frileuse

Les mesures libérales décidées par le gouvernement en novembre à l'égard des investissements étrangers devraient permettre à 1985 d'être, elle aussi, une bonne année en termes d'emplois et de renforcement de l'appareil industriel et technologique du pays. Mais il faut pour cela que certains ministères, influencés par tel ou tel groupe national, cessent d'afficher une atti-

tude frileuse, devant l'ouverture du marché national à la concurrence venue d'ailleurs. Il faut aussi que le gouvernement - même si les quinze pôles de conversion doivent rester l'objet d'une vigilante attention - ne fasse pas échouer, par des comportements bureaucratiques et dirigistes, des projets qui risquent d'aller faire domicile au-delà des frontières. Quant aux villes, notamment les grandes métropoles, mettront-elles un jour un terme aux joutes fratricides et ruineuses qu'elles se livrent pour faire la chasse aux projets par tous les moyens, en envoyant ici une mission, en ouvrant ailleurs un bureau ou en louant les services de cabinets de consultants plus ou moins compétents ?

C'est en tout cas avec ces chiffres flatteurs en tête que M. Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire, part le 19 janvier en voyage aux Etats-Unis, où la DATAR dispose de quatre bureaux de prospection industrielle. Il devrait notamment recueillir les tout derniers éléments du projet de Walt Disney qui envisage de créer quelque part en France un Disneyland européen - à la fois parc, ville et laboratoire de technologie de demain.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Comment Bull peut retrouver l'équilibre dès 1985

1985 ou 1986 ? Le retour à l'équilibre de Bull est prévu pour 1986 selon son contrat de plan signé avec l'Etat. Mais M. Cresson a indiqué dans l'Usine nouvelle du 3 janvier que cet objectif « devrait être atteint en 1985 ». Deux opérations devraient permettre, en effet, au constructeur informatique d'améliorer ses résultats et de sortir du rouge dès cette année.

La première est le lancement d'un prêt participatif de 400 millions de francs en décembre dernier. La seconde est la décision de l'Etat de reprendre à sa charge les frais de la nationalisation de Bull.

Pour comprendre il faut se souvenir qu'en 1983, lors de l'offre publique d'échange (opération qui concrétisait la prise de contrôle par l'Etat), chaque détenteur d'une action Compagnie des machines Bull avait reçu en échange de cette action, cotée environ 30 F, une obligation de 50 F sur dix ans assortie d'un intérêt annuel de 12 %. Le montant total de l'opération était

d'environ 300 millions de francs. 96 % des actionnaires ayant accepté et 4 % ayant conservé leur titre, qui reste coté en « marché au comptant » (1). Or les intérêts de 12 % dus aux porteurs des obligations ont été versés en 1983 et en 1984 par Bull, qui payait ainsi une partie de sa propre nationalisation. Pour 1985, l'Etat a accepté de les prendre à sa charge.

Le redressement industriel et commercial d'abord, les déclarations de capital et les aides ensuite (le Monde du 29 novembre 1984) accompagnant ces deux opérations non négligeables devraient réduire les frais financiers du groupe à 3,7 % du chiffre d'affaires cette année contre 8,3 % en 1982, et permettre le retour à l'équilibre annoncé par le ministre. Si tout se passe bien...

E.L.B.

(1) Il vaut environ 35 F actuellement.

62 % DES EMPLOIS LOCALISÉS DANS DES ZONES PRIORITAIRES

PAYS	EMPLOIS LOCALISÉS DANS DES ZONES PRIORITAIRES	EMPLOIS NON LOCALISÉS	TOTAL
ETATS-UNIS	1 083	3 141	4 224
JAPON	4 378	333	4 711
RFA	1 099	275	1 374
GRANDE-BRETAGNE	146	981	1 127
ESPAGNE	356	-	356
BÉNÉLUX	179	26	205
PAYS NORDIQUES	160	-	160
ITALIE	129	165	294
SUISSE	100	-	100
DIVERS	119	113	232
Total	8 348	5 054	13 402
Soit	62,3 %	37,7 %	100 %

Multinationales tous azimuts...

(Suite de la première page.)

Deux grands groupes de ces OIG existent : 1) celles qui englobent pratiquement tous les pays du COMECON (avec parfois en plus la Yougoslavie) et concentrent leurs activités sur quatre branches très dynamiques : le nucléaire, la chimie, la construction mécanique et les transports ; 2) celles qui se présentent sous forme d'entreprises communales à deux pays seulement, qui s'intéressent surtout à l'industrie extractive et au traitement des matières premières, la justification économique de ces « montages » étant la complémentarité des facteurs de production.

Comme certains pays de l'Ouest et surtout du tiers-monde souhaitent négocier avec les firmes étrangères qui veulent s'installer chez eux un « code de bonne conduite », les Etats de l'Est ont été poussés à définir des règles très strictes pour les opérations conjointes. Ils craignent en effet qu'elles ne portent atteinte à leur souveraineté. Cette crainte n'est pas vaine. Les deux banques du COMECON ont leur siège à Moscou et leur présidents sont des Soviétiques.

Selon une hypothèse occidentale, le premier type d'OIG pourrait avoir été créé pour permettre à l'Union soviétique, pays le plus avancé dans le domaine de la technologie nucléaire, de disposer de moyens de contrôle sur les activités de recherche des autres pays membres du COMECON. De même, les entreprises communales dans certains secteurs extractifs ont pour but d'assurer à l'Union soviétique des approvisionnements en minerais sans faire passer par une division du travail qui ressemble fort à celle qui s'opère à l'Ouest entre pays producteurs de matières premières et pays industriels.

Cela dit, les « multinationales de l'Est » n'ont pas pour but principal de dégager un profit et sont moins autonomes que leurs sœurs de l'Ouest, toute activité économique devant passer, dans le COMECON, par le filtre des instances étatiques centrales.

En revanche, les multinationales originaires des pays du tiers-monde (2) ont les mêmes fonctions et suivent le même comportement que celles qui ont leur origine dans les pays industrialisés. Elles se développent plus vite qu'on n'aurait pu le penser. Seul pour l'Argentine, qui avait possédé des points vers ses voisins à la fin du siècle dernier, les trois multinationales de la première heure ont cessé de contrôler leurs filiales, et certaines d'entre elles ont même dépassé la société mère, les investissements directs à l'étranger des nations du Sud ont pris leur élan depuis 1960. Des sociétés coréennes bâissent au Koweït, font des routes en Equateur ; des entreprises de Taïwan construisent des aciéries au Nigéria ; des firmes philippines restaurent des temples en Indonésie ; une compagnie indienne aide l'Algérie et la Nigéria à développer leur industrie de la machine-outil.

Le drapeau du tiers-monde

On compte de 6 000 à 8 000 filiales de multinationales dont le siège est dans un pays du tiers-monde. Sans doute, la totalité d'autres nations (à l'exclusion des investissements de portefeuille) est-elle encore modeste : quelque 10 milliards de dollars. Mais de plus en plus de pays en développement estiment que le jeu vaut la chandelle. Quatre d'entre eux, dont les multinationales sont les plus actives, ont été étudiés par Sanjaya Lall et son équipe : l'Inde, Hongkong, l'Argentine et le Brésil. Quels enseignements tirer de leurs initiatives ?

Il paraît étrange que des entreprises fonctionnant avec des techniques et des compétences de niveau généralement « inférieur » puissent acquiescer un avantage par rapport à leurs concurrents occidentaux. Ce résultat s'explique par plusieurs raisons : meilleure adaptation aux besoins du tiers-monde, procédés plus rentables à petite échelle, produits de consommation se diffusant mieux sur le marché que les produits de marque internationaux, capacité

à mieux fonctionner dans l'environnement culturel. Ajoutons que les multinationales du tiers-monde ont parfois accès à une main-d'œuvre exceptionnellement bon marché dans leur pays d'origine. En outre, elles appartiennent dans certains cas à d'importantes conglomérats diversifiés, exploités par les familles traditionnelles dans les affaires, ce qui leur procure parfois des avantages en matière de ressources financières, gestionnaires et techniques.

Pourquoi une firme du tiers-monde investit-elle à l'étranger ? Les raisons ne sont guère différentes de leurs semblables occidentales. Le mandat de protectionnisme sur un marché potentiel est l'invite la plus pressante : risquant de ne pouvoir exporter leurs produits, elles les fabriquent sur place, près du consommateur. Des motivations spécifiques s'ajoutent à celle-là. Les multinationales de Hongkong, par exemple, se tournent vers l'étranger pour abaisser leurs dépenses de terrains, pour trouver une main-d'œuvre plus nombreuse, et pour accéder plus facilement aux marchés des pays développés. Pour l'Inde et l'Argentine, l'investissement à l'étranger est souvent un moyen d'échapper à une contrainte macro-économique nationale : stagnation ou cycles conjoncturels trop accusés.

Si la décision d'octroyer des licences n'est pas souvent mise en balance avec celle d'investir, c'est évidemment parce que les entreprises du tiers-monde n'ont pas le savoir-faire de pointe qu'elles peuvent trouver sur les marchés internationaux.

Quant au comportement des multinationales des nations en développement, il n'est pas très différent de celui des autres firmes internationales : elles ne réussissent pas mieux

ni moins bien à manipuler les gouvernements des pays d'accueil. Ce survol prouve en tout cas une chose : tout système industriel - et non seulement capitaliste - crée des structures que les frontières ne peuvent contenir. La division internationale du travail transcende les idéologies.

PIERRE DROUIN.

TRANSPORTS

M. PHILIPPE ESSIG SERA RECONDUIT A LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RATP

M. Claude Quin, président de la RATP, a annoncé à son conseil d'administration qu'il proposait au gouvernement de reconduire au poste de directeur général de la Régie. M. Philippe Essig, dont le mandat vient à expiration le 17 janvier. Un prochain conseil des ministres devrait officialiser la confirmation de M. Essig à son poste.

La mésentente entre M. Quin et M. Essig est de notoriété publique. Plus que leur opposition politique - M. Quin est communiste et M. Essig de sensibilité socialiste - leur dissension est due au désir de chacun des deux hommes d'assumer la responsabilité suprême à la Régie. Jusqu'à la présidence de M. Quin, les présidents de la RATP se contentaient de présider les travaux du conseil d'administration. La réalité du pouvoir était assurée par le directeur général. Le désir de M. Quin de s'occuper des problèmes quotidiens a fait naître un conflit.

Le gouvernement souhaitait le maintien de M. Essig dans ses fonctions. C'est chose presque faite. M. Quin a demandé quelques aménagements de leurs compétences respectives : le conseil d'administration serait mieux intégré à la vie de l'entreprise ; le président aurait en charge les problèmes internationaux de la RATP et de sa filiale, la SOFRETU ; il verrait son rôle accru en matière de communication et s'occuperait du câblage du réseau en fibres optiques.

(2) C'est le titre d'un excellent ouvrage de Sanjaya Lall qui vient de paraître sous le double sigle éditorial des PUF et IRM (Institut de Recherche de l'Information sur les multinationales). 332 pages, 120 F.

IS EN FRANCE

epuis dix ans

de France

EMPLIS LOCALISÉS DANS DES ZONES

is azimuts...

TRANSF

SOCIAL

2 400 800 demandeurs d'emploi à la fin de 1984

(Suite de la première page.)

Si on limite le raisonnement aux données corrigées, qui est le véritable critère à prendre en compte, l'augmentation sur un an est nettement supérieure à celle de décembre 1983 (+ 109 600) et du 1^{er} décembre 1982 (+ 137 300), mais sensiblement inférieure à celle de décembre 1981 (+ 356 800).

A la fin de l'année, le rythme d'augmentation sur un an est ainsi passé de 23,8 % en 1981 à 6,5 % en 1982, 4,5 % en 1983

progression (tombée même à zéro en septembre), auquel les chiffres de décembre semblent porter un coup d'arrêt, puisqu'on retrouve le rythme de + 0,8 % (18 800 chômeurs de plus).

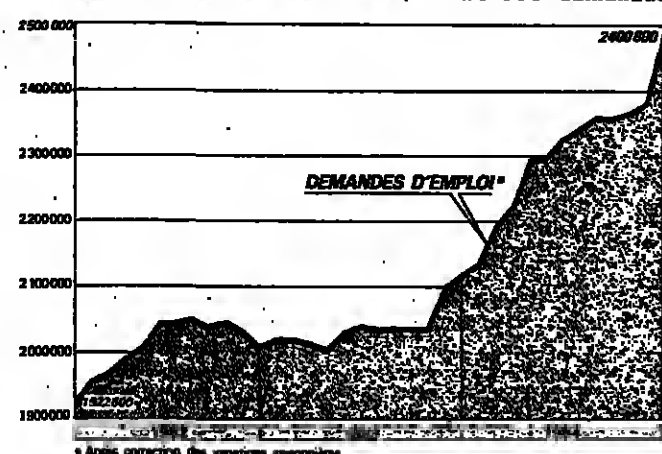
Le ministère du travail souligne, dans son communiqué, que « l'accroissement du chômage observé au quatrième trimestre est donc du même ordre qu'au trimestre précédent (+ 41 000 demandeurs d'emploi contre + 35 000), soit une progression plus faible qu'au premier semestre (+ 125 000 demandeurs

fin de mois a touché principalement les jeunes de moins de vingt-cinq ans (+ 2,3 % en un mois), alors que, comme le note le ministère, « leur nombre avait eu tendance à régresser légèrement depuis l'été » et que la campagne ministérielle pour l'emploi des jeunes commençait à battre son plein (78 800 travaux d'utilité collective ayant été répertoriés au 5 janvier). Dans le même temps, on observe une stabilité du nombre de chômeurs de vingt-cinq à quarante-neuf ans et une diminution pour les plus de cinquante ans (- 1,6 % sur un mois). L'ancienneté moyenne des chômeurs était à la fin décembre de 308 jours, soit 20 jours de plus qu'un an plus tôt...

Autre élément inquiétant : on ne note guère d'amélioration pour les offres d'emploi. Certes, en données corrigées, elles passent en fin de mois de 47 200 en novembre à 51 600 en décembre (+ 9,3 %), mais ce niveau reste très inférieur aux mois de décembre antérieurs (81 400 en 1983, 108 700 en 1982 et 84 500 en 1981). En brut, les offres d'emploi continuent de diminuer tant en fin de mois (- 5 % par rapport à novembre), que pour celles qui sont enregistrées en cours de mois (- 19,8 % sur un mois et - 29,4 % sur un an).

De tels résultats ne peuvent qu'inciter M. Fabius à redoubler d'effort dans son action jugée prioritaire contre le chômage. Des syndicats comme FO et la CGT situent la nombre de chômeurs autour de 3 millions en comptant comme demandeurs les jeunes en formation, qui, s'ils ont une occupation par ailleurs, sont, en fait, toujours à la recherche d'un emploi. Ce débat n'est pas neuf. Le défi du chômage ne plus. Mais il ne prend que plus d'acuité aujourd'hui.

MICHEL NOBLECOURT.



de par l'effet du traitement social du chômage - et 13,3 % en 1984.

M. Mauroy prévoyait pour 1984 un rythme d'augmentation mensuelle de l'ordre de 25 000. En moyenne le « pari » a été tenu, mais la courbe est fort sinueuse, puisque, d'un mois à l'autre, en données corrigées, le nombre de chômeurs s'est accru de 17 000 en janvier (+ 0,8 %), de 57 700 en février (+ 2,7 %), de 52 400 en avril (+ 2,3 %), de 28 700 en juin (+ 1,3 %). Depuis juillet (+ 18 200 chômeurs sur un mois, soit + 0,8 %), on assiste à un certain ralentissement de la

d'emploi au premier trimestre, + 80 000 au second). Mais la situation reste fort préoccupante. Ainsi, en données corrigées, les demandes d'emploi enregistrées en cours de mois passent de 290 700 en novembre à 330 400 en décembre. D'un mois à l'autre, la nombre de demandes placées par l'ANPE passe de 30 000 à 23 600, soit une chute de 29,3 % par rapport à décembre 1983. De même les annulations pour reprise d'activité déclarent diminuent-elles de 21,3 % en un mois.

Fait plus troublant : l'augmentation des demandes d'emploi en

EDF : la CGT annonce de nouvelles actions

La fédération CGT de l'énergie a annoncé, le 14 janvier devant la presse, des actions par branche - avec arrêt de travail mais sans « aucune incidence » pour les usagers - le 25 janvier dans le service transport et le 1^{er} février dans la distribution. « La situation est suffisamment grave pour que, sans attendre l'avis de notre confédération, nous appelions le personnel à se manifester », a déclaré M. François Dutot, secrétaire général de la fédération.

M. Dutot a estimé que face à la vague de froid, le 8 janvier, « EDF n'avait pratiquement plus de réserve. La pointe a pu être assurée parce qu'il y a eu l'option des facteurs chance ». « La démonstration est faite, a-t-il ajouté, que la reprise économique - si elle avait lieu - pourrait être freinée par la limitation du parc énergétique. »

MONNAIES

La Grande-Bretagne relève de nouveau ses taux d'intérêt

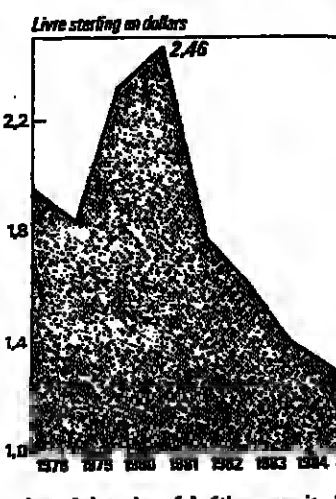
(Suite de la première page.)

Le gouvernement français se trouve en quelque sorte en bonne compagnie, car il n'est pas le seul à se trouver une fois de plus, en ce qui concerne la politique des taux, en position délicate.

Réputé pour son attachement à l'économie de marché, le gouvernement de M^{me} Thatcher a montré, au cours des derniers jours, qu'il en dominait mal et le fonctionnement et la psychologie. Certes, il s'est trouvé en première ligne, face à un phénomène que ni les monnaies du SME ni les autres, dont la livre sterling (1), ne sont actuellement en mesure de maîtriser, à savoir la hausse du dollar due à l'influx persistant de capitaux en majorité placés à court terme aux Etats-Unis.

Ce qui s'est passé lundi à Londres atteste le caractère encore irrésistible de la force ascensionnelle de la devise américaine : le soudain relèvement à 12 % du taux anglais (qui se trouvait encore à 9,5 % vendredi matin), intervint selon une procédure abandonnée depuis août 1981, n'eut qu'un effet passager sur le cours de la livre, qui, à la clôture du marché des changes, était cotée au plus bas des plus bas : 1,1020 dollar pour une livre.

A Francfort (la parité deuschemark-dollar commande l'ensemble des changes), le dollar montait jusqu'à 3,170 DM pour se retrouver encore plus haut dans la soirée à New-York, bien qu'une grande banque américaine ait diminué son taux de base de 1/4 de point. Mercredi matin, on observait un léger tassement qui laissait le dollar à son niveau le plus élevé depuis treize ans, comme si une longue his-



toire pleine de péripéties venait de s'effacer.

A 3,194 DM, le dollar se retrouve pratiquement à la parité officielle fixée en décembre 1971 à l'occasion de sa première dévaluation : 3,22 DM. Et, à l'époque, le cours officiel avait été fixé pour la France à 5,11 F, la cotation de mercredi matin était de 9,78 F, un record absolu.

Ce qui a précipité la baisse de la livre, non seulement vis-à-vis du dollar mais vis-à-vis des autres monnaies européennes, c'est l'impression que le gouvernement britannique a laissé se créer depuis quelques semaines qu'un fond il ne s'inquiétait guère de voir la monnaie nationale baisser jusqu'au cours de 1 livre pour 1 dollar, préoccupé qu'il était de voir l'économie progresser (le taux de chômage est de 13 %). C'est pour corriger l'effet désastreux de cette impression qu'il a recouru,

ÉTRANGER

DEVANT L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE M. Delors dénonce la « surenchère coûteuse des aides nationales » à l'industrie

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - M. Jacques Delors a présenté, le 14 janvier à l'Assemblée européenne, les orientations de la Commission de Bruxelles pour les quatre années à venir. Le président du collège bruxellois a promis d'établir un programme de travail plus précis et plus détaillé en mars prochain. L'Assemblée de Strasbourg a néanmoins décidé de procéder dès mercredi 15 janvier à ce qu'elle appelle abusivement le « vote d'investiture » de la commission Delors.

Depuis le début de l'année, les quatorze commissaires n'ont pu se

réunir qu'une seule fois. Dans ces conditions, il leur était difficile de préparer valablement un plan d'action.

Devant la volonté de l'Assemblée d'associer son autorité dans le jeu institutionnel au sein de la Communauté, M. Delors s'est livré à l'exercice souhaité. Il n'est toutefois pas allé aussi loin que l'aurait souhaité le collège, notamment la coopération monétaire et le rôle de l'ECU officiel et de l'ECU privé, modernisation de la politique agricole commune.

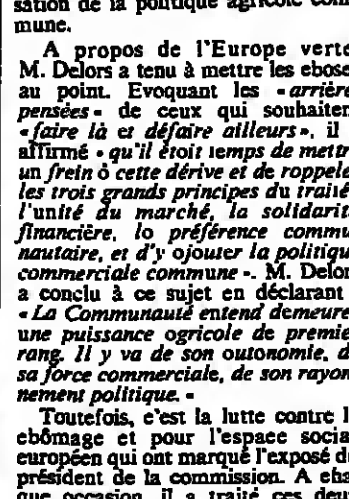
Pour le reste, son discours a davantage porté à viser des objectifs possibles : suppression de toutes les barrières à l'intérieur de la CEE d'ici à 1992, renforcement du Système monétaire européen (SME), en développant notamment la coopération monétaire et le rôle de l'ECU officiel et de l'ECU privé, modernisation de la politique agricole commune.

A propos de l'Europe verte, M. Delors a tenu à mettre les choses au point. Évoquant les « arrières-pensées » de ceux qui souhaitent « faire la et défaire ailleurs », il a affirmé : « Il n'est pas de temps de mettre un frein à cette dérive et de rappeler les trois grands principes du traité : l'unité du marché, la solidarité financière, la préférence communautaire, et d'ajouter la politique commerciale commune ». M. Delors a conclu à ce sujet en déclarant : « La Communauté entend demeurer une puissance agricole de premier rang. Il y va de son autonomie, de sa force commerciale, de son rayonnement politique ».

Toutefois, c'est la lutte contre le chômage et pour l'espace social européen qui ont marqué l'exposé du président de la commission. A chaque occasion, il a traité ces deux thèmes. La convergence des économies ? « Elle n'est pas de sens, aux yeux des Européens, que si d'ici deux ans la courbe infernale du chômage est inversée ». La marche économique, technologique, financière, monétaire de l'Europe ? « C'est aussi la vitalité des relations sociales ». Et M. Delors de poser la question : « A quand la première convention collective européenne ? »

S'agissant de la modernisation des structures industrielles, l'ancien ministre a demandé que les institutions financières de la CEE viennent « se substituer à la surenchère coûteuse et inefficace des aides nationales » pour aussitôt ajouter que « L'Europe ne se fera pas dans une condition de progrès social à rebours ». M. Delors a mis fin à son plaidoyer en affirmant : « C'est sur le recul du chômage que nous jouons une bonne partie de la crédibilité de la Communauté ».

MARCEL SCOTTO.



lundi, aux grands moyens, décidant de faire revivre, « pour une journée », le taux de prêt minimum de la Banque d'Angleterre, abolie depuis août 1981. Le MLR (Minimum Lending Rate) était donc fixé dans l'après-midi à 12 %, et toutes les banques s'alignèrent. Ainsi s'écroulait la fiction pieusement entretenue (malgré quelques crises sévères de change) depuis l'été de 1981, au nom des principes (du reste curieusement interprétés) d'une économie libérale, selon laquelle, dans la Grande-Bretagne de M^{me} Thatcher, les autorités monétaires avaient pour seule tâche de limiter la croissance de la masse monétaire, en laissant au marché le soin de déterminer et le taux d'intérêt et le taux de change.

PAUL FABRA.

(1) La Grande-Bretagne a adhéré au SME, mais ne participe pas à ce qui en constitue l'essentiel, à savoir l'institution de parités fixes.

AGRICULTURE

LA RÉFORME DU MARCHÉ DU VIN

M. Rocard : « Les gouvernements doivent s'engager à faire appliquer la distillation obligatoire »

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres de l'agriculture des Dix, réunis lundi 14 janvier à Bruxelles, ont affirmé leur volonté d'adopter le nouveau règlement organisant le marché du vin avant le conseil européen qui se tiendra fin mars. Ses lignes directrices ont été fixées par les chefs d'Etat et de gouvernement à Dublin en décembre ; il s'agit maintenant de leur donner une forme juridique.

La réforme tourne autour d'une idée simple : la Communauté refuse de financer, comme par le passé, le soutien d'excédents invendables. L'objectif prioritaire est de rétablir un meilleur équilibre entre les quantités commercialisées et la demande, ce qui permet de redresser les cours. Afin d'y parvenir, le règlement prévoit, en cas de vendanges trop abondantes, la distillation obligatoire à très bas prix en début de campagne des quantités excédentaires ; en précisant que les viticulteurs qui ont augmenté leurs rendements seront davantage pénalisés.

Cette réglementation - c'est là, en réalité, la principale nouveauté - est conçue de telle manière qu'en cas de surproduction les viticulteurs ne puissent échapper à la distillation obligatoire. Ses critères de déclenchement ont été définis à Dublin. M. Michel Rocard a insisté lundi pour que l'on soit tout à fait clair, dès le départ, sur leur signification et sur la manière de les interpréter. Ce système de régulation du marché ne peut fonctionner, a-t-il fait valoir, que si les viticulteurs savent à quoi s'en tenir, que si la réglementation est assez limpide pour les mettre à l'abri des mauvaises surprises.

M. Rocard a répété que, dans cette affaire, les gouvernements ne

pouvaient pas rester passifs, qu'ils devaient fermement s'engager à faire appliquer la distillation obligatoire. Dans ce débat, les préoccupations des Français sont doubles : prendre le maximum de précautions pour que les Italiens, d'une manière ou d'une autre, ne parviennent pas à se dérober ; faire en sorte que, dans chacune des régions de production, la distillation obligatoire sanctionne de manière nettement plus sévère les rendements les plus élevés.

A cet égard, on estime, du côté français, important pour l'avenir ce qui sera décidé pour la distillation obligatoire de la campagne en cours (1984-1985), appliquée au titre de l'ancienne réglementation (celle de 1982). A Paris, les inquiétudes ne portent pas sur le volume à distiller, mais sur la répartition de ce volume entre les viticulteurs. La France considère que la grille de rendement - proposée par la Commission ne pénalise pas suffisamment les hauts rendements et constitue par conséquent une menace supplémentaire pour la politique d'amélioration de la qualité que les professionnels et les pouvoirs publics s'efforcent de pratiquer.

Les disciplines visant à l'assainissement du marché seront complétées par une politique structurelle dont l'objet est de remodeler le vignoble en fonction des besoins. La proposition de la Commission prévoit des primes d'arrachage et, ce qui est différent, une limitation du droit de replantation, assortie d'une indemnisation pour les viticulteurs. M. Rocard a fait valoir qu'une telle

politique n'a de sens que si elle peut être étroitement contrôlée.

Les ministres ont eu aussi un échange de vues sur l'application de la politique de contingentement laider. M. Frans Andriessen, nouveau commissaire chargé de la politique agricole, a confirmé son intention de faire preuve de souplesse. Il tiendra compte des difficultés d'adaptation à la nouvelle politique qu'ont rencontrées, au cours de cette année de rodage, les agriculteurs, les laitières et les pouvoirs publics. Ainsi la Commission propose-t-elle, comme le souhaite la France, mais uniquement pour la première année d'application, que des transferts soient autorisés entre régions ayant produit moins et régions ayant produit plus que leur quota.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

• Création de la plus grande scierie de France dans la Nièvre. - M. René Soubeon, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a annoncé le 14 janvier, que le projet du groupe Beghin-Say d'installer à Sougy-sur-Loire (Nièvre) une scierie d'une capacité de 250 000 mètres cubes de bois par an, était acquis. Elle emploiera soixante personnes environ et provoquera la création de sept cents emplois dans la sylviculture et l'exploitation forestière. La scierie pourra absorber des bois de petit diamètre, ce qui permet de mieux rentabiliser les travaux d'éclaircie. Dans la filière bois, les scieries, jusqu'ici trop dispersées, de faible rentabilité, constituent le maillon faible et pourtant indispensable entre la production forestière et les utilisateurs de bois. D'au l'importance d'un projet tel que celui de Sougy-sur-Loire.

En Suède

Les effets bénéfiques de la dévaluation de 1982 s'estompent

De notre correspondant

Stockholm. - Le projet de budget pour l'exercice 1985-1986, présenté le 10 janvier, par le gouvernement social-démocrate suédois, présente un déficit de 63,5 milliards de couronnes (1), soit 7,2 % du produit national brut. Le service de la dette publique a augmenté de 11 milliards de couronnes, ce qui est bien sûr une mauvaise nouvelle. Pour 1985, l'objectif du ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt est de ramener l'inflation à 3,8 % ; mais le succès de sa politique dépendra de l'évolution des salaires.

« La Suède est sur la bonne voie pour sortir de la crise. Nous devons économiser et travailler ». A neuf mois des élections législatives, le premier ministre, M. Olof Palme, ne cesse de réaffirmer que la stratégie économique sociale-démocrate visant à combattre de front le chômage et l'inflation a réussi. Tous les Suédois n'en sont pas convaincus.

Depuis le début de l'automne, le gauchiste perd du terrain dans les sondages d'opinion. Les sensibles augmentations du prix de l'essence et des taxes indirectes sur les tabacs et alcools, sur les voyages en groupe à l'étranger et l'électricité ne sont sans doute pas étrangères à cette éboute de popularité qui commence à inquiéter les stratèges du parti.

Les particuliers constatent que leur pouvoir d'achat a baissé depuis le retour au pouvoir des sociaux-démocrates il y a deux ans et demi. Cependant, le ministre des finances estime qu'en 1985, les revenus réels des ménages vont pouvoir de nouveau augmenter d'un peu plus de 1 % mais à deux conditions : que l'inflation n'excède pas 3 % et que la hausse des salaires ne dépasse pas 5 %.

Mis à part l'échec de la politique anti-inflationniste (7,5 % en 1984, au lieu des 4 % espérés) dû à des conventions collectives plus coûteuses qu'espérées, la « troisième voie » choisie par les socialistes suédois a donné une série de résultats rapides et positifs. L'économie est sortie de la stagnation ; la croissance du revenu national, qui était de 2,8 % en 1984, sera supérieure à 3 % cette année.

Après le coup de fouet

La dévaluation de 16 % de la couronne en octobre 1982 a donné le coup de fouet attendu à un secteur industriel privé qui, après une décennie désastreuse, avait réalisé la plupart des restructurations nécessaires et beaucoup investi en recherche et développement. En volume les exportations ont augmenté de quelque 8 % en 1984 et devraient de nouveau progresser de 3,6 % cette année. L'excédent de la balance commerciale était supérieur à 21 milliards de couronnes en 1984 ;

il sera d'environ 18 milliards de couronnes en 1985, selon les prévisions du gouvernement.

En deux ans la production industrielle a retrouvé et même dépassé le niveau record de 1974. Les investissements ont, durant cette période, fait un bond en avant de 38 %. Sur le marché du travail la situation s'améliore aussi : en décembre, cent vingt mille Suédois, soit 2,8 % de la main-d'œuvre active, contre 3,4 % un an plus tôt, étaient sans emploi. 39 000 jeunes de dix-huit à vingt ans étaient employés à des travaux d'utilité publique ; mais 82 % de la population âgée de seize à soixante-quatre ans ont aujourd'hui un travail à plein temps ou à temps partiel. 90 000 postes ont été créés au cours des douze derniers mois dans les secteurs privé et public.

La stimulation de l'activité économique, des exportations et des investissements d'une part, et la rigueur appliquée dans les dépenses publiques de l'autre ont permis au gouvernement de réduire sensiblement le déficit budgétaire qui a été ramené de 13,1 % du revenu national en 1982-1983 à 7,2 % pour 1985-1986. Le ministre des finances souligne que la politique d'austérité et de restriction du crédit devra être poursuivie jusqu'à la fin de la décennie, mais n'envisage pas, comme les conservateurs, de réforme du système de couverture sociale, ni de baisse des impôts qui représenteraient toujours plus de 50 % du PNB.

« Ce projet de budget est une valse d'auto-satisfaction et un tract de propagande politique avant les élections », affirme un porte-parole de l'opposition. En fait, ajoute-t-il, les déséquilibres structurels des finances publiques demeurent. Dans les milieux industriels on indique que l'avenir commence à s'assombrir. Les cotisations salariales des entreprises augmentent plus rapidement en Suède que dans les pays concurrents, et les effets bénéfiques de la dévaluation de la couronne sur la compétitivité sont aujourd'hui effacés.

ALAIN DEBOVE.

(1) 1 couronne = 1,08 F.

هكذا من الأصل

ÉNERGIE

A Strasbourg

M. JEAN-MARIE BOCKEL SE PRONONCE POUR LA LIBERTÉ DU PRIX DE L'ESSENCE

De notre correspondant

Strasbourg. — M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, a indiqué, le 14 janvier, à Strasbourg, que « le régime de prix de l'essence devait être rapidement aménagé ». « La réglementation en vigueur doit être respectée », a souligné M. Bockel, mais « cela ne nous interdit pas de réfléchir à une évolution. La liberté des prix ? C'est en effet une bonne hypothèse : là où la concurrence existe, il n'est pas nécessaire que ce soit l'administration qui fasse la régulation ». En revanche, il ne faudrait pas que cette liberté conduise à des abus dans les zones rurales.

Le secrétaire d'Etat a précisé que, quelles que soient les conclusions de la Cour de justice de Luxembourg sur la conformité de la réglementation française sur les rabais aux règles européennes, attendues depuis fin décembre, « la guerre des rabais doit cesser ; ce que le consommateur veut acheter, c'est un litre d'essence, pas un rabais ».

M. Jean-Marie Bockel venait d'inaugurer deux bornes automatiques de paiement dans des stations-service de l'agglomération strasbourgeoise. Depuis plusieurs semaines, en effet, quatre stations à Strasbourg peuvent fonctionner sans intervention humaine : avec sa carte de paiement, l'automobiliste règle directement son essence. Les bornes acceptent les cartes du Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine, du Crédit agricole, ainsi que les cartes Eurocheques et Eurocard. Les deux distributeurs concernés, Mobil et Aral, insistent sur les avantages de sécurité et de rapidité d'un système qui permet d'ouvrir la station vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cette technique de paiement automatique est déjà pratiquée en Suisse, en Allemagne fédérale, où certaines bornes acceptent même les billets de banque.

JACQUES FORTIER.

La Norvège aligne le prix de son pétrole sur les cours du marché libre

Après un mois d'hésitation, la compagnie d'Etat norvégienne Statoil a — enfin — fixé rétroactivement les prix de vente de son pétrole pour le mois de décembre. Abandonnant pour un temps la fixation de prix officiels appliqués à l'ensemble de ses clients, la compagnie a négocié cas par cas avec chaque acheteur une formule de prix liée au marché libre, qui donne pour décembre un prix inférieur d'environ 1 dollar au prix officiel britannique (28,65 dollars par baril) et au prix pratiqué par Statoil en novembre (28,60 dollars).

Cette décision, fort attendue, accroît la confusion qui règne sur le marché pétrolier international. De même que la Grande-Bretagne, dont la compagnie nationale B.N.O.C. a décidé, sans tarder à son prix officiel, de vendre en décembre et en janvier tout le brut qui lui revient, au cours du marché, la Norvège a cherché un moyen de baisser ses prix de facto, sans le dire et surtout sans risquer de s'attirer les foudres de l'O.P.E.P.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui tente désespérément depuis octobre de défendre le niveau de ses prix officiels, largement supérieurs au marché, a en effet menacé à maintes reprises de déclencher une « guerre des prix » si les producteurs de la mer du Nord modifiaient à nouveau leurs tarifs officiels ou décidaient de lier clairement ceux-ci aux prix du marché. En octobre, c'était une décision d'accorder un « rabais officiel » de 1,50 dollar par baril à tous ses clients, qui, immédiatement suivie d'une baisse des prix officiels britanniques, puis de ceux du Nigeria, avait déclenché la crise dans laquelle se débat l'O.P.E.P. jusqu'à présent.

Les nouvelles formules de vente imaginées par les producteurs de la mer du Nord permettent, mieux qu'en octobre, de sauver les apparences. Elles ne font toutefois illusion à personne. Le résultat en est clair : il consacre l'abandon de plus en plus général des prix officiels du pétrole et le rôle directeur des cours du marché libre auxquels est vendue désormais plus de la moitié du brut produit dans le monde. Car si les pays de l'O.P.E.P. condamnent les pays de la mer du Nord, ils n'en sont pas moins pour la plupart également contraints, pour écouler leur production, de pratiquer des tarifs réels très différents de leur grille officielle. Ainsi le Qatar, l'Iran et l'émirat

d'Abou-Dhabi, qui viennent d'annoncer des réajustements de leurs prix officiels conformes aux décisions prises par l'O.P.E.P. le 30 décembre dernier, pratiquent-ils tous, sous une forme ou une autre, des rabais importants par rapport à ces tarifs (le Qatar, par exemple, a étendu ses délais de paiement à soixante jours ce qui revient à une baisse de 0,28 dollar par baril).

Nombreux sont également les pays qui procèdent à des ventes groupées soit de brut de qualités différentes, soit de brut et de produits (cogénérateurs par exemple), soit à des accords de troc pur et simple, permettant maints arrangements.

Pagaille

Aussi les prix officiels, tabous, deviennent-ils peu à peu des références fictives, ce d'autant que la plupart des contrats sont désormais réajustés mois par mois, et que la nouvelle grille de l'O.P.E.P. n'ayant pas été approuvée par tous les pays membres, certains comme l'Algérie et le Nigeria continuent d'afficher leurs anciens tarifs. En clair la pagaille la plus complète règne, et il sera bien difficile à l'O.P.E.P. de rétablir son contrôle comme par le passé sur le marché.

L'organisation, qui se réunit à nouveau le 28 janvier à Genève pour

tenter officiellement de fixer une nouvelle grille des prix à en effet échoué à faire remonter les cours du marché libre au niveau des prix officiels. En dépit d'une réduction drastique de sa production — qui actuellement est inférieure au plafond de 16 millions de barils/jour (1) — et de l'aide momentanée apportée par la vague de froid qui sévit sur l'Europe, les cours au jour le jour, bien que supérieurs d'environ 1 dollar au niveau minimum atteint fin décembre, demeurent largement inférieurs à la plupart des prix officiels.

Il est vrai que le détachement massif opéré par les compagnies pétrolières depuis décembre se poursuit, de même que la baisse des prix sur le marché intérieur américain, ce qui pèse lourdement sur les cours mondiaux. Il est donc très difficile d'imaginer quelle décision peut prendre l'organisation à la fin du mois. Car même si la reprise des cours observée en Europe du fait du froid se poursuit, elle ne pourra être, de l'avis général de tous les professionnels, compagnies ou négociants, que de courte durée, comme le montrent les cours pratiqués sur les ventes de brut à terme pour les mois de février ou de mars, lesquels sont inférieurs aux prix actuels.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Un million de barils/jour équivalent à 50 millions de tonnes/an.

CONJONCTURE

LA DETTE EXTERIEURE DE L'ÉTAT A COUTÉ 6,6 MILLIARDS DE FRANCS AU BUDGET EN 1983

Le déficit d'exécution du budget de 1983 a atteint 129,6 milliards de francs (3,28 % du PIB), indique le rapport de la Cour des comptes (déclaration générale de conformité). Ce chiffre ne tient compte ni des opérations avec le F.M.I. ni de celles avec le Fonds de stabilisation des échanges. La loi de finances initiale pour 1983 prévoyait un déficit (hors F.M.I., hors Fonds de stabilisation) de 117,7 milliards de francs. Le déficit s'est donc alourdi de 11,9 milliards de francs soit de 10 % par rapport aux prévisions, du fait surtout de moindres recettes fiscales.

Les déficits d'exécution précédents étaient de 98,9 milliards de francs en 1982 (2,77 % du PIB),

80,9 milliards de francs en 1981 (2,60 % du PIB), 30,3 milliards de francs en 1980 (1,10 % du PIB), 37,6 milliards de francs en 1979 (1,54 % du PIB), 34,3 milliards de francs en 1978 (1,60 % du PIB), 18,4 milliards de francs en 1977 (0,97 % du PIB).

La Cour des comptes note que « l'alourdissement des charges de la dette a été particulièrement fort : 42,2 % ». Elle cite un chiffre intéressant : « Le coût de la dette extérieure de l'Etat est devenu sensible (6,6 milliards de francs) tant pour les frais de trésorerie que pour le triple que pour les intérêts des emprunts à moyen et à long terme ».

[L'Etat avait, rappelons-le, contracté deux emprunts : l'un de 4 milliards de dollars fin 1982, l'autre de 4 milliards d'ECU en juin 1983.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AUSSEDAT REY

L'Assemblée générale extraordinaire tenue le 27 décembre 1984, sur deuxième convocation, a approuvé les différentes opérations proposées par le Conseil d'administration, en particulier :

— L'apport de l'usine de Lanoy à la Société des Papeteries de Lanoy.

— L'apport de la division distribution « Papeteries de France » à la Société en nom collectif — S.D.P. & Cie — « Papeteries de France ».

Les deux sociétés bénéficiaires des apports ayant été créées à cet effet.

— L'autorisation donnée au Conseil d'augmenter le capital jusqu'à un maximum de 20 millions de francs.

— L'Assemblée a également approuvé l'apport des usines de Cras-Gevriez et de La Robertière à la Société des Papeteries de Maresquel pour un montant fixé à 50 millions de francs.

Une Assemblée générale des Papeteries de Maresquel tenue le 31 décembre 1984 a définitivement approuvé cet apport et décidé la modification de la raison sociale, qui est devenue « Iridium ».

Le groupe Ausseadat Rey obtient 60 % du capital d'Iridium et le groupe des Papeteries de Belgique en déduit 40 %.

Avec l'ensemble de ces mesures, le groupe Ausseadat Rey a maintenant mis en place la structure du développement de ses activités telle qu'elle a été prévue dans son plan stratégique.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 15,50 % (ex-7,80 %) 1961

Les intérêts courus du 25 janvier 1984 au 24 janvier 1985 sur les obligations Électricité de France 15,50 % (ex-7,80 %) 1961 seront payables, à partir du 25 janvier 1985, à raison de 38,75 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 24 ou estampillage du certificat nominatif après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,65 F (montant global : 43,40 F).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,20 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,43 F faisant ressortir un net de 32,12 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par le nombre « 30 » sorti au tirage du 14 novembre 1984, consentant de porter intérêt et seront remboursables à 350 F, coupon n° 25 au 25 janvier 1986 attaché.

Ci-après, sont rappelés les séries sorties aux tirages antérieurs :

Année	1962	Série	22-	Année	1973	Série	28-
1963	-	-	-19-	1974	-	-	-5-
1964	-	-	-15-	1975	-	-	-26-
1965	-	-	-17-	1976	-	-	-8-
1966	-	-	-24-	1977	-	-	-1-
1967	-	-	-16-	1978	-	-	-6-
1968	-	-	-27-	1979	-	-	-20-
1969	-	-	-23-	1980	-	-	-21-
1970	-	-	-14-	1981	-	-	-9-
1971	-	-	-3-	1982	-	-	-29-
1972	-	-	-12-	1983	-	-	-11-
				1984	-	-	-18-

NOTA

En application de la loi du 30 décembre 1981, article 94, alinéa II et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

— Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux ;

— Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) ;

— Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT de F. 750 millions

JANVIER 1985
150.000 obligations
de F. 5.000 nominal

Prix d'émission : 99,74 %
soit F. 4.987 par obligation.
Date de jouissance et de règlement :
28 Janvier 1985

Intérêt annuel : 12,30 %
soit F. 615 par titre, payable le 28 Janvier
de chaque année et pour la première fois
le 28 Janvier 1986.

Taux de rendement actuariel brut
au règlement : 12,35 %

Durée totale : 12 ans.

Amortissement normal : en 12 ans
au maximum à partir du 28 Janvier 1985
par annuités constantes :

— soit par remboursement au pair
(pour la moitié au moins des titres à amortir
chaque année) ;

— soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé : autorisé
uniquement par rachats en Bourse.

Cotation : à la cote officielle
(Bourse de Lyon).

9 A.L.O. du 14.01.85

Une note d'information qui a obtenu le visa
de la C.O.B. n° 84-308 en date du 19 Décembre 1984
est tenue gratuitement à la disposition du public.

ENR
Des fleuves au service
des Hommes
et de l'Economie

Compagnie Nationale du Rhône

Société Anonyme française d'intérêt général au capital de F. 35.569.150
Siège social : 2, rue André-Bonin - 69316 LYON CEDEX 1

Régie Nationale des Usines

RENAULT

Emprunt obligataire de 2 milliards de francs

Prix d'émission : 99,50 %
soit F. 4975 par obligation.
Date de jouissance et de règlement :
4 février 1985.
Durée : 12 ans.
Taux d'intérêt nominal :
12,50 %
Taux de rendement actuariel
à la date de règlement :
12,58 %

Amortissement :
— normal : en totalité le 4 février 1997
— anticipé : possible à toute époque
par rachats en Bourse.
Cotation : demandée à la Bourse
de Paris.
Souscription : à partir du
14 janvier 1985.

Une note d'information visée par la C.O.B.
sous le n° 85-05 en date du 6.1.1985
est mise gratuitement à la disposition
du public auprès des établissements
chargés du placement.

B.A.L.O. du 14.1.1985

9 INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Pour d'autres vœux », par Xavier Emmanuelli ; « Hommes sans suite », par Gilles Moinaux.

ÉTRANGER

3. ASIE
- INDE : spéculations à New-Delhi sur l'hypothèse d'une intervention de l'armée indienne à Sri-Lanka.
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
5. AMÉRIQUES
- BRÉSIL : le collège électoral de Brasilia désigne un nouveau président de la République.
6. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : la première phase du retrait du Liban commence dans un délai de cinq semaines.
- 6-7. AFRIQUE
- « Voyage au bout de la faim » (II), par Jean-Claude Pomonti.

POLITIQUE

8. Avant l'intervention de M. Mitterrand à la télévision.
9. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

10. Le débat sur les mères porteuses.
11. Navette européenne : les réticences allemandes.
- La planète Neptune a un anneau.
12. ÉCHOS.

CULTURE

13. CINÉMA : Love Streams, de John Cassavetes ; A la Cinémathèque : les trois caméras de Douglas Sirk ; l'été prochain et les Étranges ; Fanny Ardant, proche du mydique.
16. COMMUNICATION : le débat sur les télévisions privées.

DOSSIER

29. Comment calculer vos impôts sur le revenu pour 1985.

ÉCONOMIE

30. AFFAIRES.
31. SOCIAL.
- ÉTRANGER.
- AGRICULTURE.

89 FM

à Paris

232-14-14

Mardi 15 janvier, 19 h 25

Les restructurations

industrielles

BRUNO DETHOMAS

et ÉRIC LE BOUCHER

répondent aux questions

de FRANÇOIS KOCH

RADIO-TÉLÉVISION (15)

INFORMATIONS

"SERVICES" (12) :

Journal officiel ; Météo-

rologie ; Mots croisés.

Amusements classés (17 à 28) ;

Carnet (11) ; Programmes des

spectacles (14 et 15) ; Marchés

financiers (33).

SOLDES

PARDESSUS et IMPERS

MANTEAUX, ROBES,

PULLS, CHEMISES

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 890 F

COSTUMES et PARDESSUS

MESURE 1 760 F

A partir de

NOUVELLE COLLECTION

3 000 tissus

Légendaires draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, DUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le FLNKS affirme qu'Éloi Machoro

« a été assassiné avec l'accord de M. Pisani »

La polémique ouverte après la mort de deux dirigeants indépendantistes canaques sous le feu du FLNKS, a affirmé, mardi 15 janvier, qu'Éloi Machoro a été « assassiné avec l'accord du général Deiber [commandant la gendarmerie sur le territoire] et d'Edgard Pisani ». « Le plan Pisani est hypothéqué par le fait que son auteur a une odeur de sang sur les mains », est-il d'autre part indiqué dans une déclaration du FLNKS. Les rumeurs selon lesquelles M. Pisani aurait promis aux dirigeants du RPCR l'arrestation d'Éloi Machoro, en compensation du meurtre du jeune Calédonien Yves Tual. Le régime du congrès-fon décrié le samedi 12 janvier a été assailli ; il sera appliqué de 21 heures à 5 heures du matin au lieu de 19 heures à 6 heures, à la demande des milieux socio-professionnels du territoire.

A Thio, quatre bateaux de pêche ont été dynamités. Trois appartenaient à une société dans

laquelle le maire de Thio, M. Roger Galliot (extrême droite) a des intérêts.

En métropole, après une manifestation de soutien aux indépendantistes à l'appel des trotskystes à Paris et une messe célébrée en présence de M. Le Pen en hommage à Yves Tual (lire page 9) de nombreuses réactions continuent d'être rendues publiques. M. Robert Badinter, garde des sceaux, s'est déclaré assuré que « toute la lumière sera faite » sur la mort d'Éloi Machoro et qu'il n'y a pas lieu d'envisager des procédures exceptionnelles. La Ligue des droits de l'homme a fait part « des grandes interrogations » que suscite à ses yeux cette affaire. La CFDT a condamné « l'enchaînement de la violence qui sert les intérêts des extrémistes », tandis que la CGT affirme qu'« elle fera tout pour faire connaître la vérité » sur la lutte du peuple canaque. Le PSU se déclare « très préoccupé par la complaisance manifestée à l'égard de l'extrême droite » par le pouvoir.

De notre envoyé spécial

traverse la rivière et gravit une première colline pour prendre position sur la crête qui domine la propriété Boarato.

« La nuit est tombée lorsqu'Éloi Machoro quitte le commandant de la brigade de la Foa et revient à la maison. Il réunit tout le monde. Il propose que « ceux qui le souhaitent partent », puis il annonce : « Moi je reste. » Il est alors décidé de remonter les femmes et les enfants ainsi que des jeunes sans armes. De fait, ils peuvent partir en voiture sans difficulté.

« Éloi Machoro tient ensuite le discours suivant : « Tant qu'on est dans la propriété Boarato, les gardes mobiles ne nous tireront pas dessus. Si ce sont les gardes mobiles qui nous entourent, nous sommes protégés des colons. Comme nous n'avons rien contre eux, il n'y a pas de danger immédiat. Le danger viendra plutôt des colons. Éloi donne un terme de la réunion deux consignes claires : personne ne tirera sans son ordre ; on ne tire pas sur les gardes mobiles ne pénétrant pas sur la propriété.

« La présence d'Éloi Machoro le vendredi 11 janvier à la Foa était signalée, indique le texte. Les militants étaient réunis sur la propriété d'Auguste Boarato. Il y avait même des femmes et des enfants. Pendant la journée ils avaient reçu de la visite, mais ils n'avaient entrepris aucune action à l'encontre des habitants de la station La Pérelle. (Les fermiers de La Pérelle avaient avoué à la gendarmerie des allées et venues des militants canaques. - NDLR). Bien au contraire : les habitants de la station La Pérelle étaient postés en faction avec leur Toyota au sommet du col situé avant leur propriété en venant de la Foa. Mieux, vers 16 heures, un témoin a vu une quinzaine de colons, en treillis, armés, dont deux femmes, accompagnés de chiens dans la voiture qui stationnait à côté de celle de Mariotti (le maire de la commune voisine, de Farino. - NDLR). Vers 17 heures, le commandant de la brigade de gendarmerie de la Foa s'approche de la porte d'entrée de la propriété Boarato. Éloi Machoro est là, sur la propriété, à moins de 20 mètres de lui. Certes il porte un fusil, mais il ne le met pas en joue et il est à découvert à côté de la barrière. Ensemble ils discutent longuement. Le gendarme demande à Éloi que le groupe dépose les armes, les remette, et qu'Éloi se livre à la justice.

« Pendant ce temps, les forces de l'ordre prennent position. Deux Puma se posent de chaque côté de la propriété Boarato, un quart des gendarmes se déplacent sur la propriété La Pérelle, faisant barrage entre les deux propriétés (distances de 500 mètres). Ils s'installent sur la route qu'ils coupent également. Il est de même de l'autre côté de la propriété Boarato. Quatre engins blindés non visibles prennent également position sur la route : deux de chaque côté de la propriété Boarato ; les forces de l'ordre prennent donc la propriété en tenaille. « Un groupe de colons se met en faction au col tandis qu'un autre groupe quitte la maison La Pérelle.

« Le jour se lève (vers 5 heures) sur le samedi 12 janvier. Les militants découvrent alors qu'un double cordon de gendarmes mobiles est installé de l'autre côté de la rivière. Le piège est refermé. Apparemment pourtant, il n'y a personne sur la route. Éloi Machoro, qui attend toujours la réponse de Pisani, est retourné auprès de la barrière. Il reste là avec son fusil, qu'il porte tantôt en bandoulière, tantôt sur les bras, tantôt le canon reposant sur la barrière. A aucun moment, il n'a épaulé ni visé quoi que ce soit, car, dans l'attente de la réponse de Pisani, il est persuadé qu'il n'y a pas de danger. Marcel Nommay est plus près de la maison : quelques mètres

« Froid : les détaillants en fruits et légumes acceptent de baisser leurs marges. - Un accord a été conclu, le 15 janvier, entre détaillants et pouvoirs publics sur une réduction temporaire des marges bénéficiaires sur six légumes (poireaux, carottes, endives, choux-fleurs, laitues et scaroles) pour réduire le renchérissement provoqué par le froid. Un coefficient de 1,4 au lieu de 1,5 habituellement sera appliqué aux prix de gros.

« Traductions angl. allem. esp. ital. port. hell. roum. slov. tchèque. turc. slov. pol. serb. croat. bulg. roum. hong. fin. grec lat. alban. arab. turc. pers. malg. malai. viet. lao. camb. thail. 1 de 1 inde. cor. jap. chin., etc. A.B.C. N.D. DES VICTOIRES PARIS 2. TEL. 236.13.03 PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

EN AVANT LA MUSIQUE AVEC VOTRE ORDINATEUR

Le numéro du « Monde » daté 15 janvier 1985 a été tiré à 499 464 exemplaires

A B C D E F G

Sur le vif

La victoire ? Quelle victoire ?

Vous êtes là, malgré le froid, vous êtes peiné. Vous ne savez pas ce qui se prépare, ce qui se profile à l'horizon 1985. Un vrai drame, une bagarre au couteau. Mais non, pas la bataille des cantonales ! Vous ne voyez pas plus loin que le poivre du riz. Un conflit bien plus douloureux, bien plus tragique. L'Europe en état de guerre. A cause de quoi ? Ne cherchez pas. A cause de la victoire. Eh oui, dans quatre mois, il va falloir célébrer ça. Le V-EY, la victoire de l'Europe sur le nazisme.

Et ça ne sera pas de la tarte. Rappelez-vous ce cirque pour les fêtes du débarquement en Normandie, ces susceptibilités blessées, ces interminables pourparlers entre ex-annamites et ex-alliés, M. Kohl, ulcéré de n'avoir pas été invité. Comment faire aujourd'hui pour ne pas lui donner l'impression qu'on ne l'aime pas, qu'on lui en veut ? Il est tellement contrarié. Dans les chancelleries, ils en sont malades d'avance. Ils font comme si de rien n'était. L'anniversaire ? Quel anniversaire ? Ah, celui-là ! On a le temps d'y

penser. Non, pas tellement. Seize semaines. A peine.

En Grande-Bretagne déjà, on n'interroge sur la meilleure manière de marquer le coup. On s'interroge, façon de parler ! On s'injurie, on s'engueule, on s'insulte à longueur d'onde et de colonne. L'opposition reproche au gouvernement son peu d'empressement à se lancer dans des préparatifs dignes de son nom. Bref, c'est de l'histoire ancienne, répond le Foreign Office, ça ne reflète plus la réalité actuelle. Faut pas se monter l'écervelle. Si on passait l'éponge ? Fureur en face. Enfin quoi, on ne va tout de même pas égarer la mémoire de tant de nos boys pour ne pas faire de la peine aux Allemands.

A vrai dire, ils sont très embêtés, les Allemands. Ils ne savent pas trop quoi faire ce jour-là. Dire une messe ? Se rendre en délégation dans un camp de concentration ? Pleurer une défaite ou célébrer une libération ? Les avis sont partagés. Et les Français ? La question ne se pose pas. Ils n'ont pas encore été invités.

CLAUDE SARRAUTE.

APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR EUROPÉENNE DE JUSTICE

La FNAC et les centres Leclerc reprennent leur offensive contre le prix unique du livre

Après l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes qui juge la loi Lang sur le prix des livres compatible avec le traité de Rome (le Monde du 12 janvier), plusieurs centaines de télégrammes de félicitations sont parvenus au ministère de la culture. Parmi les signataires, on relève les noms de M^{me} Méline Mercouri, ministre de la Culture et des sciences grec, de M. Lagorio, ministre du tourisme et des spectacles italien, et de M. Martin Bange, ministre de l'économie et des finances allemand.

Au ministère de la culture, on s'emploie activement à colmater la brèche ouverte par les juges de la CEE qui ont annulé deux clauses concernant l'importation. Ces modifications doivent à la fois respecter l'arrêt de la Cour européenne et la législation française sur le prix unique du livre. Elles pourraient être introduites dans le décret d'application qui paraîtrait dans les jours qui viennent ou en avril lors d'un réexamen de la loi par le Parlement.

Des instructions ont été données aussi pour que les contraventions de loi soient relevées avec diligence. De son côté, le bureau du Syndicat national de l'édition demande à son comité directeur que l'organisation se joigne aux actions judiciaires en-

trepriées par ses membres contre les contreventions à la loi Lang.

La FNAC et les centres Leclerc n'ont pas tardé à reprendre l'offensive contre le prix unique du livre, estimant, en particulier, que les juges européens, en abrogeant les clauses sur l'importation, leur ont donné raison. La FNAC pratique de nouveau des rabais sur des livres belges - des bandes dessinées notamment. Elle compte élargir son offre en faisant appel à d'autres éditeurs de la Communauté et à des importateurs étrangers de livres français.

Les centres Leclerc annoncent leur intention de « discuter » progressivement tous les livres français et étrangers à - 30 %, magasin par magasin, en commençant par Brest. Ils veulent lancer, eux aussi, un appel d'offres « européen » auprès des maisons d'édition pour s'approvisionner directement. Ils prévoient encore, indique M. Michel Leclerc, un budget de 20 millions de francs pour une campagne de « communication » dont l'objectif est de « préparer une réforme de la loi devant le Parlement » et « la stratégie de bloquer le ministre de la culture ». Ils veulent relancer le « débat économique-culturel ».

PRÊTS CONVENTIONNÉS AU LOGEMENT : BAISSÉ DES TAUX

Le taux de référence du Crédit foncier, qui détermine les taux d'intérêt plafonnés des prêts conventionnés destinés à financer la construction ou l'acquisition d'un logement, va être abaissé d'un demi-point à compter du 1^{er} février. Le taux de référence passe ainsi de 12,30 à 11,80 %.

DEUX OBSERVEURS FRANÇAIS ASSASSINÉS A BEYROUTH

Deux observateurs français de la force d'interposition ont été assassinés, le lundi 14 janvier, par des inconnus dans le quartier chiite de Bourj-Barajneh, situé dans la banlieue sud de Beyrouth.

Les adjoints-chefs Grégoire et Perrot circulaient à bord d'une jeep blanche, lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade, à 10 h 45, heure locale (8 h 45 GMT), et ont été tués par plusieurs rafales de mitraillette tirées par deux individus circulant à bord d'une automobile, a précisé, mardi 15 janvier, l'état-major des armées, à Paris.

Pendant ses travaux

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

vous offre

COSTUME 2200F

mesure industrielle avec gilet 2500 F

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

TDF ATTRIBUE A NRJ LA PRINCIPALE FRÉQUENCE DE RADIO 7

La convention signée, le vendredi 11 janvier, entre l'Édition de France (TDF) et la radio privée parisienne NRJ a provoqué l'indignation de la direction de Radio-France et de toute l'équipe de Radio 7, la station de service public destinée aux jeunes de l'Île-de-France. Celle-ci a eu effet, vendredi soir, par un télégramme du président de TDF adressé à M. Jean-Noël Foucaud, le PDG de Radio-France, qu'elle devrait céder à NRJ sa principale fréquence, le 91,7 MHz, et « glisser » sur 91,3 MHz, une fréquence réputée « bruyante », selon Radio 7, serait incapable de pallier les défaillances connues de son autre émetteur situé sur 90,8.

Le président de Radio-France a donc écrit à la Haute Autorité ainsi qu'un secrétaire d'État chargé des techniques de la communication pour protester contre cette décision de TDF relative à Radio-France. Cinq personnes travaillent à Radio 7 et on n'a pas le droit de mépriser à ce point les efforts d'une équipe.

« Nous n'avons jamais demandé à disposer de deux fréquences, et en préférons une seule nous garantissant un confort d'écoute satisfaisant », poursuit M. Rousseau. Mais TDF s'est toujours montrée incapable de nous rassurer, et sa décision livre sur un plateau nos 185 000 auditeurs à NRJ. Comment peut-on qualifier cette démarche de négociation ? Voilà bien le dénouement de tous nos efforts pour assurer la crédibilité d'un équilibre entre radios publiques et radios privées ! »